

LE MONDE
DIMANCHE

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,80 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 2,30 dir. ; Tunisie, 200 m. ;
Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 14 sch. ; Belgique,
20 fr. ; Canada, 5 1/10 ; Danemark, 285 f. CFA ;
Royaume-Uni, 6 fr. ; Espagne, 70 pes. ; États-Unis,
40 ct. ; France, 125 fr. ; Grèce, 35 dr. ;
Irlande, 200 Ir. ; Israël, 200 s. ; Italie, 200 L. ;
Japon, 420 y. ; Pays-Bas, 1,50 fl. ; Portugal,
40 esc. ; Suède, 240 f. CFA ; Suisse, 4,30 fr. ;
Soudan, 1,20 fr. L.S. ; 50 centes. Argentine, 50 cts.

Tout les abonnements page 10
A. RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
C. C. P. 4307-23 PARIS
Tél. Paris 01 630572
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Crise en Suède

Depuis qu'en 1976 les sociaux-démocrates suédois ont dû après quarante-quatre ans d'exercice du pouvoir, céder la place à une coalition des partis non socialistes, centristes, libéraux et conservateurs ont bien du mal à gouverner ensemble. Les divergences au sein du gouvernement sur le problème de l'énergie nucléaire avaient poussé M. Thorbjörn Fälldin à donner une première fois sa démission en 1978. Le premier ministre centriste avait promis d'arrêter les centrales nucléaires. Un gouvernement libéral minoritaire avait alors pris la relève. Le problème nucléaire est à présent réglé. M. Fälldin ayant accepté le verdict du référendum qui lui était défavorable.

Cette fois-ci, ce sont les conservateurs qui ont précipité la crise en quittant le gouvernement le lundi 4 mai. Ils se sentaient trahis par leurs partenaires centristes et libéraux, qui s'étaient mis d'accord, à leur insu, avec l'opposition social-démocrate sur un projet de réforme fiscale auquel leur chef de file conservateur et ministre de l'économie, M. Gösta Bohman, était fermement opposé.

Dans un premier temps, M. Fälldin se contenta de confier à des ministres en place la gestion des huit portefeuilles vacants. Mais finalement, le vendredi 8 mai, il a dû remettre la démission du gouvernement au président du Riksdag. L'opposition social-démocrate et communiste, renforcée pour une fois par les députés conservateurs, avait menacé de déposer une motion de censure.

Sitôt sa démission donnée, M. Fälldin s'est déclaré prêt à former un gouvernement minoritaire regroupant centristes et libéraux, qui gouvernerait jusqu'aux élections normales de septembre 1982. Évidemment, il a assuré que ce gouvernement respecterait les engagements politiques contenus dans la « déclaration d'intention » des trois partis « bourgeois » de 1979. Il tentait ainsi de rassurer les conservateurs, qui le soupçonnaient de trahison avec les sociaux-démocrates. Mais, dans le même temps, M. Fälldin a assuré que l'accord de principe élaboré avec les sociaux-démocrates sur le projet de réforme fiscale, et qui a mis le feu aux poudres, serait maintenu à bien. Il tente donc aussi de ménager la gauche : son gouvernement ne contrôle que cent deux des trois cent quarante-neuf députés, alors que l'opposition socialiste en compte cent soixante-quatre.

Des premières consultations du président du Parlement avec les chefs de partis, il ressort que les cent cinquante-quatre sociaux-démocrates qui réclament des élections anticipées au mois de juin et les vingt députés communistes voteraient contre M. Fälldin s'il se présentait devant le Riksdag. Pour leur part, les conservateurs, qui sont les seuls à pouvoir lui accorder la voix dont il a besoin pour avoir la majorité, affirment pour l'instant qu'un gouvernement minoritaire serait « extrêmement fragile » et ne serait pas capable de prendre les mesures d'austérité qui s'imposent dans la crise économique actuelle. S'ils préconisent une consultation anticipée, les conservateurs veulent sans doute faire comprendre que leur appui n'est pas automatique.

Les chances de M. Fälldin de devenir pour la troisième fois en cinq ans premier ministre dépendront donc entièrement du bon vouloir du parti conservateur, qui fera connaître sa position définitive d'ici le 16 mai. Mais les derniers sondages sont nettement favorables à la gauche. Il ne serait pas étonnant qu'il y eût un compromis.

LE SECOND TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Les deux camps s'attendaient à un scrutin particulièrement serré

Si l'on excepte quelques excès polémiques de fin de campagne et le ton alarmiste de certains commentaires de presse, l'élection du président de la République, dont l'issue aura pourtant été incertaine jusqu'au dernier moment, se sera accom-

plie dans le calme. Sans panique, même du côté de la Bourgeoisie. Les partenaires des deux candidats s'attendaient à un scrutin serré. Le climat d'attente qui s'est installé après le premier tour s'est maintenu jusqu'au second, comme si les Français consti-

deraient l'événement en simples spectateurs. Ou comme s'ils n'attendaient du résultat de cette consultation majeure aucun grand bouleversement pour leur situation personnelle. Pourtant il y aura des changements, qui, il est vrai, ne les concernent pas toujours directement.

Les difficultés d'une fin de campagne télévisée

La période électorale s'est achevée, au sein des sociétés de télévision, dans une atmosphère tendue et passablement agitée.

L'organisation, il est vrai, quel que peu tatillonne, du face-à-face entre les deux candidats a d'abord fort irrité les responsables des chaînes et certains de leurs journalistes les plus « en vue », totalement tenus à l'écart de ce sommet de la campagne, qui se déroulaient chez eux, mais sans eux ! Les lauriers tressés à leurs remplaçants d'un soir — Mme Michèle Coma et M. Jean Boissonnet — n'ont sans doute fait qu'augmenter leur ressentiment. Contrôle inacceptable, soupçons injustifiés, ont-ils bien vite clamé en chœur.

Suspicion légitime, semblerait-il, aujourd'hui leur rétroquer, de l'intérieur même de la maison, nombre de journalistes qui assurent avoir vécu, vendredi 8 mai, l'exemple (presque) parfait d'une « petite manipulation » comme on sait bien les maitriser du côté de Cognac-Jay... quand le besoin se fait pressant.

L'affaire est simple. On se préparait, sur les deux chaînes, à une journée « classique » et — question d'habitude — d'un reportage télévisé. La conférence nationale d'Antenne 2 avait ainsi évoqué la possibilité d'un petit débat, dans le journal de la journée, entre MM. Chirac et Mitterrand, suggestion finalement abandonnée au profit d'une ultime présentation des programmes des deux candidats, dans un but — précisaient les responsables de la rédaction — de simple clarification.

Mais, en fin de matinée, M. Mitterrand ayant fini d'enregistrer sa dernière intervention de la campagne officielle, le candidat sortant, annonçant, qu'il allait parler, au siège de son état-major, rue de Marignan.

Tout était bientôt prêt pour recueillir les déclarations de M. Giscard d'Estaing... à quelques minutes seulement des journaux télévisés de la mi-journée.

Rien — absolument rien — ne s'était fait pour permettre à l'autre camp de s'exprimer dans des conditions de juste équilibre.

DOMINIQUE POUCHIN.

(Lire la suite page 4.)

M. Mitterrand n'a jamais parlé du premier ministre qu'il envisageait de nommer s'il était élu. Interrogé sur le nom de M. Rocard, il avait simplement dit que ce n'était pas une mauvaise idée. Celui qui fut le rival de l'ex-pre-

Lire page 3 :

INFLATION : SOMMES-NOUS INCURABLES ?

par ALAIN VERNHOL

LA FRANCE N'EST PAS SEULE AU MONDE

par MICHEL BOYER

L'alternance au pouvoir et la continuité des institutions

L'alternance au pouvoir est, en démocratie, le corollaire de la liberté d'opposition.

Au lendemain des élections législatives de 1987, M. François Goguel observait « que pour être solidement enraciné, un système d'institutions politiques doit constituer un mécanisme susceptible d'être mis en œuvre alternativement par telle tendance et par telle autre, sans que sa structure soit remise en doute à chaque changement de conjoncture ». Récemment, Jacques Chirac a rappelé qu'« en soi il n'est pas bon qu'un régime démocratique paraisse résigner au musée de la théorie sans pratique les possibi-

par JEAN-LOUIS QUERMONNE (*)

lité d'alternance majoritaire ». Nous-mêmes avons écrit que l'épreuve d'alternance est « la seule qui devrait permettre à la fois de tester la résistance des institutions et de confirmer à la République la plénitude de sa légitimité ». Conformément à cette logique, Maurice Duverger a proclamé dans ces colonnes que « le moment de l'alternance était venu » (1).

Cependant, si l'alternance est aisée

à réaliser dans les régimes bipartites, chacun sait qu'elle offre plus de difficultés dans les pays où, comme en France, le multipartisme subsiste, même quand il est assorti d'un parti dominant. En outre, si dans les premiers l'effet du système de partis est de le rendre complet, dans les seconds l'existence de deux coalitions électorales peut engendrer une alternance incomplète. Ainsi, Maurice Duverger a-t-il distingué, à juste titre, la « petite alternance » de la « grande alternance » (2).

(Lire la suite page 6.)

(1) François Goguel, cahier n° 170 de la Fondation nationale des sciences politiques, « Les élections législatives de mars 1987 », p. 18 ; Jacques Chirac, la Vie politique sous la République, P.U.F., Thémis 1981, p. 678 ; Jean-Louis Quermonne, le Gouvernement de la France sous la République, Dalloz 1980, p. VIII ; Maurice Duverger, « Les deux alternances », (Le Monde daté 18-20 avril 1981).

(2) Maurice Duverger, « Les deux alternances » op. cit.

AU JOUR LE JOUR

Fin de partie

Française, française, mes chers amis, au moment où je vous parle, le résultat semble désormais définitif. Vous avez choisi votre président de la République. Je respecte votre choix.

Après une longue campagne où je n'ai eu comme unique préoccupation que de dire la vérité aux Français, et en dépit des attaques souvent indignes dont j'ai été victime, je tiens à remercier tous ceux, les millions d'entre vous, qui ont déposé mon nom dans l'urne, avec la certitude d'agir pour le bien de la France. Je leur dis : « Ne vous découragez pas, aujourd'hui plus que jamais la France a besoin de vous, vous représentez l'espoir ».

« Il reste un peu de café ? — Derrière toi. — Comment tu trouves ? — Ça ira à peu près, on changera un peu la fin. Maintenant on passe à l'autre ».

Françaises, Français, mes amis, c'est une victoire historique que nous fêtons ce soir !

BERNARD BRI.

Xavier de la Fournière
Alexis de Tocqueville



Un monarchiste indépendant

Analysé avec le soin jaloux d'un de ses admirateurs fervents, Alexis de Tocqueville (1805-1859) passe brillamment l'examen qu'on lui fait subir plus de cent ans après sa mort.

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN

FESTIVAL D'ÉVIAN

Le paradis du quatuor à cordes

Les vacances musicales d'Évian s'achèvent ce samedi 9 mai par un concert de l'université de Michigan avec, en soliste, Alexis Weissenberg. Et toutes les bandes d'étudiants joyeux vont quitter à regret les prairies plantureuses de l'hôtel Royal où ils s'ébattaient et répétaient en contemplant le lac : ils garderont certainement le souvenir d'une « douce France ».

L'orchestre de chambre du College of Music de Manchester n'a pas encore un an d'existence et il est composé de futurs professionnels qui préparent un diplôme d'études orchestrales. Sans avoir le dynamisme et l'aisance de leurs camarades de Michigan, ils brillent surtout par une discipline infatigable que leur impose un chef français, Michel Brandt, qui roule des bras et des épaules comme un torrent emporte les rochers et les troncs d'arbres, et donne une interprétation exceptionnellement vigoureuse des Variations très acides de Britten, sur un thème de Frank Bridge, et de la Deuxième Symphonie de Schubert, qui perd un peu de ses couleurs pastel. Un excellent violoniste roumain, Ion Vasile, met sa superbe technique au service du Concerto en sol mineur de Max Bruch, qui n'a plus guère d'autre mérite, que de prêter à Brahms et de le faire amèrement regretter.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 13.)

هكذا من راصيل

EUROPE

DIPLOMATIE

Tchécoslovaquie

Après l'arrestation de deux Français La police multiplie les gardes à vue de militants des droits de l'homme

Une trentaine de personnes ont été placées en garde à vue à Prague, Brno et Bratislava dans le cadre d'une vaste enquête entreprise le 29 avril au lendemain de l'arrestation, à la frontière tchèque, de deux Français, Mlle Anis et M. Thonon, porteurs de documents subversifs, selon les autorités tchécoslovaques.

C'est la femme du dramaturge Václav Havel (actuellement en prison) et six autres personnes (le Monde du 8 mai), la police a arrêté M. Jiri Hajek, ancien ministre tchécoslovaque des affaires étrangères et ancien porte-parole de la Charte 77. Malgré ses activités en faveur de la Charte, la police ne l'avait jusqu'à présent jamais retenu que pour des interrogatoires de quelques heures.

Parmi les personnes interrogées, figurent notamment l'écrivain Eva Kaskavova, la spécialiste de musique underground, Mme Vera Jirouskova, l'ancien dirigeant communiste Jiri Meliler, le pasteur Jan Simunek, l'ancien théologien du parti et philosophe Milan Simunek qui, dans le *Reichsbanner* de l'Est (paru il y a deux ans chez Mares), relatait comment depuis 1968 les autorités avaient procédé pour ramener le pays à l'orthodoxie. D'autres personnes sont actuellement recherchées par la police.

Le collectif des porte-paroles de la Charte 77 a protesté, vendredi 8 mai, dans une lettre ouverte adressée au Parlement et au chef du gouvernement contre cette « répression illégale contre les sympathisants et les signataires de la Charte (...) destinée à effrayer les défenseurs des droits de l'homme en Tchécoslovaquie ».

A Paris, le ministère des affaires étrangères a annoncé qu'il avait entrepris des démarches afin que le consul de France à Prague puisse rendre visite aux deux détenus et pour tenter d'obtenir que les droits de la défense soient « scrupuleusement respectés ».

Une démarche du consul de France à Prague

Sans nier les deux affaires, le Quai d'Orsay a démenti les arrestations de Tchécoslovaques. « Si ces arrestations étaient confirmées, a déclaré le porte-parole du ministère, les autorités françaises déploieraient profondément qu'une fois encore des personnes qui militent en faveur de l'application de l'acte final d'Helsinki soient victimes, en raison des idées qu'elles défendent de mesures répressives portant atteinte à leur liberté ».

L'UNEP indépendante et démocratique a protesté contre l'arrestation de ses membres, Mlle Anis et M. Thonon, et lancé un appel à tous les démocrates pour exiger leur libération. Elle rappelle aussi les stipulations de l'acte final d'Helsinki sur « la libre circulation des idées et des informations entre tous les pays ». Elle s'engage enfin à « la libre circulation des idées et des informations entre tous les pays ».

Le président de la Ligue des droits de l'homme, M. Jiri Hajek, a déclaré qu'il était « profondément indigné » par l'arrestation de Mlle Anis et M. Thonon, et qu'il avait demandé au gouvernement tchécoslovaque de leur libération.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● LA FRONTIÈRE AVEC LE CHILI a été ouverte le vendredi 8 mai, après avoir été fermée pendant neuf jours par les autorités de Buenos Aires, à la suite de la détention, à Santiago, de deux militaires argentins accusés d'espionnage. — (A.F.P., Reuters)

Malaisie

● M. HUSSEIN OMN, premier ministre de Malaisie, pourrait annoncer sa démission pour raison de santé le 15 mai, a-t-on appris à Kuala Lumpur. M. Hussein Omn, qui était au pouvoir depuis janvier 1976, avait subi il y a deux mois à Londres une opération au cœur. Il serait remplacé par son vice-premier ministre, M. Mahatir Mohamed. — (Corresp.)

Mali

● LE COLONEL YOUSOUF TRAORE, secrétaire à l'information et à la culture du bureau exécutif central de l'Union démocratique du peuple malien (U.D.P.M., parti unique), a démissionné de ses fonctions et du conseil national du parti, a-t-on annoncé officiellement jeudi 7 mai à Bamako. Compagnon de dernière heure du président Moussa Traore, le colonel Yousouf Traore a fait partie de la junte de quatorze officiers qui a renversé le régime du président Modibo Keita, le 19 novembre 1968. Cette démission est la première d'un responsable politique important depuis la prise du pouvoir par l'armée. — (Reuters)

Chez nous, à Saumur...

« La vigne plonge ses racines dans le tuffeau, calcine propice au développement du vin. Et les vigneronnes de chez nous suivent la Nature pour façonner ces vins de « fine mouche ». Et cela dure depuis des générations. »



Chez vous, un « brut » à découvrir. SAUMUR D'ORIGINE, UN TERROIR, UNE TRADITION.

Yougoslavie

Le comité central dénonce les « activités contre-révolutionnaires » organisées au Kosovo par « un centre étranger »

Belgrade (A.F.P.). — Le vingtième plénum du comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie (L.C.Y.) qui s'est tenu le jeudi 7 mai a été consacré à l'étude des « activités ennemies » et contre-révolutionnaires dans la province autonome du Kosovo. La réunion s'est déroulée sous le signe de la critique du parti pour son « manque de rigueur » face aux menées nationalistes. Selon un communiqué officiel, la direction de la Ligue tirera les conclusions de cette réunion lors de sa prochaine session dont la date n'a pas été précisée.

Dans son rapport d'introduction, M. Ljudek Mojsov, président de la présidence fédérale de la L.C.Y., a observé que, malgré une agitation nationaliste incessante dans la province autonome depuis 1968, le danger avait été « sous-estimé » ce qui a « permis à l'ennemi de s'insinuer », même « dans la L.C.Y. ». A propos des émeutes de fin mars-début avril, M. Mojsov a affirmé que « l'activité des éléments hostiles et contre-révolutionnaires a été soigneusement organisée par un centre étranger, sous le nom de parti communiste marxiste-léniniste. Ses dirigeants et organisateurs, qui sont bientôt jugés, ont toujours préparé cette action. Ils ont reconnu leur responsabilité et l'usage d'armes à feu (...) Ils ont prouvé d'autres activités criminelles ».

M. Mojsov a indiqué que, déjà après les manifestations de 1968 et de 1974, des « groupes hostiles nationalistes et contre-révolutionnaires » avaient déjà été découverts. Mais, selon la Ligue, « à la haine nationale », il faut « sans hésitation » ajouter de la L.C.Y. les cadres du parti qui ont été jugés ou qui, dans le mouvement, ont incriminé, se sont trouvés sur les positions de l'ennemi », a-t-il poursuivi.

Dénonçant les tendances opportunistes qui se manifestent ailleurs qu'au Kosovo, M. Mojsov déclare : « Les communistes de chaque République doivent lutter contre le nationalisme chez eux, car cela nuit à la cause des communistes et à la cause du peuple ». Les dirigeants et organisateurs, qui sont bientôt jugés, ont toujours préparé cette action. Ils ont reconnu leur responsabilité et l'usage d'armes à feu (...) Ils ont prouvé d'autres activités criminelles ».

ment des nationalistes et du mécontentement dans certains milieux et aux actions hostiles. La situation au Kosovo a montré que nous tardons à prendre des mesures pour remédier à de nombreux points faibles (...) Mais le seul remède que nous soyons parvenus à trouver de la lutte que nous imposent les contre-révolutionnaires ».

Un document distribué aux participants précisait par ailleurs que les premières actions de « propagande hostile » importantes remontent à 1974, ont été organisées par un « mouvement révolutionnaire des Albanais » ; elles se sont poursuivies en 1974 et ont pris des proportions « énormes » en 1978.

On apprenait, d'autre part, que le directeur en exercice du Musée de la révolution du Kosovo, M. Ruzica Stokic, a été destitué pour avoir « cédé à la pression d'une troupe armée tenue d'Albanie » qui avait exigé que le musée soit recouvert d'un drap dans la salle du spectacle.

Procès de trois Croates

M.M. Marko Veselica (économiste), Vlado Gotovac (écrivain) et Dobroslav Paraga (étudiant) ont été inculpés à Zagreb de « délits dirigés contre les fondements du système socialiste autogestionnaire et la sécurité de la Yougoslavie », de « participation à des activités hostiles et propagandistes » et de « incitation à la haine nationale ». A annoncé le vendredi 8 mai l'agence Tanjug. Ils seront jugés séparément : M. Paraga à partir du 13 mai, M. Gotovac à partir du 2 juin ; la date du procès de M. Veselica n'a pas encore été fixée. M. Gotovac comparait en première instance.

M. Paraga avait été arrêté le 21 novembre 1980 alors qu'il recueillait des signatures pour une pétition réclamant l'annulation pour les prisonniers politiques. M. Veselica, arrêté le 24 avril dernier, et M. Gotovac avaient déjà été condamnés en 1972 à respectivement sept et quatre ans de prison pour « nationalisme ». Ces nouveaux procès interviennent trois mois après la condamnation pour les mêmes motifs de l'ancien ministre des Travaux publics, M. Stokic, qui avait simplement accordé des interviews à la presse étrangère tout comme M. Gotovac.

LA FIN DE LA VISITE DE M. SUZUKI A WASHINGTON

Tokyo s'engage à faire « de plus grands efforts » pour sa défense aérienne et maritime

De notre correspondant

Washington. — Le premier ministre japonais, M. Suzuki, quitte la capitale fédérale ce samedi 9 mai à l'issue d'une visite officielle de trois jours, au cours de laquelle il a été entouré des plus grandes personnalités. La Maison Blanche voulait souligner l'importance qu'elle attache à ce pays allié, lui faire oublier les difficultés récentes mais aussi l'amener à prendre certains engagements.

Les rencontres entre M. Suzuki et Reagan devaient être une prise de contact et un témoignage public d'amitié, non un moyen de régler des controverses en suspens. Celles-ci précisaient-on à la Maison Blanche, seraient abordées ultérieurement à un autre niveau.

Les deux septuagénaires ont multiplié les petites phrases amicales et réaffirmé avec force les liens qui unissent leurs deux pays. Mais, par la force des choses, tous les éléments du contentieux américano-japonnais sont venus sur le tapis l'un après l'autre.

Les États-Unis se sont engagés, par exemple, à « consulter étroitement le Japon ». C'est une allusion évidente à l'incident survenu à propos de l'embarquement de certains éléments du Japon sur le *USS Enterprise* qui avait été informé de n'avoir pas été informé de temps de la levée de cette mesure. Washington a bien voulu reconnaître qu'une consultation trop tardive de son allié avait pu apparaître comme « une notification ». Pour que cela ne se reproduise plus, on va améliorer les communications entre les deux gouvernements.

La visite de M. Suzuki avait été précédée d'un geste de bonne volonté du Japon : la limitation volontaire de ses exportations, dit-il, vers les États-Unis. Provisoirement réglée, cette question épineuse permettrait de ne plus mettre l'accent sur les difficultés commerciales entre les deux pays et d'aborder en détail un sujet qui tient beaucoup à cœur à l'administration Reagan : l'effort japonais de défense.

Il ne nous appartient pas de fixer des chiffres, ont dit en substance les dirigeants américains à M. Suzuki, mais votre pays devrait être au moins capable d'assurer sa propre défense et celle de ses voies maritimes dans le Pacifique.

En public comme en privé, M. Suzuki a expliqué jusqu'où son pays ne pouvait aller, pour des raisons financières, constitutionnelles et politiques. Il a développé aussi un motif de fond : selon Tokyo, la stabilité de l'Asie et de l'Afrique dépend autant de l'assistance économique au tiers-monde que des efforts militaires du bloc occidental. « Chaque pays doit jouer un rôle proportionné à ses propres forces et à ses conditions intérieures, de manière que l'Ouest, dans son ensemble, puisse faire l'usage le plus efficace de son pouvoir », a dit le premier ministre japonais au National Press Club.

« Division appropriée des rôles »

Le communiqué commun publié vendredi soir n'en contenait pas moins un engagement remarquable. Tokyo fera « de plus grands efforts » pour améliorer sa défense aérienne et maritime. Il approuve aussi le principe d'une « division appropriée des rôles entre le Japon et les États-Unis » dans l'Asie-Pacifique. Cette formule bien vague devrait être précisée le mois prochain à Honolulu par des experts militaires des deux pays. Washington s'est engagé pour sa part à fournir du carburant nucléaire au Japon, de manière moins restrictive que l'administration Carter.

ROBERT SOLE

DURCISSEMENT SOVIÉTIQUE A LA CONFÉRENCE DE MADRID

Madrid (A.F.P.). — L'Union soviétique a sensiblement durci sa position, vendredi 8 mai, à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) de Madrid, en mettant en demeure les autres pays participants de convoquer une réunion sur le désarmement, a-t-on appris de sources occidentales.

Cette intervention soviétique a eu lieu dans le cadre des travaux à huis clos de la commission sur la continuité. Selon les mêmes sources, l'U.R.S.S. souhaite que la conférence de Madrid lui donne satisfaction quant à la poursuite du dialogue Est-Ouest en matière de limitation des armements. Dans le cas contraire, elle pourrait s'opposer à ce qu'il ait lieu à Belgrade (1977-1978) et Madrid (1980-1981), un troisième rendez-vous des trente-cinq pays membres de la C.S.C.E.

ASIE

Chine

La controverse sur le rôle de Mao Zedong se poursuit au sein du P.C.

De notre correspondant

Pékin. — Il se passe de choses étranges à Pékin autour des manes de Mao Zedong. Dimanche 3 mai, le *Quotidien du peuple*, qui s'est trouvé ces derniers mois à la tête du mouvement favorable à un nouveau cours quelque peu décalé de l'héritage idéologique maoïste, a lancé une petite bombe politique en révélant que les dirigeants de l'ancien arrondissement à statut spécial de Shaoshan, le lieu de naissance de Mao, se sont rendus coupables de gauchisme financier.

Habité autrefois simplement par quelques dizaines de paysans, le village de la province du Hunan (centre-sud de la Chine) doit au fait d'avoir donné naissance au fondateur de la République populaire un développement exceptionnel après 1949 et une gloire, qui se révèle aujourd'hui insupportable. En 1968, en pleine révolution culturelle, par conséquent, en l'honneur du président, se voit accorder un statut particulier. Il s'ensuit un gonflement du personnel bureaucratique tout à fait exorbitant : le nombre des fonctionnaires dans le village finit par atteindre quatre cents à cinq cents personnes.

Lorsque, à la fin de l'année dernière, le comité du parti et le gouvernement du Hunan ordonnent de retirer à Shaoshan son statut spécial, les fonctionnaires locaux, réduits au rang commun, s'émoussent alors pour célébrer l'événement à leur manière : s'inspirant de la vieille tactique de la terre brûlée, ils décident tout simplement de voter la faillite. En deux mois, les auraient dépensé, selon le *Quotidien du peuple*, plus d'un million de yuans, soit quelque 3 millions de francs.

L'argent file en ripailles, banquets d'adieu et prétendues conférences de travail. L'un de ces festins aurait coûté le coquet somme de 25 000 yuans (75 000 francs). Lors de chacune de ces rencontres, les participants repartent les bras chargés de cadeaux : postes de radio,

couvertures de soie, serviettes de bain, bouteilles thermos, parapluies et jusqu'à des chemises en lino sont distribués avec largesse par les fonctionnaires dépités à leurs anciens administrés.

A en croire le *Quotidien du peuple*, ce gaspillage du bien de la collectivité aurait fini par provoquer le « mécontentement des masses » qui auraient réclamé des sanctions contre les dilapidateurs. L'article n'en indique pas la nature, ni ne dit si elles ont été effectivement appliquées, mais tout un chacun interprète la publication de ces révélations comme un nouveau coup porté indirectement à l'image de l'ex-grand timonier et par voie de conséquence à M. Hua Guofeng, qui fut pendant plus de vingt ans un des dirigeants de la province.

« Le plus grand révolutionnaire et héros chinois »

Mais la mémoire de Mao n'est pas seulement l'objet d'attaques obliques. Le 4 mai, un responsable du comité central, M. Deng Liqun, idéologue qui dirige le bureau des recherches théoriques du secrétariat du parti, a prononcé, en effet, à propos de l'ancien président des paroles qu'on n'aurait pas entendues ici depuis un certain temps.

L'histoire a certes fait effusion à des erreurs commises par Mao, bien qu'il les ait limitées aux dernières années de sa vie, alors qu'il était devenu habitué de les faire remonter au milieu des années 1950. Mais, visiblement, il convient de ne pas s'attarder sur ces errements dus à la sénilité. Il s'agit au contraire de vanter ses mérites, car, malgré ses fautes, a dit M. Deng, « sa grandeur réside dans sa loyauté envers le peuple chinois, dans sa foi inébranlable dans la force de celui-ci, dans sa solide intégrité de son patriotisme et sa détermination révolutionnaire ». Et l'orateur de

rappeler « la direction correcte » de Mao dans la révolution et la construction socialiste, sa « ferme résistance à la politique de Khrouchchev et de ses semblables », sa « grande vigilance » à l'égard de « tout » manifeste contre toute ingérence contre l'indépendance nationale, la souveraineté et la sécurité de l'Etat. Pour toutes ces raisons, il mérite d'être considéré comme « le plus grand révolutionnaire prolétarien et le plus grand héros national du peuple chinois ».

Ce panégyrique est d'autant plus remarquable qu'il peut être comparé au jugement sur l'ancien président qu'avait porté l'ancien président qu'avait porté l'ancien président M. Hua Guofeng. Il y a moins d'un mois, en revanche, la presse, par le biais d'un article paru tout d'abord dans le *Journal de l'Armée* (le *Monde* du 14 avril) avait publié une analyse nettement plus équilibrée du rôle de Mao. Cette analyse avait généralement été interprétée comme reflétant les grandes lignes du compromis conclu au sein de la direction sur la question. Or, il semblerait, en fin de compte, selon certaines interlocuteurs, que ce jugement ne ferait pas encore tout à fait l'unanimité parmi les dirigeants, certains le considérant comme trop positif, d'autres au contraire comme trop négatif.

D'où cette impression, sans doute, de tiraillements continus au sommet et les signaux contrastés depuis quelque temps dans la ligne. Mais si le document concluant le débat doit vraiment être adopté à la prochaine réunion du comité central, comme cela a été annoncé, et si ce plénum doit effectivement se tenir en juin — on parle de la première quinzaine — il ne reste plus beaucoup de temps aux dirigeants chinois pour arriver à un accord. Peut-être celui-ci interviendra-t-il à la fin de ce mois à l'occasion d'une nouvelle conférence de travail, dont on dit qu'elle serait convoquée en vue de préparer la session plénière du comité central.

MANUEL LUCBERT.

la campagne de M.
1930-1931

liste a précisé ce qui « se passerait dans les semaines » suivant son élection, et le « citoyen candidat » a affirmé sa volonté de susciter « un large renouvellement des équipes et des hommes ».

M. GISCARD D'ESTAING : repartir d'un autre pied grâce à un large renouvellement des équipes et des hommes

diplomatie est une tentation, mais c'est aussi un gros danger.

» J'ai le devoir de vous aviser que les premières conséquences négatives seraient immédiates et graves. (...) Je vous prie de chercher dans votre vie quotidienne. (...) Dans ces conditions, personne ne pourrait plus embourber.

Il souligne : « De mon côté, dans le programme que je vous propose, le plus dur a déjà été fait. (...) Je ne suis pas sûr de réussir, à ressusciter la condition de ne pas dilapider nos chances. (...) La France peut réussir car elle est la plus grande puissance d'Europe. »

M. Gluckstadt d'espéral conclut : « Je suis sûr que la France du septennat nouveau sera plus ouverte à l'étranger, plus accueillante, plus neuve qu'aujourd'hui. (...) Je suis sûr que de la France, Je souhaite que j'affaire que j'ai entrepris de faire de la France, les hommes les responsables les hommes sont pour moi.

» Nous, nous espérons les uns et les autres, nous espérons de cette manière, et nous espérons. C'est une

Il y a autre chose. A peine était-on arrivés au meeting tenu à Epinal par François Mitterrand qu'on l'a entendu — le hasard des entrées, avouez qu'il faut bien les choses — s'écrier : « J'étais le candidat des socialistes sur la ligne de départ, le sera aussi sur la ligne d'arrivée. » On s'est bien gardé de nous transmettre en revanche son attention au cours du dîner. A propos de la question de Valéry Giscard d'Estaing sur le cours du Deutschmark...

Et que dire des attaques contre son passé de résistant ? De Gaulle, arme suprême pour gagner les suffrages, de Gaulle qui n'a jamais, même lors de leur duel électoral de 1965, voulu confondre « l'ami de la guerre et l'ennemi de la paix ». Jusqu'où peut-on aller dans l'ignoble et le grotesque ? Et faut-il que l'enjeu soit élevé pour qu'on tombe aussi bas ?

CLAUDE SARRAUTE

● **ERRATUM.** — Dans l'article de Claude Sarraute intitulé « Tir de barrage », publié dans le Monde du 8 mai, il était fait état, à propos de l'impôt à partir de 800 millions de centimes de revenus, il s'agissait évidemment de 300 millions de centimes de capital.

M. GISCARD D'ESTAING : rétablir les faits

poser des questions, obtenir des réponses, il lui était facile d'accepter le deuxième débat télévisé que je lui avais proposé. Je n'admettais pas que dans cette campagne on dissimule aux Français la réalité de ce qu'on leur propose. On peut proposer des idées, mais ce qu'on veut mais on ne peut pas le proposer, et ensuite le dissimuler au le voter.

M. Giacomini d'Estaing a également souligné qu'au cours du face-à-face télévisé du 5 mai, M. Mitterrand n'avait pas « répondu » le projet socialiste.

de mentir (...). Je voudrais que cette campagne eût été digne jusqu'au dernier moment. Les socialistes ont beaucoup de qualités mais ils n'ont pas su en faire même pas fait l'immortité par moi-même. Elle s'est réfugiée sur la plate-forme de notre coalition et nous avons eu une coalition de vote, de forces, de représentations derrière François Mitterrand quand il était président. De ce point de vue, nous aurons à chercher», Et M. Rocard a donné diverses assurances aux catégories socio-professionnelles directement concernées par le problème.

M. DENIAU : rassemblement avec qui ?

Dans l'après-midi, M. Jean-François Deniau, principal res-

l'homme. Il soulignait : « M. Michel Rocard vient de reconnaître que toutes les citations de projet de loi de son discours de 1981 au regard d'États-Unis étaient exactes et engageaient bien le candidat socialiste. Je le remercie de sa franchise. Mais, à ce moment, c'est François Mitterrand avait donc menti ».

M. Demin ajoutait : « Michel Rocard figure d'ailleurs parmi les candidats à la présidence du parti socialiste augmentant les droits de succession à 45 % au-delà de 500 000 F entre parents et enfants. C'est la même politique que celle que M. Rocard d'États-Unis, ce que M. Mitterrand avait lui-même dit. Mais, à ce moment, c'est François Mitterrand a reconnu : « C'est faux ».

Il fallait un programme, une plate-forme de rassemblement, c'était pour rendre possible cette victoire que François Mitterrand avait dit : « Je pose la question : rassemblement, victoire, avec qui ? Avec les communistes ? C'est la précision qui manquait dans la déclaration de

rance de presse de l'Institut Sankovskii, le soir même.

— En revanche, la commission n'a pas publiquement condamné l'intervention de M. Giscard d'Estaing, lors de la séance du 14 h. 30, sur le thème des « communications étrangères radio-télévisées officielles. Contrairement à certaines rumeurs, ce n'est pas elle qui a demandé aux sociétés de programme de diffuser une interview de M. Giscard à l'occasion de celle de M. Rocard — en réponse à celle du président de la République sortant. La commission, en effet, ne s'est réunie qu'à 14 h. 30, après la conclusion officielle de la programmation de ces deux interventions.

De l'usage des médias en temps d'élection

par **JEAN-FRANÇOIS LACAN** (*)

Chacun sait qu'un journal *révisé* est une véritable mise en scène de l'encadrement des séquences, le mélange de l'information et de son commentaire ont au moins autant d'importance que l'information elle-même.

Comment ne pas s'étonner alors de la disproportion fréquente entre les moyens techniques dont disposent les équipes de reportage qui suivent les deux candidats ? Comment ne pas remarquer que les images de la campagne de Valéry Giscard d'Estaing bénéficient d'un montage plus vivant, plus dynamique que les plans un peu statiques qui cadrent celle de François Mitterrand ? Comment ne pas relever certains effets de cadrage surprenants : une image d'architecte noté dans l'«*Architectural Digest*» de la place du Colonel-Fabien ; une salle de réunion déserte derrière le journaliste qui parle de la «*dérobade*» de François Mitterrand ?

Comme, encore, peut-on essayer de nous faire croire que tel document est une photographie prise et prise à l'insu des passants ? « *non, par plusieurs raisons* », alors que la durée de conservation d'une bande vidéo seconde plusieurs centaines de passages ?

La télévision télévisée, c'est d'abord des images et des sons, moins, mis en scène. C'est là que se situe l'inévitable contagion entre politique et spectacle. On peut le déplore, certes, mais, comme la déclarait le héros de *La Machine à vapeur* d'Antoine 2 : « *La politique c'est d'abord écrite, puis parlée, maintenant, elle se regarde* » (2).

Ce regard des téléspectateurs, on peut souhaiter qu'il soit conscient, informé et critique. Surtout au moment

(2) Journaliste, membre du groupe d'étude et de réflexion sur l'information.

national qui dispose d'un relais permanent.

Sous Antenne 2 le retard devrait être plus important encore. C'est qu'en effet il ne passerait pas l'heure nationale à l'antenne, mais seulement de l'information que M. Rocard peut répondre au candidat socialist. Ceux-là voudraient que l'antenne soit plus active, et de toute façon.

M. Mitterrand a de l'expérience au sein d'une. Il faut donc, semble-t-il, une intervention pressentie, mais pas d'après le candidat Jean-Pierre Sibillebach.

Un échange de propos plutôt vifs pour que M. Rocard appartiennent à l'écran au prix de l'information nationale régionale.

Les questions programmées à 19 h. 38.

Temps d'élection

A pareille heure, l'audience avait, bien sûr, sensiblement décliné. Et passer ainsi M. Bocard la *crossée* le midi était la pénible contrainte de la diffusion. Dans le journal de 20 heures, la commission de contrôle paraît s'être tenue de ces inévitables distorsions au principe d'équité. Officiellement, elle dit n'être pas intervenue. Il semble pourtant que, sur TF 1, au moins, M. Jean-Marie Cavada ait admis, vendredi soir, que cette difficile journée lui avait valu les remontrances — un blâme ? — desdites commis-

L'Institut syndical des journalistes d'Antenne 2 (S.N.J., C.F.D.T., F.O.) a protesté contre la diffusion sur cette chaîne du journal d'Antenne 2 midi de la déclaration du président sortant. Les journalistes s'inscrivent dans une démarche militante que cette déclaration n'a été diffusée alors que la chaîne n'était pas encore ouverte à la concurrence. Ils ont demandé que la diffusion de certaines déclarations soit limitée. L'autre candidat, les mêmes conditions d'expression en durée et d'audience, et que c'est à cet instant précis que la chaîne a été remise et à une heure d'écoute inhabituelle que la déclaration de Michel Rocard a été diffusée.

[illegible]

titution des DOM-TOM — y compris les menaces relayés sur place, la mise en courtage de tous les meetings des candidats présents au second tour, et encore que l'un d'eux a annoncé qu'il en ferait très peu; les interruptions de programmes, pour retransmettre, en cours de journal, des interventions Chabon-Delmas, Chabon en faveur de Giscard d'Estaing, et Delmas en faveur de Giscard — à l'heure, pour lequel Giscard avait longtemps à l'avance dicté ses conditions aux rédactions; les différences des moyens techniques mis à la disposition des candi-

● Le journal *l'Adonis* quotidien de F2 à Centre n'a pas été diffusé le vendredi 8 mai, à 19 h 20. On apprend que le directeur du journal de Paris-16 de France, M. Giscard d'Estaing, a été invité à Paris, par un certain Paul de France, à participer, par deux excoptes, à la manifestation en faveur des étudiants de la Sorbonne. Le meeting de M. Giscard d'Estaing, qui a lieu à Paris, est une manifestation et nécessite la mise en place d'un faisceau partien. M. Giscard d'Estaing, à Paris, a été invité à participer à la manifestation. Le meeting de M. Giscard d'Estaing, qui a lieu à Paris, est une manifestation et nécessite la mise en place d'un faisceau partien. M. Giscard d'Estaing, à Paris, a été invité à participer à la manifestation. Le meeting de M. Giscard d'Estaing, qui a lieu à Paris, est une manifestation et nécessite la mise en place d'un faisceau partien.

L'élection

L'alternance au pouvoir et la continuité des institutions

1. *Journal of the American Medical Association*, 1990; 263: 1025-1028.



مذاهب من رايه

lection présidentielle

ables ?

Le Monde ECONOMIE

LA PROMOTION SOCIALE ET ÉCONOMIQUE DES AFRICAINS

Deux images différentes du continent noir, deux coups de sonde dans une réalité complexe, avec, pourtant, un dénominateur commun : la lente et difficile promotion sociale et économique des Africains.

Dans le nord-ouest du Kenya, une aide importante est fournie au peuple turkana par la C.E.E. Un

peuple traditionnellement nomade dont les habitudes de vie sont bouleversées et qui frappe régulièrement la famine. Mais l'aide ne suffit pas. Encore faut-il, comme l'explique le délégué de la C.E.E. au Kenya, que la population - se sente elle-même impliquée dans l'entreprise - que les Turkanas ne deviennent pas des assistés, mais prennent en main leur destin.

Une autre Afrique, celle du Sud et de l'apartheid. L'ordre social blanc n'y est plus figé. Les grèves s'y multiplient. Un pouvoir noir naît, dans des conditions difficiles, dans le domaine syndical : une étape vers la conquête du pouvoir politique, vers la promotion des Africains.

Autonomie

L'AFRIQUE NOIRE ne cesse de mal partir, et les perspectives économiques des dix-huit pays les plus pauvres du continent sont mauvaises. Les prix moyens de leurs importations devant augmenter davantage que ceux de leurs exportations au cours des prochaines années, les termes de l'échange de ces pays - dont l'indice est déjà passé de 100 en 1977 à 66 en 1980 - vont encore se dégrader de façon grave. Et une augmentation vraisemblable de l'aide qui leur est accordée par les États de l'O.C.D.E. et de l'OPEP ne compensera que partiellement les effets défavorables de cette évolution.

« Le tableau est sombre », est-il souligné dans une des dernières publications de la Banque mondiale, et même si ces pays « parviennent à effectuer les réstructurations nécessaires et à réaliser les réformes institutionnelles qui s'imposent », ils ne pourront pas, vu leur pénurie en devises, importer tout ce dont ils ont besoin. De 1980 à 1985, le volume de leurs achats devrait être inférieur de 14 % à la moyenne enregistrée de 1975 à 1977.

Dès lors, le taux de croissance des revenus serait de 3 % par an seulement, à peine supérieur à celui de l'augmentation de la population. Enfin, plusieurs pays africains ont emprunté « de façon excessive et sans discernement » au cours des années 70, si bien que le service de leurs dettes pèse et pèsera lourdement sur leur balance des paiements.

Face à cette situation, il est à l'évidence de la responsabilité des dirigeants de ces pays de faire preuve de réalisme. Il s'agit notamment d'ajuster les dépenses aux ressources disponibles, de veiller à la bonne utilisation des investissements, de donner la priorité aux productions agricoles et alimentaires. L'importance et l'urgence des réformes varient d'ailleurs d'un pays à l'autre, même si s'impose à tous la nécessité de concilier le court et le long terme.

Dans cet environnement, l'aide extérieure, qui s'est trop souvent égarée, ne peut être qu'un adjuvant à la volonté des pays. Il n'est pas sûr, d'ailleurs, qu'une augmentation très forte de cette aide, satisfaisante pour la bonne conscience occidentale, ait tous les effets positifs que pour les pays développés, si elle sert de simple courroie de transmission d'un modèle économique qui ne paraît pas adapté aux besoins des populations. L'imitation n'est pas facteur de développement, alors que la recherche d'une plus grande autonomie permettrait peut-être à l'Afrique - comme à l'Europe - de ne pas perdre ou de retrouver son identité. - M. B.

● KENYA

L'efficacité des programmes d'aide suppose une participation de la population

Lodwar (nord du Kenya). - Muzoule et beige de poussière, elle n'a plus d'âge. Vêtue d'une peau de chèvre en loques, elle se tient très droite, les yeux rivés sur l'horizon. Près d'elle, deux vieillards sont figés dans la même attitude silencieuse. Derrière les anciens, mais à distance respectable, plusieurs centaines de leurs frères et sœurs de race sont assis en demi-cercle sur l'inévitable petit tabouret de bois qui sert aussi d'appui-tête. Pour toute richesse, il reste aux guerriers la lance et le redoutable couteau-lanceol distillé sous une bague de cuir. Aux femmes, les chapiteaux de verroterie qui encadrent le cou comme un carcan. Mais leur bien le plus précieux, ce matin-là, leur passeport pour la survie, ils l'ont fiché dans l'entaille d'une tige de bois pour ne pas le perdre

De notre envoyé spécial

dans le sable : c'est une carte de rationnement devant accèder à la distribution hebdomadaire de maïs (5 kilos par adulte, 3,5 kilos par enfant).

Cette communauté altière et misérable, épuisée par une longue sécheresse, appartient au peuple turkana. Ces nomades d'origine nilo-hamitique sillonnent de vastes plaines et plateaux arides au nord-ouest du Kenya, entre les escarpements qui bordent l'Ouganda et le splendide lac ouïngua aux eaux alcalines - ancien lac Rodolphe - qui porte désormais leur nom. La population turkana, estimée à 170 000 âmes, estime-t-on, avoisine 170 000 âmes. Près du tiers est considéré comme stérile. Ce sont pour moitié des enfants. D'où le besoin

de parer au plus pressé. Dans le cadre d'un ambitieux programme d'assistance conçu et financé par la C.E.E., les sinistrés recevront, pendant deux ans, 5 000 tonnes de maïs. La C.E.E. et le gouvernement kenyan ont signé un accord qui prévoit l'achat de maïs à l'étranger et son acheminement jusqu'au point de distribution. Les Turkanas ont ainsi échappé au désastre qui frappa l'an dernier en Ouganda leurs frères karamojongs. Au-delà de cette aide d'urgence impérieuse, le destin des Turkanas est à maints égards exemplaire.

Peuple oublié de tous ses voisins, les Turkanas sont des pasteurs. Depuis des siècles, l'élevage est leur mode de vie, l'animal leur compagnon d'existence. Ils lui doivent tout : la nourriture - viande, lait et sang - le vêtement, les richesses - le troupeau étant le seul capital accumulé - et le prestige enfin, source du pouvoir. Un lien très fort, pour ainsi dire émotionnel, unit le guerrier turkana à son cheptel : chameaux, vaches, chèvres, ânes et moutons. D'autant que celui-ci prête à ses vaches une mission quasi religieuse d'intermédiaire auprès des âmes des ancêtres. Pour l'homme comme pour l'animal, la famine due à la sécheresse est un phénomène cyclique. Les grandes famines - la dernière datait de 1967 - fournissent même aux Turkanas les principaux points de repère de leur histoire collective. De fait, elles s'inscrivent dans un ensemble d'équilibres traditionnels qui ont conditionné la survie des Turkanas, en tant que communauté cohérente et autonome.

La famine, quand elle survient, décime hommes et bêtes. Une fois consommés les derniers stocks de viande, les plus résistants des guerriers laissent de grandes masses de leurs vaches mourir. Les troupeaux voient leur patrimoine économique se réduire de moitié. D'où un surpâturage qui rendait le cheptel plus vulnérable à la sécheresse.

JEAN-PIERRE LANGELIER.
(Lire la suite page 10.)

● RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Le développement du syndicalisme constitue une étape vers la conquête du pouvoir politique

De notre correspondant

Johannesburg. - Un professeur africain d'université, M. Willie Bendoric de Stellenbosch, un homme d'affaires, M. Fred Ferreira directeur chez Ford-Afrique du Sud, le ministre du travail lui-même, M. Fanie Bosh, et un syndicaliste, M. Alec Krwini, secrétaire général de la Fosatu, fédération groupant le plus grand nombre de travailleurs noirs, sont tous d'accord : l'incroyable ordre social dont l'économie sud-africaine jouissait depuis des décennies prend fin. En 1980, l'industrie seule a dû faire face à 207 grèves, le double de l'année précédente (101) et perdu 175 000 journées de travail contre 67 000 en 1979.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes et « cela ne fait que commencer » menace un syndicaliste noir, « la bonne époque où les Blancs pourraient nous exploiter et nous renvoyer quand bon leur semblait est terminée ». Pourtant, aujourd'hui encore, les journaux sont quotidiennement remplis d'histoires de salariés et de patrons eux-mêmes, par des organisations indépendantes, ont montré qu'aucune société américaine ne suivait entièrement les principes du « code Sullivan » qui se rapproche du fameux « code de bonne conduite des sociétés européennes opérant en Afrique du Sud » édicté par le conseil de la C.E.E.

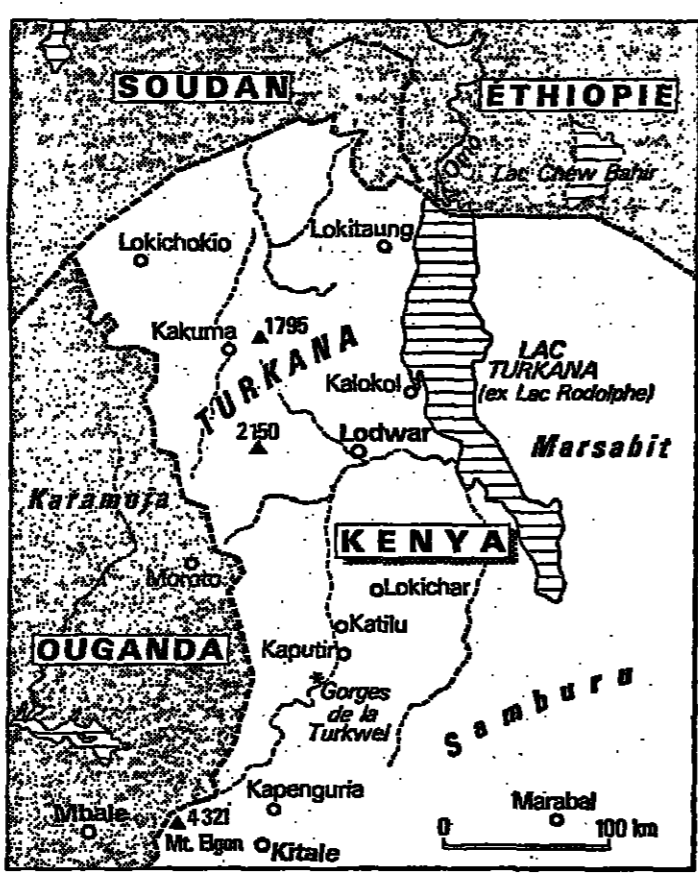
harnaisement des dirigeants et déportation vers des *homelands* surpeuplés pleuvent sur les contestataires noirs de l'ordre établi.

Le fait qu'ils soient pour une large part à l'origine des quelques réformes progressistes annoncées ces derniers mois par le gouvernement n'a rien de paradoxal. Les multinationales et les grands groupes miniers qui, les premiers, ont posé à un peu plus de justice sociale au pays de l'apartheid ont, contrairement aux firmes sud-africaines, des comptes à rendre. À leurs gouvernements, signataires de divers codes de bonne conduite, et à leurs syndicalistes européens et américains pour les premiers ; à leurs actionnaires étrangers et à l'opinion internationale pour les seconds. Dans tous les cas, ce qui a été fait pour les travailleurs non blancs par ces entreprises n'est rien comparé à ce qu'elles pourraient et devraient faire. Des enquêtes récentes, parfois menées à la demande des patrons eux-mêmes, par des organismes indépendants, ont montré qu'aucune société américaine ne suivait entièrement les principes du « code Sullivan » qui se rapproche du fameux « code de bonne conduite des sociétés européennes opérant en Afrique du Sud » édicté par le conseil de la C.E.E.

Une fédération multiraciale

Né il y a près d'un demi-siècle, vingt ans avant que le parti nationaliste africain prenne le pouvoir, le mouvement syndical noir a pris, ou plutôt repris, son essor en 1979 après que le gouvernement eut officiellement reconnu son droit à l'existence. En quelques mois, les créations de syndicats se sont multipliées, et chaque semaine en naissent de nouveaux. Certains rejoignent sans tarder l'une des trois grandes fédérations non réservées aux Blancs : la Fosatu, créée en 1979 et qui regroupe déjà onze syndicats et près de 80 000 membres ; la Cusa, née en 1980, avec huit syndicats et 37 000 membres, et la Tucca créée par les travailleurs blancs il y a une vingtaine d'années avant d'ouvrir ses portes à toutes les races, devenue la seule fédération véritablement multiraciale du pays avec 74 000 Blancs, 188 000 métis et Indiens et environ 200 000 travailleurs non blancs.

PATRICE CLAUDE.
(Lire la suite page 10.)



POINT DE VUE Pour une nouvelle politique du franc

par SERGE-CHRISTOPHE KOLM (*)

Le chômage s'accroît. La croissance s'annule. Les revenus ne peuvent bientôt plus « être maintenus » comme on nous l'a promis. Donc la relance est à l'ordre du jour. Mais est-elle possible ? Les uns le nient. D'autres, des hommes politiques, l'affirment, mais sans apporter de preuve (1). C'est la question centrale du moment. L'enjeu nous impose de la considérer de plus près.

Devant la relance, deux obstacles dressent : elle engendrerait de l'inflation et du déficit extérieur. Quant au premier, la baisse actuelle du taux d'inflation et de ses anticipations fait de la conjoncture présente le moment où il devient possible d'entamer une lente relance qui soit désinflationniste (2). Mais la barrière du déficit extérieur est plus souvent mise en avant. Notamment par le gouvernement ces dernières années. Or, encore, de façon bien mieux expliquée, dans le *Monde* du 22 avril par

Pierre Drouin, qui manifeste à ce sujet deux craintes, dont chacune est très justifiée : si, pour compenser le déficit créé par une relance (ou pour relancer), on dévalue le franc, les autres pays risquent d'en faire autant, ce qui annulerait cet effet ; et si, autre solution, on laisse le franc flotter, il manifesterait sans doute les habitudes d'inflationnisme enragées misérables aux échanges.

Mais il existe une autre politique du taux de change qui, elle, franchit l'obstacle de l'équilibre extérieur. Elle consiste à maintenir le franc au niveau qui assure l'équilibre de la balance de base. Celle-ci est le solde de la balance des paiements courants et de celle des capitaux à long terme. Cela signifie donc que la Banque de France intervient sur les marchés des changes pour compenser les mouvements

de capitaux à court terme vendant ou achetant du franc, et qu'elle n'y fait que cela.

Comme nous allons le voir, cette politique est celle - et la seule - qui à l'ensemble des propriétés recherchées : elle libère une politique nationale autonome (une relance en particulier) de la contrainte d'équilibre commercial en changeant le taux de change de ce travail ; en empêchant la spéculation déstabilisante sur le franc, elle se rend elle-même possible et elle libère de cette incertitude qui vicie les échanges ; elle libère aussi ceux-ci de l'incertitude due aux différences internationales d'inflation et de croissance des débouchés en les compensant par les variations de change ; et elle aide les pays étrangers à réaliser la même politique avec les mêmes avantages.

Une efficacité accrue

Pour le comprendre, il faut considérer les deux faces de cette politique : l'équilibre de la balance de base et la compensation des capitaux « chauds ». Chacune conduit à deux effets dont l'un est une plus grande prévisibilité des conditions du commerce international et donc une efficacité accrue de celui-ci.

L'équilibre de la balance de base peut se présenter - à très international - à long terme donné - comme la compensation, par les effets des variations du taux de change, de ceux des différences internationales d'in-

flation et de croissance des débouchés. Ce taux compense en particulier ainsi les effets sur ces différences des politiques macro-économiques nationales. Par exemple, une relance est compensée par une plus faible hausse ou plus forte baisse de la valeur internationale de la monnaie. D'autre part, puisque cette politique assure que les variations de parité compensent celles des différences d'inflation et de croissance, les conditions réelles des échanges internationaux deviennent beaucoup plus stables et prévisibles, ce qui accroît leur efficacité.

Côté court terme, l'achat ou la vente par la Banque centrale du solde des mouvements de ces capitaux permet que ceux-ci n'aient pas d'effet sur le taux de change. Cela efface les fluctuations spéculatives de celui-ci, qui causent biais, incertitudes et donc inefficacités dans les échanges internationaux. De plus, cette politique, annotée et appliquée, dissuade les capitaux flottants de chercher profit dans les variations de taux de change créées par leurs semblables. Ils restent donc tranquilles, ce qui rend cette politique assise, crédible et possible. Le fameux cercle vicieux de la spéculation se retourne ainsi contre elle-même.

(*) Directeur d'études à l'École des Hautes études en sciences sociales.
(Lire la suite page 11.)

UNE BROCHURE PUBLIÉE PAR Le Monde

Le bilan économique et social de 1980

Pour la sixième année consécutive, « le Monde » publie sa brochure « Bilan économique et social », diffusée à près de deux cent mille exemplaires.

A la veille d'une échéance politique capitale pour le Français - l'élection présidentielle - et alors que le monde est en proie à de nouveaux soubresauts, ce dossier offre une analyse détaillée de la situation économique et sociale en France et dans cent vingt-six pays étrangers. Il fournit les informations les plus récentes sur les effets du deuxième choc pétrolier, l'accélération de l'inflation, la montée du chômage, l'aggravation de la récession, la persistance du désordre monétaire, l'accentuation des déséquilibres entre pays riches et pays pauvres, etc.

Une centaine de graphiques et de tableaux, un double index par thèmes et par pays et une chronologie jour par jour des événements de l'année écoulée facilitent la lecture de cet ouvrage de cent soixante-huit pages.

* Bilan économique et social 1980 : la brochure - 22 francs. En vente chez tous les marchands de journaux.



NOUVEAUX SPECTACLES

Les salles subventionnées et municipales

Les autres salles

La cinémathèque

Les exclusivités

Pour tous renseignements concernant
l'ensemble des programmes ou des salles

- LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES -
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures,
sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 9 - Dimanche 10 mai

cinémas

— ACTUELLEMENT —

ROMY SCHNEIDER

Talent prodigieux
LE MONDE

Au-delà
de toute élogé
LA CROIX

Etonnante
interprétation
cela mérite
d'être salué
L'HUMANITÉ

D'une beauté
à couper le souffle
LE FIGARO

**FANTÔME
D'AMOUR**
un film de DINO RESI

[illegible]

LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]

PHILIPPE ENTREMONT
MAI MUSICAL
DE BORDEAUX

Mardi 19, à 21 heures au Grand Théâtre de Bordeaux. Philippe Entremont, à la tête de l'Orchestre de Chambre de Vienne qu'il dirige et dont il est aussi le soliste présentera : Divertimento en maj. K 138, Concerto ne 3 pour piano en mi bém. maj. K 271, e Divertimento en ré maj. K 252 de Mozart.

MARIGNAN - MONTPARNASSE 83 - QUINTETTE
SAINT-LAZARE PASQUIER - MOVIES LES HALLES



RICHARD BERRY
FRANÇOISE LEBRILIN
DIDIER SALVEGRAIN

L'HOMME FRAGILE

un film de
CLAIRE CLUZOT

*Un film
de demain
sur les sentiments
d'aujourd'hui*

*musique originale de
JEAN SAUNDERS
pupils
d'élèves
CARLA MONTI
et de la chorale
LORENZ FLORENTI
et JACQUES SERRAS
d'élèves de
Lyon*

1980

Pour le centenaire d'ATATURK

**CHANTS ET DANSES POPULAIRES
DE TOUTE LA TURQUIE**

à la MAISON DE L'UNESCO
125, avenue de Suffren - 75007 PARIS
SALLE 1

LE MARDI 12 MAI 1981, A 21 HEURES

(participation aux frais : 20 F)
Tél. : 577-16-10 - Postes 4954 et 2214



VOTRE TABLE CE SOIR

● Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. R. : ouvert jusqu'à heures

DINERS

LAFRÈRE 535-50-14 et 55-01
2, av. Grando-Angoulême, 9^e 21.15

LE SARRADIN 7522-20-11m.
2, rue de Vienna, 9^e 522-23-62

AUB. DE RIQUIEWIRE 570-62-39
12, r. Fg-Montmartre, 9^e 71.1

L'AUBERGE DAB 500-53-22
161, avenue Malakoff, 17^e 71.15

LE CONGRÈS, Porte Maillot 711
50, av. Grando-Armée, 13^e 574-17-34

J. 23 h. Grando Carte. Menu d'entraîne : 200 F. Menu dégustation : 120 F. Salons de 2 à 50 couverts. Célèbre cuisine de réputation mondiale.

J. 22 h. Cuisine d'aujourd'hui. Menu 115 F. 1/2 vin de pays à café et alcool de prime, avec foie gras, assemblé au cœur de la cuisine.

De 12 h. à 2 h. du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins d'Alsace et au carte des DESSERTS.

PORTES MAILLOT, Jours, 2 h. mat., dans le cadre d'une vieille auberge berçante. FRUITS DE MER toute l'année. GIGOUCHOUTE, Rotisserie.

J. 2 h. BANC D'APPÉTITS toute l'année. Poissons. Spéc. de viandes de bœuf de première choix grillées à l'ère. Plats de desserts du jour.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LE LOUVE XIV 255-55-55/205-15-35
4, bd St-Denis, 13^e 77/rend.-card.

Déjeuner - Dîner - Souper - Fruits de mer - Crustacés
Bûche de Noël - Salons - Parking privé assuré par voiturier.

PAPER
WHELET

The ...

ST ...

A ...

Les magasins de la crise

PAGE IV

Italie : l'avortement en question

PAGE VIII

Henri Desroches et le bon usage de l'utopie

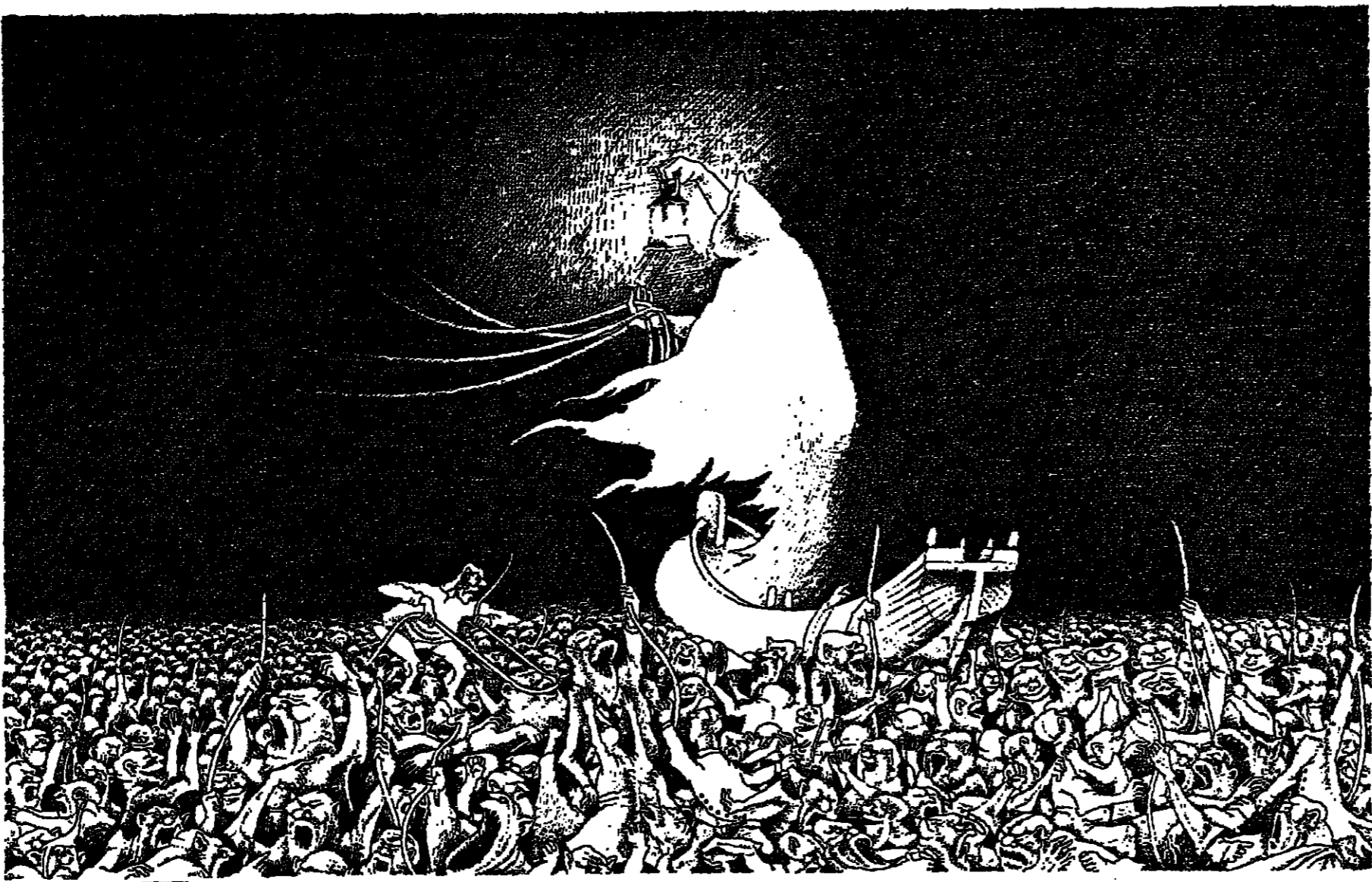
PAGE IX

SUPPLÉMENT AU NUMÉRO 11283, NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

DIMANCHE 10 MAI 1981

Le Monde

D I M A N C H E



MORGAN

Michel Serres navigateur solitaire

« L'intellectuel n'a plus à se ranger derrière l'étendard d'un parti ou d'une idéologie. Il doit faire retraite. » Pour Michel Serres, l'espoir est du côté des philosophes.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

On se presse désormais chaque samedi matin à la Sorbonne pour suivre les cours d'un étrange philosophe, Michel Serres, Gascon chaleureux couronné d'une crinière blanche, professeur de philosophie à Paris I. La crise des idéologies, la déroute des commissaires du savoir, vaut une notoriété nouvelle à ce penseur qui poursuit, depuis quinze ans, dans la série des « Hermès » dont le cinquième tome vient de paraître aux Editions de Minuit, l'une des plus passionnantes entreprises théoriques de ce temps.

« Vous cherchez — de livre en livre — le « passage » entre les sciences exactes et les sciences de l'homme ; ce « passage du nord-ouest » que, par métaphore, vous comparez au labyrinthe de glace qui unit l'Atlantique au Pacifique. Quel est le vrai sens de cette recherche ?

— Je crois qu'il n'y a jamais eu de philosophie sans un chemine-

ment de ce genre. Depuis la plus haute antiquité, depuis les présocratiques et Platon, on a toujours cherché à réunir par un passage quelconque nos idées scientifiques les plus rigoureuses et ce que nous savons de l'homme. On ne peut y arriver sans un parcours encyclopédique. La philosophie doit s'instruire des sciences exactes avant de parler des organisations humaines, qui représentent un stade de complexité supérieur. Si l'on coupe ou si l'on néglige le parcours, on aura, d'un côté, des gens qui pourront parler du monde avec exactitude, mais qui auront complètement oublié l'histoire et la culture ; de l'autre, des gens qui feront imperturbablement des sciences humaines en toute ignorance du monde et de ses changements.

— Cette réconciliation des savoirs exige une singulière navigation. Qu'avez-vous trouvé jusqu'à présent ?

— Que ce passage existait, assurément, mais qu'il était

d'une extrême complexité, difficile et surtout circonstanciel. Pour passer des sciences exactes aux sciences humaines, il ne suffit pas d'ouvrir une porte et de traverser la rue. L'itinéraire est compliqué : une idée peut vous guider comme un fil d'Ariane et, au bout d'un moment, se casser net, vous laisser en plan. Il faut alors revenir et repartir avec un autre fil. Il n'y a pas de carte.

— Ce projet de savoir encyclopédique paraît tout de même en contradiction avec la spécialisation croissante des savoirs. Chaque scientifique ne couvre plus qu'un champ minuscule.

— Oui, bien sûr. La science a conquis son incroyable efficacité grâce à sa spécialisation et parce qu'elle est devenue un métier. En parcelisant les tâches et les recherches, on a pu les rendre professionnelles. La complexité grandissante des problèmes à résoudre exigeait une spécialisation sans cesse plus poussée. Mais la philosophie n'est pas la science. Aristote a dit qu'il y avait une métaphysique, c'est-à-dire une connaissance après la physique. Il existe une spécificité de l'acte philosophique. Si la philosophie se divise en spécialités — comme la science — elle singe la science sans en être une. Ce n'est pas intéressant. Ce n'est pas la peine d'occuper l'espace juste après la science pour se mettre à l'imiter sans avoir ni ses moyens, ni sa précision, ni sa technique. Notre rôle, à nous philosophes, est de voir grand. Pas d'occuper tout l'espace mais de voir grand.

Territoires

— Vous courez quand même le risque d'avoir tous les scientifiques sur le dos. Pour la plupart d'entre eux, l'idée même de pluridisciplinarité est impossible.

— Peut-être bien. Mais, à la vérité, ce ne sont pas vraiment les scientifiques qu'on a sur le dos, c'est l'organisation de la science. C'est très différent. Il y a, d'une part, le savant face à son problème, qu'il essaie de résoudre de toutes les manières, y compris parfois de façon philosophique et aventureuse, et, d'autre part, l'organisation scientifique, divisée en groupes de pression rivaux, en territoires. En ce moment, cette sociologie concurrentielle de la science est en train de prendre le pas sur l'enjeu du savoir lui-même. La science est divisée en écoles, lobbies, sectes, qui s'opposent en se combattant pour prendre le pouvoir, occuper l'espace, être plausibles, obtenir médailles, crédits et postes. C'est un formidable conflit de facultés, comme disait Kant. Ce conflit fait tellement de bruit, cette bataille est si intense que nous sommes littéralement en train d'y perdre la connaissance.

— Vous voulez dire que l'objet même de la connaissance est oublié dans l'aventure.

— C'est cela. Sinon oublié, du moins revu et relu avec les lunettes de la bataille. Ce n'est plus un objet, mais un enjeu, ce n'est plus une méthode, mais une stratégie, ce n'est plus une connaissance, c'est un rapport de forces. Si nous continuons comme cela, la science va perdre connaissance, comme on le dit d'un homme, va s'évanouir. On n'a plus désormais de vraie discipline, mais un racket. Chacun veut distribuer une pensée autorisée et cherche des alliés. Bruno Latour a bien décrit ce phénomène. Il analyse comment telle discipline ou telle autre cherche à occuper tout l'espace intellectuel, comme une sorte de conquête, d'envahissement mili-

taire... Nous connaissons cela, hélas ! en philosophie.

— J'ai l'impression que ce n'est pas vraiment nouveau. La volonté de puissance a toujours habité les scientifiques.

— Certes. Mais, aujourd'hui, il y a davantage de chercheurs vivants que de chercheurs morts. Il y a plus de chercheurs en 1981 dans le monde qu'il n'y en a jamais eu dans toute l'histoire. La science est désormais une formidable société, avec un poids social et politique considérable, alors que, à la fin du dix-huitième siècle, elle n'en avait pas du tout. Les querelles de spécialistes ont toujours existé. Au dix-septième, déjà, Leibniz disait que ce genre de bagarres allait ramener la barbarie. Les querelles scientifiques mettent du brouillard devant l'objet de la science. En ce moment, je crois simplement que la crise est plus grave, plus menaçante. Contrairement à tout ce que l'on entend, il n'y a pas d'objet de savoir que dans la mesure où il n'y a pas d'enjeu de puissance. L'objet n'est ni un enjeu, ni un fétiche, ni une marchandise. L'objet de connaissance est défini par cette triple négation.

— Ce qu'on trouve dans vos livres, finalement, c'est un éloge de la complexité. Et c'est aussi un procès des idéologies, qui, elles, sont toujours simplificatrices.

— C'est ça ! Les idéologies ont en commun d'être toujours dualistes. Elles définissent le juste et l'injuste, le vrai et le faux, le bien et le mal, etc. Or il n'y a jamais de cas où les choses puissent se résoudre de manière aussi simple. J'ai parfois pris l'exemple de la Lune. Sur Terre, il arrive que nous voyions du côté d'un mur, alors que la source de lumière est de l'autre. C'est parce qu'il y a

une atmosphère et que le rayon lumineux se casse, se diffuse, se diffracte de façon compliquée et fait le tour du mur. Sur la Lune, au contraire, où il n'y a pas d'atmosphère, c'est parfaitement clair d'un côté du mur et c'est le noir absolu de l'autre. Les idéologies ressemblent à la Lune — le clair et l'obscur, le vrai et le faux. Si on compare la connaissance à un modèle de vision, je dirai qu'on ne peut connaître que dans la complexité de l'atmosphère terrestre.

Impérialisme

— Mais parler de cette complexité-là, n'est-ce pas une autre manière de définir le scepticisme ?

— Non. Il y a une différence entre le scepticisme et le pluralisme. Être pluraliste, cela veut dire que les vérités sont toujours locales, distribuées de façon un peu compliquée dans l'espace. Autrement dit, il y a toujours des singularités. L'opposé du pluralisme, c'est de dire qu'une seule vérité est valable pour tout l'espace, qu'elle est universelle. L'idéologie, c'est cela. Cela consiste à dire : quel que soit le problème, vous avez la vérité, je résoudrai tout avec une seule technique, une seule méthode. En réalité, ce que l'on sait des sciences montre qu'il ne peut y avoir de vérités que selon des territoires locaux, des singularités. Si vous changez de système, vous changez de vérité. Le scepticisme, en revanche, consisterait à dire qu'il n'y a pas de vérité du tout. Je ne suis pas sceptique.

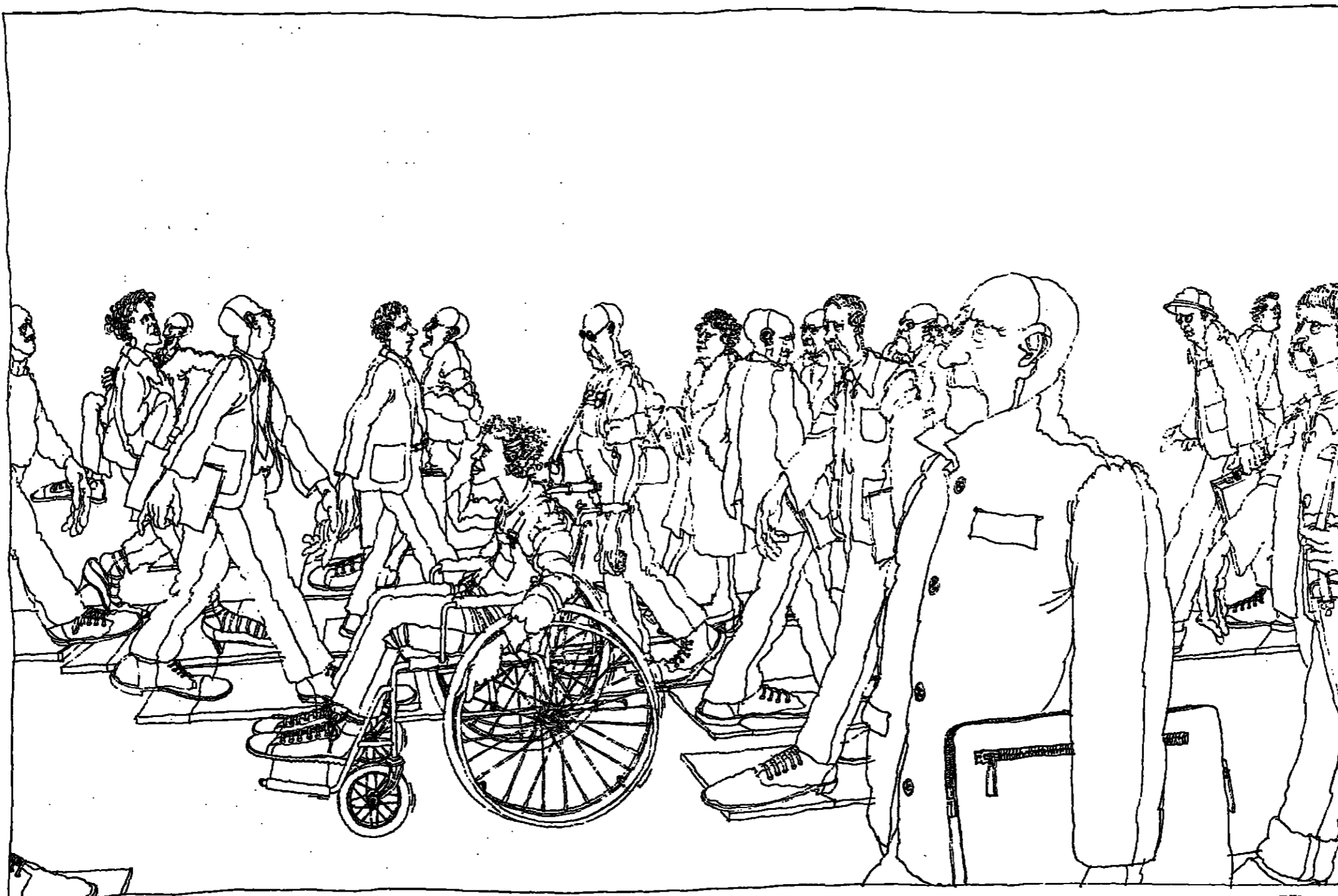
— Dans tous vos textes, pourtant, on voit bien que vous êtes en quête de globalité, d'universalité. Vous n'avez jamais renoncé à cela.

— Il y a une différence entre un espace homogène, entièrement occupé par une seule vérité, et un espace complexe où tout le travail consiste à passer d'une singularité à l'autre. Mon idée, c'est de parcourir le plus d'espace possible, comme on le fait en mer, en allant d'île en île. C'est cela, l'idée de « voir grand », de trouver les « passages du nord-ouest » entre des savoirs différents. En revanche, avoir tout d'un seul coup, occuper tout l'espace brusquement, non seulement cela ne paraît pas possible, mais cela correspond à ce que nous enseignons aujourd'hui la sociologie de la science et à ce que faisaient les idéologies dont nous parlions. Au fond, qu'est-ce que cela veut dire un espace universel : un spécialiste cherche à occuper tout le terrain. C'est un impérialisme.

— Vous faites partie de ces penseurs qui, comme René Girard et Jacques Ellul, écrivent depuis quinze ou vingt ans et n'étaient pas entendus parce qu'ils se heurtaient au monopole de ce que vous appelez les « multinationales de la pensée ». Or, subitement, voilà qu'on les écoute...

— L'espace est occupé par des groupes de pression qui ont bien réussi. Ce qu'on appelle les « grands courants de la pensée », ce sont de petites pensées locales qui ont cherché à conquérir l'espace, en voulant se présenter comme universelles. Pour ma part, je me suis toujours refusé à ce type d'impérialisme ou d'assujettissement. Lisez Montaigne. J'ai toujours cru qu'il y avait du singulier, des îles, des points de vue irréductibles.

(Lire la suite page XII.)



JYH

VIES

Aisha debout

Gosse de l'Assistance publique, Aisha n'a jamais cessé de crier et de se battre. Contre les foyers et l'hypocrisie, pour le droit des handicapés à la vraie vie.

DANIEL SCHNEIDER

AISHA-RIRE. Aisha-rage, Aisha-mémoire, Aisha-lavie. Quelle image choisir d'elle ? Une providence de portraitiste, cette femme-là, chaque décennie de sa vie composerait un volume d'une saga vivante. On voudrait tout raconter, pêle-mêle, de ses premières années entre granges et battues au militantisme joyeux, aujourd'hui, au sein du mouvement Handicapés debout, en passant par la plaie - encore à vif - du foyer de l'Assistance qui la gardera jusqu'à dix-huit ans, les grèves de la faim, la lutte contre la prostitution dans un bidonville de Marseille, le croissant rouge algérien au lendemain de l'indépendance.

Et la rage de vivre en trait d'union. Elle a la banderole dans le sang. Aisha, le slogan aux lèvres depuis qu'elle a rencontré l'hypocrisie dans le couloir sinistre d'un foyer. Le cri au corps. Une militante comme on en croyait la race disparue depuis que les anciens de 68 sont entrés dans la publicité. Un destin au fer rouge, la révolte pour raison d'être.

Mi-juive polonaise, mi-algérienne. Parents déportés alors qu'elle est âgée de deux ans et, sans transition, dès après la libération, trois ans d'enivrant sauvagerie dans le bocage normand, à squatter - déjà - les granges pour une nuit, marauder aux poulaillers avec les bandes d'enfants du cataclysme, petits princes en liberté d'un pays-terrain vague. • Pas de parents pour me reprocher leurs sacrifices, personne ne s'est saigné aux quatre veines pour moi, j'ai grandi seule, avec les copains, la tribu. Nous ne demandions rien à personne. On vendait même des vers aux pêcheurs ! •

Libres. Trois ans d'errance absolue et de plombs dans les fesses. Et puis, en 1947, la France en reconstruction s'avise de l'intolérable et crée un « comité de sauvegarde de l'enfance malheureuse ». Aisha, au terme d'une homérique battue, est piégée comme un renard et, à six ans, découvre, brutale, la haine, dans la camionnette de gendarmes qui l'emmène vers un orphelinat à hautes grilles et à cornettes.

Dépendance

« Oui, la haine est constructive », murmure-t-elle aujourd'hui. La preuve ? Elle a construit un livre (1), après avoir, des années durant, cherché la trace de ses anciens « codétenus ». Des cent interviews réalisées, elle en a gardé quinze, pour assembler ce livre à quinze voix, dont chaque page éclate du souvenir détesté des brimades, des humiliations, de cette sournoise répression portant soutane ou, plus tard, l'habit « sympha » des éducateurs. • C'est la même chose, accuse Aisha. En 1958, l'Assistance publique s'est transformée en D.D.A.S.S. (directions départementales de l'Action sanitaire et sociale) sans rien changer à leur but, qui est de reproduire un système de dépendance et fournir aux patrons une main-d'œuvre à bon marché ».

« J'avais une amie, pendant ma détention. Une seule. Belle, fine, féline. J'en étais amoureuse. Elle voulait tenter les Beaux-Arts, je lui trouvais un talent immense. On a voulu faire d'elle une employée de maison. Elle s'est révoltée. On l'a envoyée en asile psychiatrique, où elle s'est laissée détruire peu à peu. Elle y est encore aujourd'hui : je suis allée la voir, il y a trois ans. Je ne l'ai pas reconnue : énorme, la bave aux lèvres. C'est pour elle que j'ai écrit ce livre. »

Eclate la guerre d'Algérie. Aisha la demi-Kabyle n'est pas longue à choisir son camp. • Nos quittes pour le F.L.N. n'ont pas toujours été très... courtoises, sourit-elle aujourd'hui. C'est vrai que, en même temps, j'appartenais à une bande de blousons noirs. • Le cessez-le-feu signé, elle file en terre promise et, dans la foulée, demande la nationalité algérienne. • Je me suis engagée comme infirmière au Croissant-Rouge algérien, je sentais bien que ma place était là-bas. Mais j'ai vite déchanté en voyant comment la révolution se comportait avec les femmes, dont la libération n'était pas à l'ordre du jour. Quand la féministe Aicha Remis a été abattue en pleine rue, je me suis dit que je n'avais plus rien à faire là. Je suis revenue. »

Pas trop loin. Prudente, elle s'arrête à Marseille • au cas où •. Enfile une blouse d'assistante sociale, et plonge dans le bidonville de l'Arenas. • Travailleuse familiale, normalement, tu raccommodes les chaussettes. Dans un bidonville, crois-moi, on a autre chose à faire que de rac-

commoder les chaussettes. Avec un éducateur de la prison des Baumettes, on a essayé de monter des petits ateliers d'artisanat, pour anciens taulards de l'Arenas. On a travaillé sur la prostitution aussi. Sans grand résultat, je dois dire. Mais je ne regrette pas. »

Le sujet en or

Vous en redemandez ? Suivez-la, alors ouvrière à Toulouse, promptement licenciée pour « fait de grève ». Suivez-la à Paris, où sa quête d'un emploi la pousse en 1972. Entre-temps, un accident de voiture l'a encadrée de deux béquilles avant, en 1977, de la clouer sur un fauteuil roulant. • Deux ans, il m'a fallu, pour avaler ça. Aujourd'hui, mon handicap, je l'ai accepté. Je n'en souffre pas. Mais la société me le rappelle sans cesse. C'est elle, la handicapée, incapable de nous accepter comme nous sommes ! Sans parler de notre exploitation : les handicapés employés par les centres d'aide par le travail (CAT) ou les ateliers

protégés sont rarement payés plus de 50 à 70 % du SMIC. Huit cent mille handicapés pourraient travailler, ils sont seulement cent cinquante mille à y parvenir. Pourquoi ? Parce qu'un trottoir, c'est le mont Blanc ! •

Suite de l'épopée : toujours chômeuse, Aisha entame une grève de la faim et, avec d'autres handicapés, s'enchaîne dans les locaux de l'Agence nationale pour l'emploi et, pour couronner le tout, pirate la télévision française. • Le plus beau jour de ma vie. Léon Zitrone, en direct, faisait la quête dans la rue, pour les cardiaques. Avec les copains, on s'est approchés comme si on voulait donner de l'argent. Des handicapés qui donnent ! Pour Zitrone, le sujet en or. Il nous a tourné le micro sous le nez, alors on a sorti nos banderoles, et pendant une minute, on a récité notre couplet contre la charité, la ségrégation dont sont victimes les handicapés, et pour le droit à l'emploi. Une minute entière pour nous, avant qu'ils ne se précipitent à nous couper. Tu réalises ? •

Le lendemain, tout le monde a hurlé à la censure, on a eu une cohorte de journalistes, des articles partout. • Sourire en coin de la vieille habituée : • C'est comme ça que ça marche, les médias ! • Dernier - en date - chapitre de l'épopée : la présentation d'un candidat à l'élection présidentielle par le mouvement Handicapés debout dans lequel militait Aisha : • Malheureusement, on n'a eu qu'une seule signature, celle d'un maire handicapé •. Aisha et ses camarades viennent également de fonder un journal bimestriel, *Bankalement votre* (2), • mais on n'y parlera pas seulement des problèmes des handicapés, hein ? D'ailleurs, le comité de rédaction est composé de cinq handicapés et de huit... handicapés autrement, d'une façon qui ne se voit pas ! •

Ouf ! Jeanne d'Arc s'essouffle un peu. • Je vieilliss. Je n'ose plus cogner. Quand je suis arrivée à l'orphelinat, j'ai pris la plus grande, et je lui ai collé une raclée. Le seul moyen d'avoir la paix. Aujourd'hui, je ne le ferais plus. C'est ça, vieillir. • Un ange passe, dans le petit F3 parisien que noie doucement le soir. Vrai, on aimerait bien gratter un peu la façade pure et dure, violenter doucement Aisha la secrète, lui arracher quelques demi-confidences, deux poèmes, trois chansons. Elle chantait beaucoup, Aisha, avant que ses musiciens - ne supportant pas de me voir en fauteuil - l'abandonnent.

On affûte les questions intimes, toujours gardées pour la fin des interviews. Mais allez confesser un militant ! Déjà deux jeunes garçons se sont insinués dans le séjour, la soirée doit être consacrée au dessin de la maquette du prochain numéro de *Bankalement votre*. • Je vous attendais, on va s'y mettre », rugit Aisha, joyeuse.

Aisha entière, Aisha debout, Aisha-lavie.

(1) Aisha : Décharge publique. Les emmurés de l'Assistance. (Ed. Maspero.)

(2) *Bankalement votre*, 36, rue des Haies, Paris (20^e), tél. : 373-80-98.

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérants :
Jacques Feuret, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie
du « Monde »
S.A. des Editions
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57-437

préparations d'été ou annuelles et par correspondance
SCIENCES-PO

CEPES

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722-94-94 - 745-08-19

مركزا من لاصم

DÉPRIME

S.O.S. Policiers

Le policier, un « homme comme les autres ». Avec ses crises de dépression. Au téléphone de « S.O.S. Policiers », des collègues pour l'écouter.

PATRICK BENQUET

A LLO ! chef, c'est Dupond, j'en ai marre... adieu... Sur la membrane de l'écouteur, le claquement d'un coup de feu met définitivement fin à la communication. Le brigadier Dupond vient de se suicider. L'anecdote est vraie, même si les termes exacts peuvent varier à l'infini. On se suicide dans la police : dix cas en 1978, vingt en 1980. Et, cruelle ironie de la fonction répressive, le policier qui tente de mettre fin à ses jours a de plus fortes chances que le citoyen ordinaire de ne pas se « rater »... car il est armé.

Les démarches à faire pour se procurer des barbituriques, les hésitations avant d'oser franchir un appui de fenêtre ou se précipiter sous une rame de métro : autant d'obstacles, de contre-temps, qui peuvent devenir des délais salvateurs, ceux de la réflexion, du sang-froid retrouvé, de l'intervention amicale qui peut tout arrêter. Avec une arme à feu, la pulsion de mort se concrétise dans l'instant.

Comment éviter l'irréparable ? Comment intervenir en urgence, quelle « Police-Secours » inventer pour policiers en détresse ?

« S.O.S. Amitiés » a depuis longtemps frayé la voie de cette assistance immédiate par téléphone. Deux policiers de la préfecture de police de Paris (1) décident, en décembre 1979, de ne plus supporter l'insupportable, de ne plus accepter qu'un jour en prenant leur service ils entendent entre deux portes : « Dis donc, t'es au courant, y a Dupond qui s'est tiré une balle dans la tête. Qui aurait pu croire que ce type avait des problèmes ?... »

C'est ainsi que « S.O.S. Policiers » vit le jour. La pièce est minuscule, sise au rez-de-chaussée d'un immeuble de la préfecture de police. Une photo agrandie d'un paysage marin égaye le mur. Sur un petit bureau, un téléphone, « le » téléphone. C'est là que, tous les après-midi de la semaine, dix personnes se relaient pour écouter... écouter enfin celui qui n'en peut plus de n'avoir pas trouvé à qui parler.

« Contrairement à un mythe répandu, le flic n'est pas un surhomme, explique le responsable de « S.O.S. Policiers ». Il a exactement les mêmes problèmes que tout le monde. Des ennuis avec sa femme, une belle-

mère à supporter, des fins de mois à boucler... Il est comme ses semblables de toutes les couches de la population, touché par la solitude, cette impression étouffante de vivre confiné entre les hauts murs de l'indifférence ou de l'hostilité.

Carence à laquelle s'ajoute ce qu'on pourrait appeler le stress du policier. « Ah, vous êtes flic ! » Le sourire est narquois, voire carrément agressif. Les Français n'aiment plus leur police et les gardiens de l'ordre en souffrent. « C'est la bagnole qui a tout bousillé. » Il exaspère le fouteur de « contredanses », celui qui, cinq minutes à peine après que vous avez garé votre voiture en double file, vous a déjà collé un « papillon ». Et on a vite fait de lui reprocher de laisser courir les « vrais » délinquants, de faire du zèle dans les expulsions de locataires nécessiteux, ou de faire les gardes d'honneur autour des ministères.

Représenter l'autorité pèse parfois trop lourd. Et les conditions matérielles de l'exercice de la profession n'arrangent rien. Comme le postier, le policier connaît le déracinement. L'arrivée à Paris est décrite par tous les jeunes issus de la province comme un cauchemar. Les horaires également sont responsables : la femme qui vient chercher son mari à l'heure théorique de la fin de service s'en retourne parfois toute seule. Le repas familial est trop souvent pris en l'absence du père.

« Un homme comme les autres » : l'erreur est peut-être là. Depuis dix ans, la police a beaucoup recruté. Aujourd'hui, on se montre plus strict dans la sélection. Ce métier difficile exige sans doute une solidité psychologique plus forte que pour d'autres professions.

« S.O.S. Policiers » c'est en tout et pour tout dix personnes. Louis, René, Jacky, Maurice, Philippe, Gaston, Francis, Dominique, Patrick et Yvonne. Ils ne diront que leurs prénoms et tailleront leurs grades qui, précisent-ils seulement, vont du gardien de la paix au commissaire. Cette exigence d'anonymat n'est pas coquetterie. Elle est la condition indispensable de leur efficacité. Comment dans sa détresse oser appeler un collègue peut-être plus gradé que soi — ou moins gradé quand c'est le haut de la hiérarchie qui se risque sur la ligne — et travaillant peut-être dans un service voisin du sien ? Mais les membres de « S.O.S. Policiers » veulent également éviter de paraître jouer les héros vis-à-vis de leur service respectif, face à une hiérarchie qui, parfois, s'agace de cette initiative, ou n'en comprend pas les motivations.

Elles sont pourtant simples. « J'ai beaucoup souffert il y a dix-sept ans quand j'ai commencé, j'aurais bien eu besoin d'aide, explique l'un d'entre eux. Mon plaisir, aujourd'hui, c'est d'être disponible et de rendre service. » Ni prêtre, ni psychologue, ni médecin, incapables de faire revenir la fiancée partie, de payer les dettes ou d'empêcher de boire, ils n'ont qu'une certitude : « C'est qu'il suffit de peu de chose pour faire rendre l'espoir. » Pas d'aide psychologique, donc, pour laquelle ils n'ont reçu aucune formation, simplement le contact avec un collègue.

Pour atteindre leurs objectifs, ils s'imposent, outre l'anonymat, une règle sur laquelle ils ne transigent pas : l'autonomie. Vis-à-vis des syndicats de policiers, des confessions mais aussi de leur propre administration. Ils n'acceptent que le prêt d'un local et d'une ligne téléphonique. Ils

ne revendiquent aucun allègement de leurs horaires pour assurer les permanences, pas de subvention pour rémunérer du personnel. Malgré le surcroît de travail, ils s'accrochent à leur bénévolat. Leur réputation de non-spécialistes, de non-salariés rassure ceux qui font appel à eux. C'est la garantie que l'anonymat sera respecté, qu'aucun dossier ne sera établi sur leur compte après le coup de téléphone.

D'abord, on écoute

Image étonnante de cette équipe fraternelle qui se veut farouchement indépendante de tout pour réussir à établir un fragile contact avec le candidat au suicide et qui, a contrario, renvoie de l'administration policière une image froide, déshumanisée, tatillonne, où le policier désespéré ne trouve plus la chaleur, la compréhension, la camaraderie dont il a besoin pour passer un cap difficile.

Ce souci de se démarquer de l'administration, on le retrouve encore dans leur refus de donner des chiffres. « Nous ne faisons pas de statistiques. Le nombre importe peu. Chaque cas est un cas particulier », explique Louis, qui finit quand même par avouer que l'équipe s'est occupée d'une façon approfondie d'une cinquantaine de « cas » durant l'année écoulée.

Que leur demande-t-on au téléphone ? A nouveau, le mutisme, ils protègent la vie privée de leurs collègues d'un silence pudique. « D'abord, on écoute, on écoute et on parle. » Cette parole de policier à policier exclut des permanences les femmes ou les amis des bénévoles, qui, faute de connaître le jargon de la profes-

sion, n'établiraient pas le contact nécessaire.

« Au coup de fil, il y a toujours une suite. Soit de nouveaux appels, peut-être une visite au local ou encore l'ajournement vers un service spécialisé de la préfecture de police, une consultation psychologique, un avocat... Mais le gars reste maître du jeu, il n'est pas question de lui imposer quoi que ce soit et nous refusons également d'en faire des assistés. »

Mais ne faut-il pas parfois prendre l'initiative d'« assister » quelqu'un en danger de mort ? Que faire quand on vous dit au téléphone « Je vais me tuer ! » ? Faut-il alerter d'urgence les services officiels, ou abandonner le téléphone et courir, comme ça leur est déjà arrivé, à l'adresse du correspondant ? Que faire quand un policier à bout de nerfs annonce en parlant de sa femme infidèle : « Je ne la supporte plus, si elle rentre, je la frappe ! » Mais ils n'en démordent pas. « Nous ne serons pas un nouveau service social de la préfecture. Leur seul moyen de dissuasion restera leur amicale compréhension. Encore faudrait-il qu'ils soient toujours là pour répondre. » Vingt-quatre heures sur vingt-quatre et surtout les week-ends et veilles de fêtes, périodes propices aux dépressions. Ce serait l'idéal, mais il faudrait être cent cinquante. Et le recrutement de bénévoles reste difficile.

Alors, à dix, ils font ce qu'ils peuvent. Un autocollant « S.O.S. Policiers » avec le numéro de téléphone est aujourd'hui apposé dans les services de la préfecture de police. En attendant que d'autres équipes se forment dans toute la France, comme le souhaitent ces pionniers dévoués.

(1) La préfecture de police regroupe les services de police de la région parisienne.

CANDIDATS, REGARDEZ LES EMISSIONS QUE VOUS AVEZ MANQUEES LE 11 MAI.



Paradoxalement, si on ne voit que vous à la télévision en ce moment, vous ne la regardez jamais. Depuis deux mois, vous manquez systématiquement les bonnes émissions, les bons films, les meilleures compétitions sportives.

Alors, offrez-vous l'un des nouveaux magnétoscopes de salon Hitachi, le VT 8500 S ou le VT 8000 S. Vous pourrez ainsi enregistrer toutes ces émissions que vous aurez plaisir à regarder, dans votre retraite, à partir du 11 mai. Le VT 8500 S vous offre 5 possibilités de programmation sur 8 jours sur les 3 chaînes, dont un programme répétitif quotidien ou hebdomadaire. Il est totalement télécommandable par infra-rouge. Le VT 8000 S est programmable sur 10 jours.

Ils vous seront également très utiles pour étudier les émissions de vos adversaires : ils comportent tous deux l'arrêt sur image et le défilement rapide en recherche visuelle pour retrouver une séquence.

Cette nouvelle génération de magnétoscopes comporte tous les perfectionnements que vous pouvez en attendre.

HITACHI

Une technologie pour vivre mieux

Documentation sur demande à Hitachi France - 9, boulevard Ney 75018 Paris.

CAFE CREME

SÉNÉGAL

Le combat de Sally Ndongo

Pour Sally Ndongo, l'une des premières tâches des travailleurs sénégalais en France est de sauver les communautés villageoises de leur pays.

PHILIPPE DECRAENE

CASQUETTE de marinier, canadienne, la cinquantaine alerte, Sally Ndongo reste toujours souriant. Ce militant intraitable sur les principes frappe d'abord par son affabilité. Pourtant combatif et résolu, c'est l'homme des luttes permanentes, mobilisé au service de l'immense peuple des travailleurs immigrés.

Ancien paysan de la vallée du fleuve Sénégal, Sally Ndongo débarqua en France le 15 mai 1956, amené à Marseille « dans les valises » de son patron. D'abord boy cuisinier, puis, après mille péripéties, devenu employé à la mairie de Puteaux, poste qu'il occupe encore, autodidacte qui apprit à lire et à écrire en français depuis son installation dans son pays d'accueil, il est devenu l'un des porte-parole les plus écoutés des travailleurs étrangers.

Dans la *Coopération franco-africaine*, éditée en 1972 par François Maspero, et surtout dans *Exil, connais pas*, propos recueillis par Michèle Pache et publiés en 1976 par les éditions du Cerf, Sally Ndongo a raconté d'une manière très vivante son existence quotidienne et son combat, et il a donné son explication de l'attitude du gouvernement français vis-à-vis de la main-d'œuvre immigrée (« La France accueille les immigrés dont elle a besoin, mais il faut qu'ils soient sages »).

Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs sénégalais en France (U.G.T.S.F.), Sally Ndongo est convaincu que « l'indépendance politique n'a pas modifié la nature des rapports entre les pays africains colonisés et les pays européens colonisateurs ». Pour lui, la naissance d'un sous-prolétariat noir dans les banlieues des grandes villes de France est « une nouvelle traite des Noirs ». Il le proclame avec vigueur, renvoyant dos à dos le gouvernement français et « les patrons qui sont les gouvernements africains ». Mais, au-delà de la dénonciation, mille fois répétée, il s'attache aux remèdes. C'est à l'U.G.T.S.F., qu'il créa personnellement en 1961, que revient le rôle de faire connaître ces derniers et de tout mettre en œuvre pour qu'ils soient appliqués.

Instruction

Logement, travail, alphabétisation, formation professionnelle, lutte contre le racisme, aide sociale et juridique, l'U.G.T.S.F. n'ignore aucun de ces problèmes. Elle n'a cessé de mener des campagnes de sensibilisation des travailleurs africains, à la fois pour les inciter à obtenir de meilleures conditions de vie en France et pour les amener, en dénonçant la nature de certains régimes politiques africains, à comprendre les vraies causes de l'immigration.

Mais deux des aspects essentiels des activités de l'U.G.T.S.F. restent l'alphabétisation, tant en français que dans les langues nationales sénégalaises, et l'organisation d'associations de villages. En effet, pour Sally Ndongo, l'amélioration des conditions de

vie passent par l'instruction et par la solidarité. « L'alphabétisation en français est une nécessité capitale pour connaître nos droits de travailleurs et exprimer nos revendications », dit-il. Et il ajoute : « Tout ce que les Africains recherchent, ils doivent forcément pour l'obtenir procéder par un chemin tortueux et long à travers les langues européennes... Le chemin le plus court passe par les langues nationales. Le fait que nous, nous rampons derrière ceux qui courent est dû au fait que nous nous servons des langues qui ne sont pas les nôtres... »

Partant de cette idée que « tout ce qui se fait pour les masses se fait avec les masses et par les masses », Sally Ndongo utilise le système traditionnel des classes d'âge s'est efforcé de les engager dans un processus de développement des villages de région du fleuve Sénégal. Le « patron » de l'U.G.T.S.F. est parvenu à regrouper la plupart des forces vives de certaines agglomérations villageoises, qui contrôlent ainsi très directement la totalité des réalisations communautaires : création de stocks pour les produits céréaliers nécessaires à l'alimentation quotidienne, d'écoles, de dispensaires et de maternités, creusement de puits.

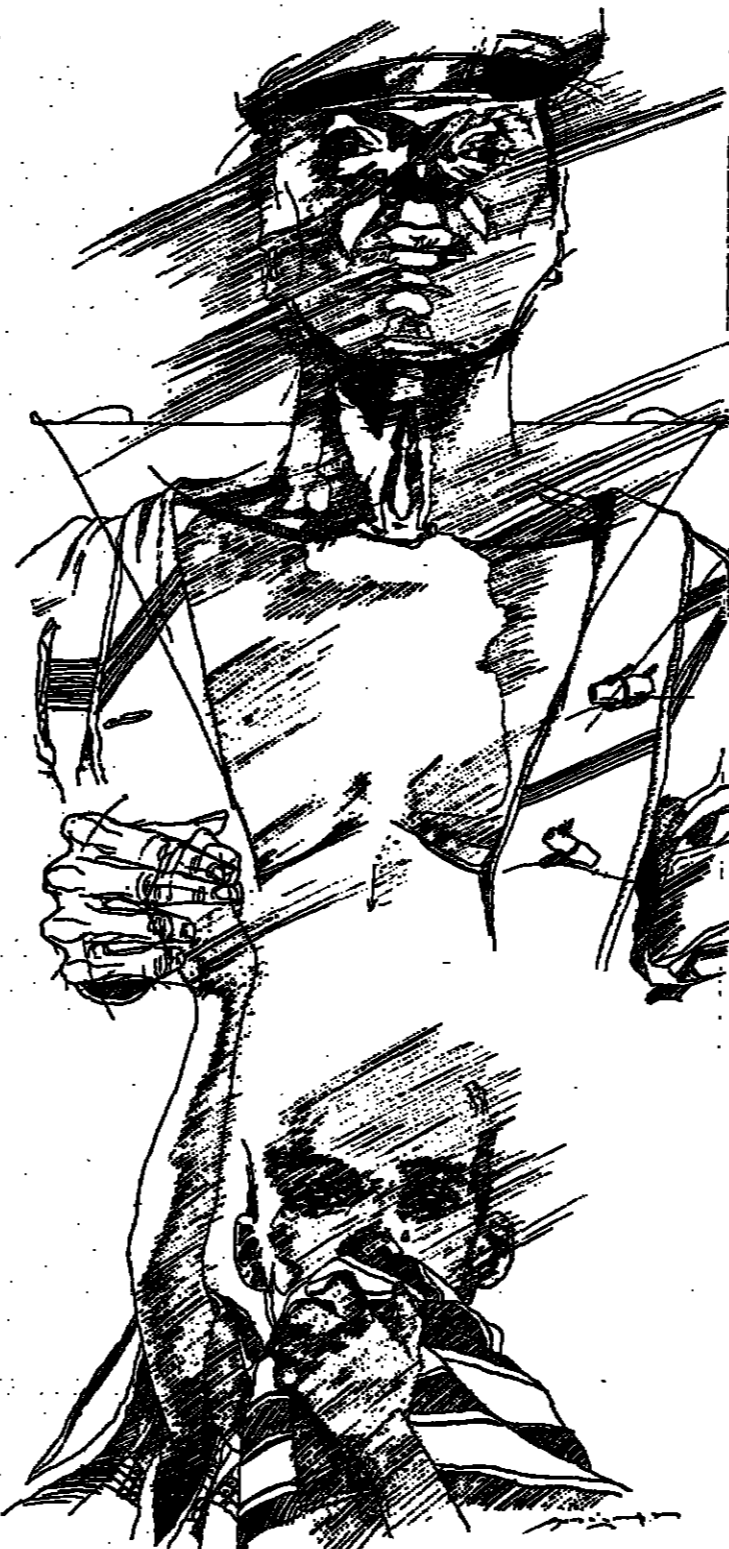
En France, les ressortissants de la région du fleuve sont également regroupés au sein d'associations qui constituent les cellules-mères des organisations villageoises, lesquelles forment les éléments constitutifs de l'U.G.T.S.F. qui en est l'expression légale. Parmi les nombreux villages de la vallée du fleuve que concernent les projets de l'U.G.T.S.F. se trouvent Sinthiane, Guumal, Doonda, Orefonde et Bokidjawa.

Les habitants de Sinthiane ont reçu des travailleurs sénégalais installés en France une aide globale de 1 050 000 francs CFA (1), dont 750 000 pour la construction de l'école. Le reste de cette somme a contribué notamment à la création d'un potager expérimental, à l'achat de matériel scolaire et sportif, à l'installation d'un entrepôt de

matériel et d'un hangar qui sert de marché, à l'ouverture d'une pharmacie rurale. Parmi les projets en cours de réalisation à Sinthiane figurent la constitution d'un stock de mil pour permettre la soudure entre deux récoltes et la création d'un moulin à mil. Parmi les projets encore à l'étude, citons l'installation d'une menuiserie et d'une coopérative

multifonctionnelle (alimentation, santé, éducation, artisanat), le forage de puits intercommunaux, la construction d'un mur de cimentaire.

Grâce à un concours extérieur de 800 000 francs CFA, les villageois d'Orefonde ont constitué un compte bloqué à la Banque nationale de développement du Sénégal (B.N.D.S.) pour des projets



P. BOUSSIGNAC.

en gestation et ont utilisé des petites sommes pour l'aménagement de puits, l'alimentation du dispensaire, le développement de stocks céréaliers destinés à lutter contre une éventuelle disette.

Les barrages

Cette obsession de la faim, qui tenaille le monde rural sénégalais, reste celle de Sally Ndongo et de ceux de ses compatriotes regroupés au sein de l'U.G.T.S.F., car tous demeurent en étroite et permanente liaison avec leurs villages d'origine. C'est ce qui explique que l'association s'intéresse de très près au gigantesque projet de création de barrages sur le fleuve Sénégal, qui concerne non seulement le gouvernement du Sénégal, mais aussi le Mali et la Mauritanie.

Or, contrairement à la majorité des experts internationaux, qui affichent un solide optimisme et se félicitent par avance des perspectives d'aggravation des conditions de vie du paysan sénégalais qu'entraînerait, selon eux, la régularisation du cours du fleuve, l'U.G.T.S.F. ne dissimule pas son hostilité à ce projet. Dans un communiqué diffusé en France, Sally Ndongo et ses amis ont affirmé brutalement : « Le bord du fleuve Sénégal était une mine d'or pour l'agriculture. Il permettait de faire vivre, non seulement les riverains, mais ceux du diéri (pluie) de l'intérieur du pays. La production était variée : maïs, patates douces, coton, plusieurs espèces de haricots, courge, courgettes, citrouilles, calabasses (pour l'exportation), tabac, sorgho, salades, etc. »

« Le walo est une terre importante, irriguée par le débordement du fleuve, et qui permettait aux paysans du diéri et du walo de cultiver deux fois par an. En plus des productions du diéri s'ajoutaient les différentes espèces de mil. C'est grâce au retrait des eaux du walo que la pêche est intensifiée par l'existence de multiples lacs dans lesquels sont restés les poissons venus avec la crue. C'est un apport important dans l'alimentation des populations du walo et du diéri. Or le walo va disparaître dans dix ans, après la fin des travaux. Le fleuve va devenir un canal navigable, donc pollué, et dont les eaux seront mortes... »

« Ce qui est grave, concluent les responsables de l'U.G.T.S.F., c'est que tous les rapports et projets élaborés au fil des années ont été faits sans l'avis des populations intéressées. »

Retourné dans son pays natal, après quatorze années d'absence, Sally Ndongo était accompagné de huit militants. L'un d'eux a tenu le carnet de route de sa visite aux villageois de la vallée du fleuve. Nous en publions les extraits ci-dessous.

(1) 1 franc CFA : 0,02 franc.

Seuls les chacals engraisissent

20 novembre. — Ce matin, j'ai eu mon premier vrai contact avec Dakar. Quel choc ! J'ai cru être transporté dans un cauchemar. Ce n'est que misère, mendicité, femmes, enfants, hommes et vieillards. Celui qui voit ce que j'ai vu et rentre chez lui tranquillement, sans se sentir concerné par un criminel et un corrompu. Après cela on ne peut plus avoir de repos. Cette année, les paysans du fleuve commencent à mourir de faim dans les deux-trois mois à venir. C'est tout du moins ce qui est à craindre si les travailleurs n'interviennent pas rapidement. 80 % des récoltes vivrières sont détruites ou, plutôt, ont été volées. L'arachide, qui est la principale source d'exportation, n'a donné cette année que 600 000 tonnes contre, en temps normal, 1 650 000 tonnes. Dès demain, nous partirons pour ces villages du fleuve Sénégal. Ce matin le fils de Sally m'a demandé : « Alors, et ce soleil ? ». Je n'ai pu que répondre : « Je n'ai pas vu le soleil, mais ce que j'ai vu, c'est l'agonie d'un peuple. »

21 novembre. — C'est le départ pour le fleuve. Nous sommes huit et nous partons à deux voitures. Je vais passer acheter de l'aspirine et du désinfectant. Hier, j'ai donné tout ce que j'avais. Ici, ils n'ont aucun médicament. L'accueil du village d'Orefonde a été décevant. Les villageois, hommes, femmes et enfants, nous attendaient sur le bord de la route, une marée humaine de chaleur de sourires et

de confiance. La prise de conscience chez ces paysans a été lente, puisqu'il aura fallu attendre une vingtaine d'années, mais si tu entends leur détermination maintenant ! C'est très encourageant, bien que le pays soit complètement dans la misère. Cette année ils n'ont pu cultiver ni le walo (terre inondée) ni le diéri (terre boudée par les pluies). La situation économique au fleuve est pire que celle connue par les paysans en 1971-1972 lors de la sécheresse au Sahel. Mais ce qui fait voir c'est le volenté de ne compter que sur leur propre force. Cette impulsion vient essentiellement des travailleurs obligés de s'exporter pour faire survivre leurs familles.

22 novembre. — La journée débute à Orefonde. Nous avons commencé la visite du village vers 8 heures, après le petit déjeuner. Le sacrifice fait par ces villageois pour nous nourrir est énorme. Nous avons commencé par visiter les puits, il y en a six pour un village et ses environs, soit pour six mille habitants. L'organisation des jeunes du village a créé deux puits qui fonctionnent, les quatre forés par le gouvernement sont à sec, car ils ne sont pas allés à plus de 14 mètres de profondeur. Nous en avons visité un dans le diéri à 8 kilomètres du village d'Orefonde : le gouvernement a foré 14 mètres, puis ils sont perdus en disant qu'il fallait que les villageois payent pour que le forage soit poursuivi. L'argent a été versé par la population au pouvoir, qui

s'est enfui avec, sans, bien entendu, poursuivre les travaux ! Ce puits est pourtant vital dans la région, mais il faut aller à 8 kilomètres pour avoir un tout petit peu d'eau.

23 novembre : Sinthiane-Garba et Sinthiane-Sinhiou-Garba. Il est très difficile de décrire l'émotion qui vous étreint lorsqu'on arrive ici. Depuis quatorze ans Sally n'avait pas revu les siens. Quelle émotion ! Les femmes pleuraient et, même les hommes avaient du mal à maîtriser leurs sentiments. Ce fut une véritable fête. La tam-tam, les danses, les chants, les youyous. Dans chacun des villages où nous avons passé ne serait-ce qu'une journée, les villageois tuent moutons et bœufs en notre honneur. Nous avons eu beau protester, ils ont dit à Sally que, même s'ils en avaient tué dix, ce n'était pas assez. La chaleur de ces gens m'a profondément émue. Je comprends pourquoi ils sont exploités comme cela. Ils doivent apprendre à être moins généreux.

Beaucoup de choses m'ont frappé durant ce voyage, mais l'une d'entre elles a été la puissance des mots. Les remerciements, les vœux qu'ils te disent, ont un sens beaucoup plus profond. Je veux dire par là que lorsque je dis « bonjour », ce mot ne revêt aucune signification profonde. Quand ils te disent dans quel village ils se trouvent, ils ont la pensée en font un mot plein d'un sentiment extraordinaire.

Une autre chose encore : lorsque

tu arrives dans un village, tu ne vois que femmes, enfants et vieillards. C'est poignant. La force vive de ces peuples est obligée d'aller vendre son travail soit à Dakar (où le taux de chômage est de 40 % et où la prostitution est florissante), soit à l'étranger. Mais là où la machine à exploiter se croit techniquement parfaite, c'est là même que s'est inscru le grain de sable. Le grain qui va gripper et envoyer à la casse la machine, ce sont ces mêmes travailleurs qui acquiescent à l'étranger une prise de conscience remarquable. De tous les contacts que nous avons eus ici, ceux avec des travailleurs me paraissent véritablement fondamentaux. C'est la base d'un véritable pouvoir populaire.

Il va sans dire que la mortalité infantile est énorme au fleuve. Un enfant sur deux meurt avant l'âge de deux ans. Si l'enfant atteint ses six ans, il a beaucoup de chances de survivre. Les maladies qui frappent le plus sont celles occasionnées par la malnutrition (les femmes n'ont plus de lait pour nourrir leurs enfants), la dysenterie, les diarrhées infantiles très graves, les cas de méningite cérébrale-spinale (par les épidémies causées principalement par les fortes chaleurs), la syphilis héréditaire, la lèpre sont encore présentes au Sénégal ! Sans compter les maladies infantiles qui sont devenues bénignes dans nos régions mais mortelles là-bas faute de soins. Les femmes doivent faire parfois 20 kilomètres et plus à pied

pour obtenir une ordonnance que quatre-vingts fois sur cent elles jeteront, n'ayant pas d'argent pour payer les médicaments. Celles qui peuvent, c'est-à-dire lorsqu'il leur reste un peu d'argent des mandats envoyés par les travailleurs migrants, sont obligées d'aller à Matam ou à Canal, seules villes du département à posséder une pharmacie ! Dès mon arrivée dans un village, les femmes me demandaient de l'aspirine. Elles ont toutes des maux de tête et de cou terribles à cause des saux énormes (pesant parfois 30 kg) qu'elles portent sur la tête, et cela en pleine chaleur très souvent.

Une autre chose m'a surpris : le village ne dort jamais : la nuit, chacun profite de la fraîcheur pour partir à la recherche d'eau, au creusement de mangots, etc. Les neuf dixièmes des puits ont été creusés avec l'argent des travailleurs. Mais plus de la moitié d'entre eux ne donnent rien, c'est-à-dire qu'ils sont soit à sec, soit avec de l'eau non potable. Cette situation existe uniquement parce que la société de forage (société d'Etat) creuse les puits en période de pluie. Dès qu'elle aperçoit l'eau, elle s'arrête. Ce qui fait que les puits ne donnent de l'eau que de juillet à février au maximum.

Les animaux sont squelettiques et crèvent parfois par troupeaux entiers, sur le bord des routes. Les seuls animaux qui s'engraissent dans ce pays sont les chacals !

5 AVEZ

ITACHI
logie pour vivre mieux

مذبح من زلازل

ITALIE

L'avortement en question

Six référendums en Italie le 17 mai. Mais les deux plus importants, ceux qui remuent les consciences, portent sur la loi de 1978 sur l'interruption volontaire de grossesse. Les radicaux veulent la rendre plus libérale, le Mouvement pour la vie en restreindre la portée.

FRANÇOISE-MARIE BABINET

Le petit parti radical italien, qui avait su en 1974 ouvrir la brèche du divorce dans une opinion publique jusqu'alors étroitement soumise aux indications de la hiérarchie catholique, saura-t-il convaincre l'Italie de s'engager une fois encore dans la bataille des idées ?

Les Italiens et les Italiennes, qui devront voter le 17 mai 1981 dans six référendums abrogeant ou modifiant les lois sur la prison à perpétuité, le port d'armes, les tribunaux militaires, l'ordre public et l'avortement, montrent pour la première fois une certaine lassitude, accompagnée du soupçon qu'ils seront de toute façon floués dans un jeu de politiciens : selon un sondage récent, 85 % d'entre eux estiment que l'État fonctionne mal ou très mal, et que les hommes qui le guident sont incompétents ou même malhonnêtes. De plus, les partis politiques ne semblent pas vouloir entraîner ces hommes et ces femmes, qui voteront pour la cinquième fois en cinq ans, dans une croisade où se sont déjà heurtés et déchirés ce qu'on appelle ici le « front laïc » et le « front catholique ».

Car en fait, c'est sur l'avortement que les Italiens se prononceront le 17 mai. C'est ce que ressentent, en tout cas, les femmes : Anna, Lisa et Flavia, lycéennes de dix-sept ans, Antonietta, une mère de famille de quarante ans, Pamela et Anna-Maria, élevées chez les sœurs, sont capables de discuter des heures sur la position qu'il faudra prendre au sujet des effets négatifs ou positifs de la loi de 1978. Mais toutes ignorent ou minimisent les questions qui leur seront posées sur le port d'armes ou les tribunaux militaires.

A Rome, dans la Maison des femmes où ne vivaient plus que quelques « copines », les féministes dispersées par le grand « reflux » des dernières années se retrouvent rappelées, même si elles s'en défendent, par cette échecasse institutionnelle.

Ce qui prouve bien que le problème est loin d'être résolu. Le référendum met les électeurs devant trois possibilités : maintenir la loi telle qu'elle est (c'est la po-

sition officielle des communistes, des socialistes et des partis laïcs) ; la rendre plus libérale encore, comme le proposent les radicaux ; ou bien la limiter au seul avortement thérapeutique, suivant en cela les indications des catholiques Movimento per la Vita, soutenus par la démocratie chrétienne, la hiérarchie catholique et, vigoureusement, par le pape lui-même.

Malentendus

Il s'agit donc, apparemment, de décider des limites ou de l'extension d'une loi. Mais le référendum de mai repose sur un double malentendu : pour de nombreux électeurs, l'enjeu n'est ni législatif ni politique, il met en cause une subjectivité, une émotion, qui déconcertent les tenants de positions rationnelles ou théologiques.

Enfin, ce n'est pas vraiment une loi, c'est un semblant de loi qui sera soumis à leur jugement ; car les affirmations officielles deviennent dérisoires, ou même cruelles, si l'on veut bien examiner la réalité. La réalité des vingt, trente femmes qui se présentent quotidiennement devant une petite porte anonyme de l'hôpital universitaire de Rome, où sur cent vingt médecins titulaires, trois seulement n'ont pas invoqué la clause de conscience. Trois médecins qui, soigneusement parqués dans un service isolé, pratiquent, aidés des rares infirmières qui n'ont pas suivi le mouvement général, de dix à treize I.V.G. par jour. Ils essaient d'aider les femmes qui passent dans ce service à y rester le moins longtemps possible, et à en sortir mieux armées pour éviter une autre interruption de grossesse. Et ils y réussissent souvent. Mais le drame, ce sont les autres.

C'est cette compétition du malheur, ce tri que les médecins sont obligés d'opérer entre la fille mineure et la femme de trente-cinq ans atteinte d'un cancer du sein. Chaque matin, dix à quinze femmes seront exclues pour aller où ? Carlo Mucci, gynécologue, assistant dans le service, sait ce que sont les conditions de la plupart des hôpitaux de la capitale,

il sait qu'à Pontecorvo ou à Caprano, dans la province de Rome, aucun médecin ne consent à pratiquer l'I.V.G. Ils iront donc, lui ou un de ses collègues, y passer la demi-journée nécessaire pour assister une femme. « Mais elle est déjà là depuis vingt-quatre heures et elle y restera deux autres jours, parfaitement inutile, dans une chambre sur le mur de laquelle est affichée la prière pour les enfants morts, dans un climat où sa peur, son ignorance et sa solitude ne feront qu'augmenter. »

« Ce problème, continue le jeune médecin, est que nous voterons une loi qui n'est pas appliquée. Plus de 75 % des médecins italiens invoquent la clause de conscience. Pourquoi ? Rares sont ceux qui le font pour des raisons morales. En réalité, ils y gagnent. »

En effet, le scandale des avortements clandestins est paradoxalement accru par la loi. Nombreux sont ceux qui, bénéficiant publiquement du prestige moral que leur confère l'objection de conscience, pratiquent les I.V.G. en privé et perçoivent en plus la « prime de risque » qui a fait monter les prix de 25 % : il faut aujourd'hui de 500 000 à 1 000 000 de lire pour avorter chez un « professeur ». Et les autorités régionales, y compris ces mêmes partis laïcs qui prônent le maintien de la loi, n'ont pas su — ou pas voulu — mettre fin à cette situation.

Les chiffres indiquent donc une différence énorme, qui devient vertigineuse au sud de l'Italie, entre les I.V.G. pratiquées dans le cadre de la loi, 200 000 par an environ, et les avortements clandestins, qui sont certainement plus nombreux. L'O.M.S. en comptait 800 000 en 1976, deux ans avant la loi : « Faites la différence, disent les radicaux, et vous trouverez 600 000 femmes qui risquent encore leur vie pour une interruption de grossesse. »

La « mammana »

Certaines, comme Maria Teresa, qui habite près de Naples un village de six mille habitants, y sont littéralement poussées par la résistance des structures publiques : « J'avais déjà avorté deux fois — et dans quelles conditions ! Alors j'ai été à l'hôpital et ils m'ont dit... que je n'étais pas enceinte. Un mois après je suis revenue — on voyait déjà mon ventre — ils n'avaient pas de place. Alors je suis retournée chez la mammana. »

Ignorant massivement la contraception (seules 55 % des Italiennes savent que la période fertile se situe « approximativement » à la moitié du cycle, et moins d'un cinquième pratiquent une contraception « sûre » — pilules ou stérilisations), les Italiennes n'y recourent que si elles possèdent un degré d'instruction élevé. De l'avortement de « luxe » à la « mammana » la courbe suit donc tragiquement la situation sociale des intéressées.

« C'est une plaie sociale », s'exclame Marco, qui travaille dans une usine de produits laitiers, non loin de Rome. C'est une réalité qui existe et à laquelle l'État doit faire face. Ça n'a rien à voir avec mon opinion sur l'avortement. Mais si ce jeune syndicaliste, fort de ses certitudes de militant et de « maschio » fait

aisément la distinction entre les devoirs de l'État et les choix individuels, la plupart des femmes au-dessus de vingt ans ont du mal à en faire autant.

« J'ai beau défendre la loi, dit Lucia, syndicaliste elle-même, je sais que je ressentirai toute ma vie le remords d'avoir avorté. » Ce n'est pas par hasard que les féministes de la première heure qui se retrouvent à la Casa della Donna se sont refusées à prendre position. « Parce que, tu vois, soulignait Margherita, la lutte pour l'avortement n'a jamais été qu'une petite partie de notre recherche. Nous ne voulions pas une loi, nous voulions un service. La loi fait une casuistique, elle fait attendre sept jours avant de décider. Et puis qu'est-ce qu'elle offre ? Des avortements à la chaîne, un truc mécanisé... »

La plupart des femmes qu'on entend à la Casa della Donna sont décidées à voter, mais, plus qu'une réponse au référendum, leurs propos reflètent une conscience aiguë des contradictions, un souci de comprendre ce qui se cache derrière la décision d'interruption d'une grossesse ou, mieux, de comprendre pourquoi « on se retrouve enceinte », quand on a apparemment le désir et le moyen de l'éviter. Comme s'il y avait, souligne l'une d'entre elles, une nostalgie de la maternité, un désir de prouver qu'on en est capable ou encore, tout au fond, une terreur ancestrale, catholique, à l'idée de définir ce que c'est que la vie et ce que c'est que la mort.

Vie et mort

Et c'est bien ainsi que l'Église et le Movimento per la Vita tendent à présenter la question : en votant, on choisit pour ou contre la vie. Or, dans ces termes, on ne trouvera pas un catholique qui ne choisisse la « vie ».

L'opinion chrétienne est déchirée, mais ses décisions sont difficiles à prévoir, parce qu'elle ne pardonne pas à la hiérarchie de condamner l'avortement sans se prononcer clairement sur la contraception.

Et pourtant, cette dernière question n'effleure même pas Gabriella, qui milite pour le Movimento per la Vita. Son regard vacille à peine lorsqu'elle affirme ne pas admettre d'autres méthodes de contraception que celle de M. Billings, que toutes ses amies mariées pratiquent avec succès. « Et tu connais des femmes qui ont dû subir un avortement ? Non, pourquoi ? »

Gabriella votera probablement sans hésiter, comme ces deux millions de catholiques qui ont signé pour limiter l'application de la loi.

D'autres — la majorité peut-être — soutiendront au nom de la raison une loi peu et mal appliquée, qui est loin d'offrir une réponse aux centaines de milliers de femmes encore exposées à mourir au cours d'avortements clandestins et lacratifs.

Pris entre la bonne conscience laïque ou catholique des uns et les incertitudes auxquelles les autres sont en proie, elles risquent de voir la loi se figer dans un statu quo qui, permettant toutes les hypocrisies, les relèguera définitivement dans l'oubli.

REFLETS DU MONDE

ООН РАБАД

Un faste exagéré

La commission de contrôle du comité central du parti communiste de l'U.R.S.S. a eu à connaître d'une affaire scandaleuse concernant d'étranges parties de chasse organisées en Yakoutie, en Sibérie orientale.

Selon la Pravda, c'est un véritable braconnage, et non pas une chasse, qui fut organisée dans la région de Tompon en l'honneur de personnalités moscovites en visite dans la région : le président du syndicat des Travailleurs de l'industrie charbonnière et un chef de section du même syndicat. Ce fut le 1^{er} secrétaire local du parti qui se chargea de l'organisation de la chasse à laquelle prirent part également les petits potentats locaux.

Ainsi, sous prétexte d'inspecter des travaux forestiers, il se procura un hélicoptère de l'aviation civile en indiquant de faux noms de passagers. Et c'est à partir de l'hélicoptère que furent tués deux ours et un élan, dont les participants se partagèrent la viande. De plus, pour pouvoir justifier la chasse à l'élan, le secrétaire local du parti antidota un document et, de plus, tenta de faire pression sur un inspecteur des chasses, qui dénonça la fraude et estima les dommages causés à l'État à près de 24 000 francs.

Le mauvais secrétaire a été chassé du parti, de même que six principaux faucons de ce braconnage. Et, de surcroît, ils devront comparaître en justice.

LA LIBRE BELGIQUE

Les femmes passent les obstacles

Le quotidien bruxellois le Libre Belgique donne dans sa rubrique « bruits d'écuries » un commentaire de style épicurien sur la participation aux courses de femmes jockeys, sous le titre « L'ère de la femme » :

« Que le cheval soit, comme l'a prétendu Hérodote, la plus belle conquête de l'homme, voilà une vérité que la femme ne cesse depuis toujours de vouloir mettre en doute. Autrefois, elle faisait au cheval assaut d'élégance, tant il apparaissait alors que l'élégance féminine sur les hippodromes était d'essayer de faire passer le cheval inaperçu ; mais la mode a bien changé, et si l'offensive de la femme est allée en s'intensifiant dans le monde du turf ces dernières années, sans doute faut-il en chercher les raisons beaucoup plus loin. »

Peut-être même faudrait-il faire un bond de trente siècles en arrière, lorsque, à Olympie, les femmes, en se travestissant, réussissaient à assister aux courses de chevaux. Elles risquaient gros, car lorsqu'elles étaient repérées, elles étaient tout simplement punies de mort. Et tonnez-vous donc qu'après cela elles aient cherché à se venger. Et comme ce que femme veut, elle l'obtient, quelle que soient les raisons, quelle que soient les méthodes, elle finit par parvenir à peu à peu à s'immiscer dans ce qui touche de près les compétitions hippiques. »

Ce jour-là, Martine Desmet et Solange de Penaranda ont, respectivement, remporté le Prix du duc d'Ursel et le Prix Baudouin d'Outremont !

Pariser Kurier

Record diplomatique

Le Pariser Kurier nous livre les résultats d'une enquête étonnante sur les infractions, à Bonn (R.F.A.), des automobilistes d'ambassades, dont les membres respectent le code de la route de façon plus ou moins diplomatique !

« Les diplomates du Libéria à Bonn détiennent un record : toutes les voitures de leur ambassade ont été prises, deux fois chacune, en flagrant délit d'excès de vitesse dans la capitale. Pour les faux rouges non respectés, ce sont les diplomates du Rwanda qui sont en tête pour l'année 1980, suivis de près par leurs collègues de

Guinée et de Somalie. Les Mexicains, les Tanzaniens et les Salvadoriens sont plutôt spécialistes — parmi le corps diplomatique de Bonn — des stationnements interdits, avec une circonstance atténuante pour l'ambassade mexicaine, qui est située en bordure d'une voie piétonne, sans aire de stationnement. Comme les années précédentes, la nonciature apostolique du Vatican n'a commis aucun péché en circulant dans la capitale allemande, mais, cette fois, elle n'est plus seule : l'Islande et le Honduras l'ont rejointe dans les rangs des automobilistes modèles. »

EL PAIS


De la musique, point trop n'en faut

Le maire de la localité de Rentaria, en Guipuzcoa, M^{re} Sabín Olaizola, membre du mouvement Herri Batasuna, a décidé, selon le quotidien madrilène El País, de faire partager à ses concitoyens ses goûts personnels en matière de musique.

« Dans une circulaire, M^{re} Olaizola exige que la musique ne soit utilisée que comme fond sonore dans tous les bars et établissements publics de la ville. De véritables problèmes de communication sont apparus dans la société illégitime dans laquelle nous vivons, es-

time M^{re} Olaizola, qui affirme que l'une des raisons en est que le volume de la musique diffusée dans les bars rend absolument impossible tout dialogue et toute communication à l'intérieur de ces établissements. Craignant que ces arguments ne soient pas unanimement partagés, le maire de la ville a décidé de leur donner plus de force en envoyant des policiers municipaux en patrouille dans ces lieux publics. Ceux-ci ont déjà procédé à la fermeture pour dix jours d'un des bars de la ville. »

PORTO DIEZ



Mis en bouteille au Portugal
CROVETTO CARMONA SA 229 rue St Honoré - 75001 PARIS

**FLORENT GABORIAU
HANS KÜNG**
PROBLÈMES POSÉS
« Des pages claires, des idées de passion, et l'audace de faire progresser la réflexion ». (NGUY. REV. THEOL.)
FAC 30, rue Madame, 75006 Paris - 548.76.51

THUILLIER PEUGEOT-TALBOT
AFFAIRES À FAIRE
SUR VOITURE DE PRÉSENTATION 0 km.
30 ans de 13 ans
289.94 \$7, 500 \$



MARC RIBOUD

ALTERNATIVES

Henri Desroches : le bon usage de l'utopie

Une société sans utopie est une société sans imagination. Mais gare aux excès !

JANINE DELAUNAY

TROP de planificateurs, remarquables en leurs spécialités, préfèrent l'abstrait et oublient les hommes. Comme s'ils avaient peur de l'auto-organisation. Henri Desroches croit, au contraire, que c'est aux individus d'évoluer vers plus de conscience et de se socialiser, non à des « savants » de dessiner un modèle d'organisation sociale. Il se bat pour que s'établisse un équilibre entre socialisation et individualisme, pour que soient à nouveau alliées la pratique et la théorie. Curieux des religions prophétiques millénaristes, où l'imaginaire fonde des sociétés, il a longtemps étudié les utopies avant de les pratiquer.

Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, directeur et fondateur du Collège coopératif, il est l'auteur de nombreux livres sur l'imaginaire institutionnel. Depuis trois ans, il anime l'Université coopérative internationale.

Comment et pourquoi une université coopérative internationale ?

— Le collège coopératif fonctionne depuis vingt ans dans le cadre de l'École. C'est un cadre très souple. Nous avons pu y expérimenter des méthodes pédagogiques. Et nous avons tout de suite irradié vers l'Afrique, l'Amérique latine, le Bassin méditerranéen. Chaque année, cent à cent cinquante personnes viennent au collège parfaire leur formation : formation intensive de sciences sociales appliquées à des développements coopératifs, habituellement endogènes. Nous avons donc un ancrage, un réseau. En 1976, au congrès de l'Alliance coopérative internationale à l'UNESCO, a été lancée l'idée d'une université coopérative internationale. On m'a de-

mandé un rapport. Et depuis plus de deux ans cette U.C.I. fonctionne.

— Elle est basée non sur la consommation des connaissances d'un autre (enseignant), mais sur la production d'une recherche par soi-même, à partir d'une expérience. Pas besoin de diplômes, mais un essai de créativité sociale significatif. Nous travaillons ensemble sur le vécu. Notre université n'a pas de campus, elle est extra-muros. C'est aux groupes de s'organiser et de faire appel à nous.

— Comment ?

— Nous avons une « banque-ressources », une liste de personnes, très souvent des universitaires, de compétences diverses, disponibles, formés eux-mêmes à la pédagogie de groupes adultes. Nous sommes tous des itinérants. La demande vient à la suite d'une information de bouche à oreille. Ou à la suite de sessions, de « saisons », tenues au printemps en Afrique, en automne au Canada, l'été en Amérique latine, etc. Avec toujours le principe de base : « Réussir, c'est comprendre en action une situation donnée à un degré suffisant pour atteindre les buts proposés ; comprendre, c'est réussir à dominer en pensée les mêmes situations jusqu'à pouvoir résoudre les problèmes qu'elles posent quant au pourquoi et au comment des liaisons constatées et par ailleurs utilisées en action » (Pinet). C'est pour cela que nous ne proposons pas un enseignement mais une maïeutique. Faire accoucher chaque adulte de son projet, l'exprimer, le commenter, le diffuser. Un nombre considérable d'équipes ont ces problèmes-là et viennent maintenant à nous.

— Comment est-elle financée ?

— Nous nous débrouillons, nous avons une équipe de chercheurs de fonds (sans jeu de

mot) auprès des fondations, des mouvements coopératifs, etc.

— Et les « facilitateurs » sont recrutés par vous ?

— Absolument pas. Ce sont là aussi des groupes qui se forment spontanément, nous n'avons pas à rechercher des « personnes-ressources ». Ils s'organisent, créent une université de poche. Il en existe ainsi une cinquantaine dans le monde. Ces groupes se fédèrent en collèges (sept en France : Aix, Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux, Nice). Les collèges s'articulent dans un institut national. La réunion de ces instituts donne l'U.C.I., qui a un statut de droit international suisse. Le siège est à Paris (1) pour le moment. Bientôt il sera à Aix, où la région nous offre un grand immeuble où nous pourrions avoir des archives, un centre de formation.

— Une université parallèle en quelque sorte ?

— Parallèle, et greffée, dans la mesure où la plupart d'entre nous sont des universitaires. Mais des universitaires entraînés à élargir les ouvertures, à de nouvelles alternatives.

Funeste

— Vous ne craignez pas de devenir trop théorique ?

— Impossible, nous sommes présumés contre l'utopie meurtrière. Comme les idéologies, les utopies sont ambivalentes, elles deviennent funestes parce que l'on abandonne l'utopie initiale. C'est ce qui est arrivé au christianisme, au socialisme, par exemple.

— Je ne crois pas que l'on soit présumé contre les dangers de l'utopie. Un projet de société désintéressé demande à l'être humain de s'intégrer dans le cadre inscrit, bon gré, mal gré ?

— Ce que vous dites est vrai des planifications, et la planification est souvent une utopie inconsciente d'elle-même. On peut mourir de deux manières : d'un excès d'utopie ou d'un défaut d'utopie. « Rien n'est bon sans mesure », disait Durkheim. On se suicide par excès d'individualisation et défaut de socialisation ou par défaut d'individualisation et excès de socialisation. Ce qui nous manque, c'est un traité du bon usage de l'utopie. Je me bats pour le bon usage de l'utopie. Une société sans utopie est une société sans imagination, sans alternative. Une société toute faite enfermée dans son isolat.

— L'utopie, c'est tout de même l'imaginaire de l'ailleurs et de l'autre, l'envie de vivre, de créer. Pour le moment, de toute façon, nous ne risquons rien. Car rien n'est destiné. Nous sommes dans une phase de transit.

— Pouvez-vous nous parler de quelques groupes avec lesquels vous travaillez ?

— J'aime bien celui qui s'est constitué autour d'un instituteur marocain que j'appelle le « Freinet africain ». Il vit à une quarantaine de kilomètres de Rabat, où il a créé, il y a deux ans, une association villageoise qui fait fonctionner une école-atelier, une ferme-école. Constatant elle-même tous les moyens que l'administration ne lui donnait pas. Son problème maintenant, comme celui de tous les créateurs

sociaux, est d'exprimer, d'expliquer son expérience, de la raisonner, de la comparer à d'autres, de façon à pouvoir aller plus loin.

— En Haute-Volta, dans une zone du Sahel, c'est le 6 S (Se Servir de la Saison Sèche, en Savane au Sahel). C'est un Voltaïque, disciple du collège coopératif, qui l'a lancé pour contrer la faim. Cette utopie pratiquée repose sur des associations de jeunes, à base de recyclage post-scolaire. Ils vivaient de l'exploitation de petits champs collectifs. Pas assez de terre. Pensant alors que, s'il n'y avait pas assez de terre dans l'espace, il y en avait dans le temps — en effet, pendant six mois de sécheresse, les terres ne travaillent pas, — ils ont organisé des tournées auprès des propriétaires, leur demandant de donner les terres pendant la saison sèche.

— Ils ont foré des puits avec des outils manuels, atteint la nappe phréatique et créé des périmètres maraîchers. Leur travail revitalise des dizaines de villages, des milliers de gens. Eux-mêmes veulent étendre leur action, d'autres Voltaïques dans d'autres villages sont tentés.

— Il existe un réseau analogue et diffèrent le long du fleuve Sénégal. C'est l'association d'une centaine de villages qui, à eux tous, ont environ quinze mille travailleurs émigrés en France et une vingtaine d'étudiants ici ou là. Absolument endogène, leur organisation repose sur les collectes réalisées par les travailleurs sénégalais en France. Réinjecté, réinvesti dans le développement des villages, cet argent leur permet de s'organiser sans que le réseau ait à demander quoi que ce soit à des agences nationales ou internationales.

— Parce qu'ils ont des problèmes de formation, d'organisation, de recherche-action, ils ont

confié au collège coopératif une douzaine d'étudiants. Ce sont des boursiers, mais des boursiers des ouvriers sénégalais et pas d'un gouvernement. Ils sont choisis par leurs frères non pour leurs diplômes mais pour leur dynamisme, leur courage, leur servabilité. S'ils veulent étudier, les ouvriers leur offrent un billet Dakar-Paris. Arrivés à Paris, nourris, logés par le réseau, ils perçoivent des indemnités pour le métro, les livres, etc. En échange, ils font la cuisine et, le soir, l'alphabétisation des frères sénégalais.

Boimondan

— Comment en êtes-vous venu à ce travail de compagnon, voire de bénéficiaire ?

— De compagnon plutôt ! Dans les années 40, j'ai été mêlé de très près à une utopie sociale, les communautés de travail de Valence créées par l'équipe de Boimondan : deux cents ouvriers qui, sous l'occupation, ont inventé une nouvelle société. C'est à propos de cette expérience que mon ami Mermoz a écrit : « L'auto-gestion, c'est pas de la tarte » (Scull). Mes amis de Valence m'ont demandé, alors, d'explorer tout ce qui a existé de semblable dans l'histoire. Je continue.

— Comparer, connaître l'histoire, analyser le présent, c'est la votre façon de vous prémunir contre les dangers de l'utopie ?

— Exactement, c'est ce que font les groupes qui nous appellent à l'aide, pour aller plus loin, et pour éviter l'institutionnalisation, la sclérose. Quand un groupe est trop important pour que le regard critique et la convivialité soient possibles, il éclate, d'autres se reconstituent. C'est la recherche permanente.

(1) Université coopérative internationale, 7, avenue Franco-Russe, 75007 Paris. Tél. : 705-32-67.

مذا من راصل

LE MONDE DIMANCHE
10 MAI 1981

DEMAIN

TRADUCTION

L'ordinateur au pied de la lettre

La traduction automatique de Proust ou Verlain n'est pas pour demain. Pourtant les ordinateurs font déjà leurs preuves sur certains textes.

DANIEL LACOTTE

L'INGUISTES et informaticiens ont aujourd'hui perdu leurs illusions. Au début des années 50, la naissance d'un monstre sacré baptisé ordinateur devait tout révolutionner. Trente années ont passé et l'informatique polyglotte ou simplement bilingue n'a toujours pas pris la parole. Loin s'en faut. Car les plus éminents spécialistes se dirigent vers une autre voie : non plus demander à la machine une traduction intégrale et entièrement automatique d'un texte, mais utiliser l'ordinateur pour assister cette traduction. L'informatique devenant là un simple outil, un auxiliaire de l'interprète, une sorte de gros dictionnaire électronique rompu aux aspects répétitifs et fastidieux que comporte inévitablement le passage d'une langue à une autre.

Le numéro un mondial de l'informatique, l'américain IBM, a arrêté ses études sur la traduction automatique en 1966 et se consacre depuis à la traduction assistée par ordinateur. « A l'issue de mesures très précises, nous avons pu déterminer que le véritable travail de la traduction proprement dite, là où l'interprète va placer tout son talent, ne lui prend que 20% de son temps. Le reste se décompose en 40% pour les lectures et recherches diverses dans des dictionnaires, voire la consultation de spécialistes ; et 40 % pour la

frappe du document, les corrections et l'édition définitive » précise un spécialiste chez IBM. La traduction apparaît comme une suite d'opérations assimilables à un traitement de texte.

Très schématiquement, le système d'IBM se contente des recherches de mots dans un glossaire spécialisé (il faut à l'ordinateur quelques secondes pour balayer les termes de A à Z). L'interprète conserve ainsi une maîtrise totale du texte. Il garde l'initiative de sa traduction qu'il compose lui-même sur son écran de visualisation d'où il interroge les dictionnaires mis à sa disposition. Il ne reste plus qu'à demander une édition du texte final sur l'imprimante de l'ordinateur. Le programme, muni de diverses options, peut par exemple « fabriquer » directement les index et autres tables des matières qui sont toujours de véritables casse-tête pour les traducteurs.

Gros sous

Utilisé chez son initiateur, ce système « a fait tomber les délais de traduction de neuf mois à deux mois ; de plus, l'expérience prouve que le traducteur peut passer 60% de son temps (trois fois plus !) à une véritable réflexion sur la création définitive du texte final », affirme-t-on chez IBM. « Et la page composée revient à environ 125 francs contre 250 francs, non

composée, pour une traduction entièrement manuelle ! » ajoutent les spécialistes de la filiale française.

Une telle amélioration du prix de revient de la page traduite a son importance dans la mesure où la qualité d'une traduction dépend de l'enveloppe budgétaire qu'on lui consacre. Il s'agit là encore d'une affaire de gros sous. Car on oublie encore trop souvent de se poser, face à un problème de traduction, ces quelques questions de base : s'agit-il d'un besoin interne à l'entreprise (auquel cas une interprétation « mot à mot » peut suffire) ? A l'inverse, le document final sera-t-il publié ? La traduction est-elle urgente ? Le texte initial (appelé texte source) est-il très spécialisé ou général ? Ces divers éléments contribuent largement à déterminer le type de traduction nécessaire.

IBM croit malgré tout à la véritable traduction automatique, celle où, à partir d'un texte (pré-enregistré sur une bande ou un disque magnétique), l'ordinateur traduit absolument seul dans la langue voulue. Même conviction au laboratoire de traduction automatique de Grenoble qui possède une expérience de près de 20 ans sur le sujet et travaille notamment pour le ministère de la Défense. Mais les spécialistes s'accordent sur un point : « Actuellement, la traduction automatique ne peut convenir que pour des textes très spécialisés. » Dans ce cas, le vocabulaire utilisé dans le texte source est parfaitement déterminé, par opposition au langage complexe et subtil de la vie courante.

Ainsi, dans des secteurs précis comme la chimie, l'agriculture, le droit, l'électronique, etc., la traduction automatique devient possible. Elle est d'autant plus rentable que les volumes à traduire sont importants. Mais, ce type de traduction ne peut servir, dans l'état actuel des choses, que pour les documents de travail.

Le seul exemple au monde de traduction automatique vraiment opérationnelle existe au Canada. Le fait que le pays ait deux langues officielles (anglais et français) nécessite, depuis près de cinquante ans, la traduction de toutes les communications du gouvernement. Aujourd'hui, la

charge de travail du bureau des traductions dépasse les 250 millions de mots chaque année, soit l'équivalent de 2 000 ouvrages de 500 pages. Dans le domaine de l'interprétariat, le bureau fournit environ 12 000 jours de travail par an. Enfin, son budget annuel est d'environ 50 millions de dollars pour un effectif de 2 000 personnes.

A l'évidence, le gouvernement canadien se devait d'apprécier tous les efforts susceptibles de lui simplifier la tâche. Ainsi, depuis 1977, les bulletins météorologiques - trois à quatre millions de mots par an - sont traduits automatiquement par un système informatique baptisé... Météo. 85% des 5 000 bulletins qui parviennent chaque jour au système Météo sont traduits automatiquement sans problèmes. Le reste doit être révisé par un traducteur.

Compte tenu de la masse de travail et du vocabulaire limité de la météorologie, le système Météo est rentable. De même, la traduction entièrement automatique peut se concevoir pour exploiter un texte, le dégrossir. Mais, dès qu'il faut aller au-delà, l'intervention humaine devient indispensable d'un bout à l'autre du texte. Le traducteur doit alors relire, comparer avec le texte initial, mettre en forme le texte final en essayant de ne pas se faire trop influencer par la syntaxe de la machine. Bref, il réalise un travail fastidieux et ingrat que peu de traducteurs acceptent de faire. Et dans ce cas, 50% du coût total de la traduction sont consacrés à la révision.

De surcroît, à quoi bon traduire 30 000 à 40 000 mots à l'heure avec une machine puisque la révision humaine se fait entre 300 et 800 mots à l'heure !

Plus le champ de vocabulaire est large et plus le facteur d'erreurs est important. Notamment pour les unités sémantiques composées de plusieurs termes et dont le sens global ne correspond pas à la juxtaposition du sens de chaque mot. Sans compter les mots propres et les mots à plusieurs sens.

Subtilités

Par exemple, *Kitchen garden*, n'est pas un jardin de cuisine mais un potager. Ou encore, comment traduire tout simplement : *Je suis un homme ? S'agit-il de suivre ou d'être ?*

Autre exemple : La machine est incapable de traduire *La belle porte le voile*. Est-ce une jolie femme revêtue d'un voile, ou une porte particulièrement esthétique qui dissimule quelque chose ?

En d'autres termes, ce n'est certainement pas demain que la machine pourra traduire Proust, Baudelaire ou Le Clézio.

Tout pourtant avait bien commencé. Dès 1954, l'université américaine de Georgetown engageait un ambitieux programme. La guerre froide battait son plein, et toutes les informations émanant de l'Union soviétique étaient intéressantes. A coups de millions de dollars, le Pentagone pensait pouvoir obtenir chaque matin une rapide et parfaite traduction de la *Pravda*. Mais en 1967, les résultats ne brillèrent pas par leur précision. Contresens nombreux et traductions parfois un peu fantaisistes poussèrent le Sénat américain à se pencher de nouveau sur la question. Une enquête fut même ouverte, et la commission fournit un rapport où il était affirmé que la traduction automatique par ordinateur ne donnerait jamais

les résultats escomptés. Treize années de travail pour rien !

Aux États-Unis, et partout dans le monde, les recherches sur la traduction automatique cessèrent alors pratiquement. Plus précisément, la recherche sur l'ordinateur-traducteur ne déchaîna plus l'enthousiasme et les budgets qu'on lui consacrait ici et là avaient fondu comme neige au soleil.

Toutefois, dès 1970, Peter Thomas mettait au point, aux États-Unis, un système baptisé Systran qui traduisait à l'origine le russe en anglais. Depuis, Systran fonctionne dans de nombreuses langues. Il a été perfectionné au fil des années et impose, à encore, une importante révision humaine.

Ce système a été acheté en 1976 par la Communauté européenne, tout d'abord dans la version anglais-français, puis français-anglais et enfin anglais-italien. Les services de traduction de la C.E.E. comptent en effet déjà près de mille cinq cents interprètes. Et si la Communauté s'étend à de nouveaux pays, le nombre de langues officielles pourrait croître. Aussi, face aux gros volumes de traductions nécessaires, la C.E.E. a rapidement choisi l'aide de l'ordinateur. (1).

Depuis onze ans, le volume des traductions progresse, dans le monde entier, d'environ 5% par an. Toutefois, moins de 10% des publications éditées actuellement dans le monde sont traduites. Autant dire qu'il reste beaucoup de travail pour les professionnels de la traduction qui, s'ils seront restés vigilants, devront utiliser l'ordinateur comme un simple auxiliaire.

(1) Lire « EUROTRA : traduction européenne par ordinateur » dans le *Monde* du 7 avril (supplément « Europe »).

ANNIE BATILE

REPÈRES

Des pigres pour les arbres

Il faut souvent élaguer les arbres qui bordent les rues et les avenues où passent les lignes de distribution d'électricité.

Une dizaine de compagnies d'électricité américaines ont mis en œuvre des programmes expérimentaux visant à retarder la croissance de ces arbres par des injections dans leurs troncs de deux produits chimiques dénommés « Sto-Gro » et « Atrial ». La société Ohio Edison projette de traiter ainsi progressivement jusqu'à quarante mille arbres d'ici à 1985 et d'économiser 200 000 dollars par an en ne procédant plus à leur élagage que tous les quatre ans. (Epi News, journal de l'Institut de recherches de l'industrie électrique p.o. box 104/2, Palo Alto California 94303 USA).

Initiative individuelle

Miss Jennie Asta, de York (Grande-Bretagne), artisan, a imaginé un moyen pour obliger son gouvernement à transférer une part de son budget militaire aux populations des pays en voie de développement. Elle a déduit du montant de ses impôts sur le revenu les 40 % qui constituent à ses yeux la part de sa contribution consacrée par le gouvernement aux dépenses d'armement, et elle a établi un second chèque de ce même montant à l'adresse du ministère chargé de l'aide aux pays en voie de développement.

Après de longues querelles avec les autorités, le directeur des impôts à Londres a donné raison à Miss Asta (après l'inter-

vention d'un député travailliste, Alex Lyon), qui a ainsi acquis le droit d'empêcher le gouvernement de dépenser en armements l'argent qu'elle lui verse et qui a déclaré : « Si de nombreux contribuables unissent de ce droit discrétionnaire dans le cadre de la loi, cela serait des conséquences énormes. » (The Guardian).

Nourissons : sur le dos

Depuis dix ans, à l'exemple des Américains, les nourissons français étaient couchés sur le ventre. Cette mode est de plus en plus remise en cause. Elle serait susceptible de provoquer diverses malformations au niveau du visage, de la colonne vertébrale et des membres inférieurs.

Lors d'un récent congrès médical à Philadelphie, un stomatologue, le docteur Hal Huggins, a ainsi signalé aux participants des déformations faciales provoquant une mauvaise dentition ultérieure. Cette mise en garde rejoint l'article du docteur Christine Franco (service de santé scolaire à Champagnole, Jura) paru dans la *Revue d'hygiène et de médecine scolaire* de décembre 1980. Les inconvénients provoqués par de telles méthodes dépassent largement les quelques avantages hypothétiques qui lui étaient attribués. On recommandait, en particulier, la position sur le ventre, pour éviter les accidents de déglutition entraînant la mort de l'enfant dans un tableau de mort subite du nourrisson, handicap des mères.

Or les récents travaux effectués dans ce domaine orientent plus vers une anomalie cardio-respiratoire due au sommeil du nourrisson qu'à une fondation bronchique par régurgitation. (Le *Quotidien du médecin*, 7, avenue de la République, 75011 Paris. Tél. : 355-44-18).

BOITE A OUTILS

« La fin du monde n'aura pas lieu »

Cette affirmation de J. Peter Vajk, physicien américain, redonne du cœur au ventre avant le « passage de la ligne » de l'an 2000. Son livre appartient au rayon de plus en plus rare de la prospective optimiste. L'essentiel du développement est devant nous, sur Terre comme dans l'espace, estime l'auteur, parce qu'il n'y a pas de limite au savoir. M. Vajk ne dresse pas le tableau, comme Hermann Kahn, la liste des merveilles futures qui sauveront le monde. Il se borne à un échantillonnage à partir de ce que nous « connaissons » déjà et insiste sur la « nouvelle frontière » offerte par l'industrialisation de l'espace.

Il ne mésestime pas les obstacles nés de la prolifération des systèmes de valeurs et des objectifs, et l'idée peut-être la plus originale de son livre qui court à travers de nombreux chapitres est que « l'unité nécessaire... réside dans la poursuite commune de l'excellence », de la qualité. Cette notion, cette recherche peut combler les gouffres qui séparent souvent l'artiste du scientifique, l'humaniste du technologue. « Nous pouvons éliminer une bonne part du gaspillage et de la médiocrité dans notre vie quotidienne si nous prenons conscience que, lorsqu'une chose ne vaut pas la peine d'être bien faite, il vaudrait sans doute mieux ne pas la faire du tout. » Où la sagesse rejoint l'aventure de demain. « La fin du monde n'aura pas lieu », Edit. Seghers, coll. « Le visage de l'avenir », 1981.

bientôt

N° 2. Mai 1981.

COLUMBIA L'ODYSSÉE DE L'ESPACE

Les plus extraordinaires photos de l'exploit

Henri Laborit :
Un gouvernement mondial ?

Une nouvelle de
Robert Sheckley :
Le bazar des mondes

Charles Sheffield :
Les dix prochaines découvertes
scientifiques

Di-Maccio :
L'univers visionnaire d'un maître
du fantastique

Le magazine **bientôt** est en vente chez votre marchand de journaux 15 francs.



LA MOUCHE

VILLE

Au Middle West rien de nouveau...

TROIS villes des Etats-Unis ont suscité, entre les deux guerres, des études globales demeurées classiques dans l'histoire des Etats-Unis. Chacune des trois est représentative d'une certaine Amérique : Chicago, la métropole industrielle bouleversée par le brassage des populations ; Muncie, dans l'Etat d'Indiana, petite ville touchée par l'industrialisation et peuplée de ruraux venus des fermes voisines, et Newburyport, dans l'Etat de Massachusetts, caractéristique de l'Amérique traditionnelle.

L'étude sur Muncie du sociologue Robert Lynd, publiée sous le nom de *Middletown*, a eu un succès considérable et a été le premier ouvrage de sociologie à devenir un best-seller. En 1977, Ted Kaplow, professeur de sociologie à l'université de Charlottesville (Virginie), est revenu à Muncie et a refait la même enquête. Il nous a relaté, lors d'un récent séjour à Paris, les conditions et les résultats de sa recherche. Deux des ouvrages de Ted Kaplow ont été traduits en français : *L'enquête sociologique* et *Deux contre une, les coalitions dans les triades* (Armand Colin).

« Pouvez-vous nous rappeler l'histoire de « Middletown » ?
— « Middletown », c'est le nom d'une recherche dont l'histoire s'étend sur cinquante-cinq ans. Elle commence en 1924, lorsque Robert Lynd — qui fut mon premier professeur de sociologie — et son épouse Helen entreprirent l'étude de Muncie, une ville moyenne de l'Etat de l'Indiana, dans le Middle West des Etats-Unis. Ils voulaient faire l'ethnographie générale d'une ville dite typique, que ne singulariserait aucune caractéristique particulière.

En 1935, Robert Lynd est revenu à « Middletown » pour réétudier la ville et en particulier pour y observer les effets de la Grande Dépression, la crise économique des années 30, sur les institutions qu'il avait étudiées dix ans auparavant.

Les deux études successives de « Middletown » ont exercé une influence énorme sur la sociologie américaine et la sociologie mondiale, où elles ont introduit des idées capitales. Par exemple, contre l'idéologie régnante d'une égalité quasi absolue entre les habitants des petites collectivités urbaines, elles ont imposé l'idée qu'il y avait une stratification sociale indéniable. D'autre part, elles ont montré que les différents éléments qui composent une culture moderne changent continuellement, mais chacun à son propre rythme, sans coordination avec le rythme des autres.

L'essai de 1935 n'a pas été renouvelé, et on ne s'est plus intéressé à la répétition méthodique des études de collectivités urbaines entières, indispensables pourtant si l'on veut saisir les changements sociaux de manière détaillée et précise.

Aussi ai-je entrepris en 1977, avec mes collaborateurs Bahr et Chadwick et une vingtaine d'autres sociologues, de réaliser une troisième réplique de l'étude originale — *Middletown III*.

Nous ne cherchions pas à prouver une thèse quelconque, mais simplement à découvrir ce qui s'était produit de nouveau à « Middletown » depuis cinquante ans. Nous pensions que les résultats seraient intéressants, du simple fait qu'il n'existe pas actuellement d'études répétitives de collectivités urbaines, et que tout le monde parle bien de changements sociaux, mais que personne n'a pris la peine de com-

En 1924, le sociologue américain Robert Lynd lançait une grande enquête dans une ville moyenne américaine : « Middletown ». En 1977, un autre sociologue, Ted Kaplow, y est retourné. Une surprise l'attendait : en cinquante ans, les choses n'avaient guère changé...

MICHEL AMIOT

rer très précisément deux situations à des moments différents du temps. Ainsi on vous parle souvent de « la famille traditionnelle », mais, dans la plupart des cas, on ne vous dit pas clairement s'il s'agit de la famille d'il y a dix ans, ou de celle du dix-huitième siècle !

Identiques

En nous tenant au cadre expérimental des Lynd, nous avons accumulé une masse énorme d'informations. Nous avons en particulier fait quelque dix-sept sondages en trois ans sur une grande variété de sujets : travail, vie familiale, vie religieuse, cycle des fêtes civiques, attitudes à l'égard du gouvernement, connaissance de l'actualité... Pour quatre de ces sondages, on a utilisé exactement les mêmes questions que les Lynd. Par exemple, ils avaient fait passer un questionnaire très détaillé aux écoliers du collège d'enseignement secondaire. Nous avons répété la même expérience sur les 4 500 élèves d'aujourd'hui. C'est à cette occasion que s'est produit l'événement le plus important de notre recherche. Ce fut en effet un très grand étonnement de découvrir que plusieurs des réponses de nos écoliers étaient plus ou moins identiques à celles de leurs prédécesseurs,

cinquante-cinq ans auparavant, dans des domaines où nous n'attendions pas de ressemblances entre le passé et le présent.

C'est le cas du patriotisme. Tout le monde pense que, depuis la guerre du Vietnam et les mouvements de contestation des années 60, le patriotisme des jeunes a décliné ou disparu. Eh bien, nous avons découvert que les réponses aux questions relatives au patriotisme dénotaient l'existence d'un patriotisme aussi fort chez les jeunes d'aujourd'hui qu'il l'était dans la jeunesse de leurs grands-parents.

Il y avait même des ressemblances curieuses. Les Lynd avaient demandé aux écoliers leur opinion sur la proposition suivante : « Le dernier gouvernement travailliste a été une catastrophe pour l'Angleterre ». Or cette question pouvait se poser exactement de la même manière en 1977, parce que l'Angleterre venait d'avoir un gouvernement travailliste ! Les réponses ont été tout aussi nuancées que la première fois.

Cela signifie-t-il que rien n'a changé à « Middletown » en cinquante ans ?

Non, les choses ont changé, sur le plan local, dans trois domaines. D'abord les réponses des garçons et des filles sont beaucoup plus semblables qu'a-

paravant. Ensuite les différences constatées, dans la première étude, entre la classe ouvrière et la bourgeoisie locale sont presque invisibles aujourd'hui. Enfin, il s'est produit sur le plan des valeurs une transformation plus complexe : la génération actuelle adhère avec autant de force aux mêmes valeurs que la génération de ses grands-parents, mais sans le chauvinisme de ces derniers. Par exemple les croyances religieuses ne se sont pas affaiblies. Les enfants de 1977 ont les mêmes idées religieuses, grosso modo, que ceux de 1924 (et les Lynd observaient que ces idées n'avaient pas beaucoup changé depuis 1890 !). Mais ils n'ont cessé de croire que ces idées étaient les seules possibles, ou même les meilleures possibles. De même, ils sont aussi attachés au drapeau qu'auparavant, mais sans croire que les institutions des Etats-Unis sont les meilleures du monde. La tolérance a énormément, et de façon frappante, gagné du terrain, mais sans que soient entamées les valeurs fondamentales.

Ce que nous avons découvert ainsi par hasard en commençant par les adolescents s'est trouvé confirmé par l'ensemble de l'étude. Nous avons été étonnés de nous trouver en face d'une société qui ne change pas très rapidement sur le plan local : la continuité et la stabilité sont plus frappantes que le changement.

Ralentissement

Les Lynd, eux, avaient, au contraire, été frappés par le changement intervenu entre 1890 et 1924 dans un grand nombre de domaines.

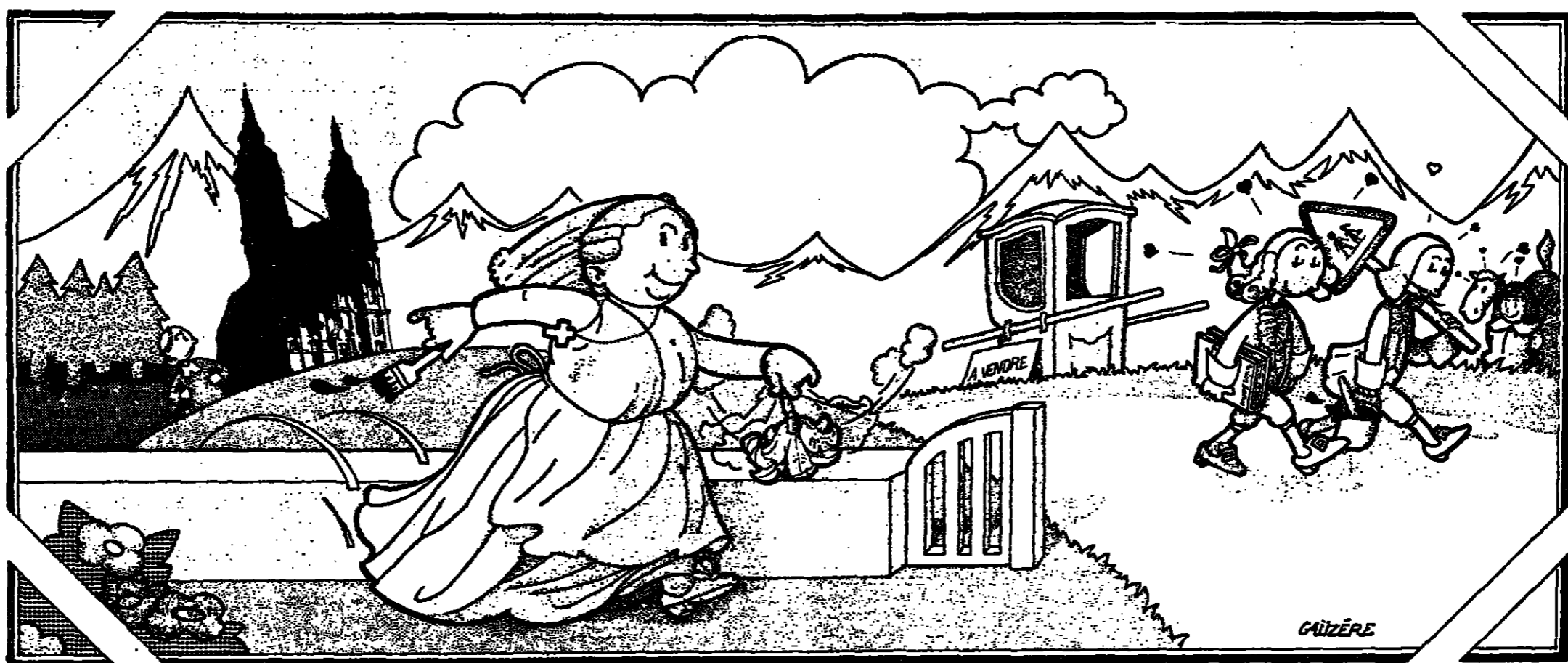
Le passage d'une phase à une autre est tout à fait compréhensible. On peut montrer clairement que la modernisation, qui est le moteur du changement au dix-neuvième siècle, s'est beau-

coup ralentie depuis 1924, quel que soit l'indicateur retenu parmi la cinquantaine d'indicateurs possibles : taux de croissance du nombre de téléphones par habitant, évolution du pourcentage d'enfants scolarisés, baisse de la mortalité infantile... On constate que, de l'indice global de modernisation de 1890 à celui de 1924, il y a une croissance beaucoup plus rapide qu'après 1924. La courbe de la modernisation est passée par un point d'inflexion peu après la première guerre mondiale. Pour la plupart des gens qui vivent à « Middletown », la vie n'est pas tellement différente de celle de leurs grands-parents : en 1924, comme aujourd'hui, la voiture occupait une place importante dans la vie familiale ; la plupart des familles habitaient des maisons individuelles ; le dimanche était une journée spéciale pour tout le monde. C'était le même univers. Tout au contraire, comme les Lynd le font remarquer, un observateur qui se serait endormi dans « Middletown » en 1890 pour se réveiller en 1924 n'aurait plus rien reconnu.

Ce que nous avons découvert peut se résumer ainsi : les différences entre les classes sociales se sont amoindries, mais de façon inattendue. On parle beaucoup d'embourgeoisement de la classe ouvrière, et il est vrai que, nous aussi, nous avons trouvé des signes de son embourgeoisement, surtout dans l'aménagement intérieur des maisons. Mais bien plus profondément, il est manifeste qu'un processus inverse est à l'œuvre.

En particulier on constate que les conditions de vie de la femme bourgeoise d'aujourd'hui ressemblent beaucoup plus à celles de la femme ouvrière d'autrefois qu'à celle de la femme bourgeoise.

(Lire la suite page XIV).



JEAN-PIERRE GAUZÈRE

vinces autrichiennes, étaient insuffisants pour promouvoir un État véritablement moderne. Il fallait donc augmenter la richesse de l'État et adapter les institutions.

C'est après la paix revenue (Aix-la-Chapelle, 1748) que l'Autriche entra résolument dans l'ère des réformes. Cet engagement n'alla pas sans hésitations sur la voie à suivre — dans les années 1760 et sous l'influence de Kaunitz, on revint sur les premières réformes de 1749, celles de Haugwitz, — et sans douloureux drames de conscience pour l'impératrice. Celle-ci était à la fois attachée au passé Habsbourg, et en particulier à l'option fondamentale que ses ancêtres avaient prise au seizième et dix-septième siècles d'être le principal pilier du catholicisme romain contre le protestantisme, et, d'autre part, elle n'était pas étrangère à l'esprit nouveau qui circulait en Europe. Elle en repoussait les audaces, elle en craignait les effets sur la religion et sur les mœurs, mais, en même temps, elle était sensible à la nécessité, exprimée par maints philosophes, Montesquieu au premier chef, d'avoir une bonne législation, tout comme elle considérait favorablement l'essor économique et les progrès de l'instruction, susceptibles d'augmenter le bien-être et le bonheur de ses peuples.

Aux motivations anciennes du paternalisme vertueux s'ajoutait donc la conception moderne d'un État élargissant ses compétences à des domaines jusque-là abandonnés à des groupes ou corps privilégiés, l'économie à la noblesse foncière et l'enseignement à l'Eglise. Dans cette tâche, la souveraine fut aidée, soutenue et parfois poussée, par une cohorte de ministres et de fonctionnaires éclairés, dont le chef de file fut le chancelier Kaunitz (à tel point qu'on a pu parler de kaunitisme). En cela, la situation autrichienne était radicalement différente de celle qui prévalait en France. Dans le royaume de Louis XV, les philosophes n'étaient pas au pouvoir mais dans l'opposition, et, à quelques exceptions près, pensés à Turgot ou à Malesherbes, les ministres ne furent nullement les tenants des Lumières. A Vienne, l'*Aufklärung* recrutée dans la haute aristocratie cultivée, et plus encore dans les milieux gouvernementaux, soucieux d'économie politique — on disait alors les sciences camérales — et désireux d'améliorer le fonctionnement de l'État.

Cette relative conjonction du pouvoir et des Lumières fut facilitée par le fait que, en Europe centrale, les idées nouvelles n'étaient pas aussi corrosives de l'ordre ancien qu'en France, en particulier elles ne se présentaient pas comme une attaque régle de l'Eglise et de la religion. En dépit de Voltaire, pour qui les Lumières ne venaient que du Nord — elles étaient alors pro-

testantes en Prusse et orthodoxes en Russie, — il y eut un authentique courant éclairé catholique, dont l'Autriche de Marie-Thérèse fut le meilleur exemple.

Justice

Les domaines sur lesquels souffla le vent de réformes sont multiples. La législation fit de grands progrès. Posséder un appareil de lois claires et codifiées permettant une justice plus équitable et plus prompt fut le but de nombreux souverains du dix-huitième siècle. Au moment où l'État des Habsbourg s'efforçait de réduire, sinon de supprimer, les privilèges des divers corps sociaux, noblesse, clergé, Eglise, villes et corporations, comme ceux des diètes et assemblées provinciales, pour construire un État absolutiste, centralisé et bureaucratique, il importait que ce nouvel État, disposant d'une souveraineté ni partagée ni limitée, ne fût pas pour ses citoyens un nouveau Léviathan. Il fallait donc séparer la justice de l'administration proprement dite et garantir par des codes dûment promulgués un certain nombre de libertés et de libertés relevant du droit privé. Selon les leçons du juriste lombard Beccaria et son traité *Des délits et des peines* (1764), il convenait qu'à chaque crime correspondît un châtiment précis et que tout homme sût à quoi il s'exposait s'il violait la loi. (*Nulla poena sine lege*). Ainsi l'État absolutiste était-il en même temps l'État du droit (*Rechtsstaat*).

Il n'est pas de justice sans justice sociale. Le problème le plus

aigu dans la monarchie thérosienne était la situation des paysans, dont le sort n'avait cessé de s'aggraver pendant les deux derniers siècles. Le développement de la grande propriété nobiliaire avait accru les exigences des seigneurs tant en argent qu'en travail gratuit : c'est essentiellement à cause de la lourdeur de la corvée (*robot* en tchèque) que les historiens emploient l'expression de nouveau servage ou second servage pour distinguer la condition paysanne à la période moderne de celle qui prévalut pendant le Moyen Âge classique. Pour des raisons économiques — on savait la faible rentabilité de la corvée, — financières, militaires et démographiques, — c'est le paysan qui payait la plus grande partie des impôts et fournissait les recrues, — mais aussi en accord avec les thèses physiocratiques, la pensée philanthropique des Lumières et les courants préromantiques du temps, le paysan et la famille paysanne devinrent le centre de tous les intérêts.

La grande révolte paysanne qui enflamma la Bohême et la Moravie en 1775 entraîna la promulgation d'une patente adoucissant la corvée. Comme le prouve une lettre à son fils l'archiduc Ferdinand, gouverneur à Milan, Marie-Thérèse s'était ralliée à l'opinion de quelques conseillers réformateurs qui préconisaient l'abolition totale du travail servile. Elle dut reculer devant l'opposition des grands seigneurs et des ministres eux-mêmes. Mais les jalons étaient posés pour la réforme agraire de la décennie suivante. Et l'État, désormais, intervenait dans ce secteur, longtemps chassé gardée de la noblesse, des rapports entre seigneurs et paysans. Au retard des

structures sociales s'ajoutaient un retard culturel, une véritable « détresse de l'éducation », rendue encore plus flagrante par la comparaison avec les universités fécondes et prospères de l'Allemagne protestante, Halle et Göttingen principalement. Un tel constat mettait en cause l'omnipotence en ce domaine de l'Eglise catholique et de son fer de lance pour l'enseignement : les jésuites. L'introduction des réformes fut un médecin hollandais, Gérard van Swieten, à qui sa religion catholique interdisait l'exercice de sa profession dans les Provinces-Unies protestantes (l'intolérance n'est pas un privilège catholique !). Médecin et ami personnel de Marie-Thérèse, président de la bibliothèque de cour, van Swieten s'attaqua dès 1750 à la réforme de l'université de médecine dont l'enseignement était particulièrement sclérosé. A la faculté de droit, la jurisprudence fut introduite et on créa des chaires de sciences camérales. La censure, accaparée par les jésuites, redevint une prérogative de l'État.

La suppression de la Compagnie de Jésus en 1773, à laquelle Marie-Thérèse fut étrangère, mais qu'elle dut entériner, non sans regret, entraîna la nécessité d'une refonte totale du système éducatif. La grande ordonnance de 1774 organisait le réseau des écoles primaires et secondaires ; la réforme s'étendit à la Hongrie trois ans plus tard. Dans les dernières années du règne, la commission pour l'éducation, animée par Martini, définit les grands objectifs, dont la réalisation fut menée énergiquement à partir de 1781 par le fils de van Swieten.

Les catholiques

Toucher à l'enseignement, c'était déjà s'attaquer à l'Eglise. C'est la politique ecclésiastique qui permit le mieux de saisir la personnalité de l'impératrice, ses convictions profondes, ses hésitations, ses déchirements. Il est bien établi maintenant que le josphisme précéda Joseph II et que Marie-Thérèse, comme déjà certains de ses prédécesseurs, tint à ce que les limites soient claires entre ce qui ressortissait de l'État d'une part, de l'Eglise de l'autre. Elle s'irritait des empiètements d'une institution qui en faisait un État dans l'État. Elle tolérât mal la géographie ecclésiastique du temps qui plaçait sous la tutelle d'évêques étrangers certains districts de ses États. Elle tenait, d'autre part, à contrôler les rapports de ses évêques avec le pape et la curie.

Mais le préjosphisme thérosien ne concerne pas que les relations de l'Eglise et de l'État (*Staatskirchenuntum*) : ce fut aussi une réforme du catholicisme (*Reformkatholizismus*), à laquelle l'impératrice apporta tous ses soins. Marie-Thérèse fut une souveraine philo-janséniste.

Nous connaissons bien, maintenant, l'influence profonde qu'eurent la doctrine et plus encore la pratique pastorale janséniste sur l'impératrice et sa famille. Rompant avec une tradition bien établie, elle avait refusé que son confesseur fût un jésuite. Sa fille Marie-Antoinette, la future reine de France, avait un directeur de conscience janséniste. Ajoutons la pénétration en Autriche de l'influence de l'Italien Muratori et de son *Traité de la vraie dévotion*. Et l'on comprend l'effort pour améliorer l'encadrement pastoral, pour purger la religion des superstitions « baroques », pour restreindre les pèlerinages et les jours chômés, pour répandre en Autriche les « bons livres ». *Sana doctrina et Pastor bonus*, tels sont les maîtres-mots de l'Eglise thérosienne. Il n'est pas jusqu'à la fameuse patente de tolérance de Joseph II (1781) qui n'eût ses racines dans le règne de Marie-Thérèse.

L'impératrice n'était pas naturellement tolérante ; la disparité de religion défigurait un État et le protestantisme était une hérésie. Mais on peut suivre, chez Marie-Thérèse, la lente évolution vers une tolérance de fait, sinon de droit. Elle avait été fortement ébranlée par la découverte, en Moravie et dans les vallées alpines de ses États autrichiens, de communautés protestantes qui avaient résisté à deux siècles de contre-réforme. Le couteau valait-il devant tant d'obstination ? A la veille de la disparition de l'impératrice, une patente de tolérance était en chantier, sous l'égide de Kaunitz.

Les transformations furent importantes et la volonté de réformer indéniable, surtout dans l'ensemble territorial constitué par les pays autrichiens et la Bohême-Moravie. Car en Hongrie, dont la tradition de résistance à la centralisation viennoise et à la contre-réforme catholique s'était manifestée, de façon violente, jusqu'à l'aube du siècle, avec la guerre d'indépendance de François II Rakoczi (1703-1711), mais qui, en 1740, alors que la Bohême et même certaines provinces autrichiennes faisaient défection, avait sauvé la reine Marie-Thérèse d'un désastre total, face à la coalition de la Prusse, de la France et de la Bavière, la Hongrie donc fut épargnée et conserva, à peu de chose près, son antique Constitution aristocratique et nationale.

Mais dans le reste des États de la Maison d'Autriche naquit, dans le milieu des serviteurs de la monarchie fonctionnaires, bureaucrates, professeurs d'université, tout comme chez les intellectuels et les poètes, un nouvel état d'esprit au service d'un État moderne et éclairé, réformateur et laïcisé. D'un État plus unifié aussi, qui n'était plus l'amoncellement inorganique, dû à des successions heureuses — *Tu felix Austria nube* — de pro-

vinces disparates. Dans l'élite politique et intellectuelle, qui, quelle que fût son origine, parlait allemand, se développaient les germes d'une authentique conscience nationale autrichienne, antagoniste du prussisme, mais parfaitement compatible avec le *Landespatritismus*, cet attachement à la province ou au pays, fût-il slave.

En 1780, la monarchie autrichienne, malgré la perte de la riche Silésie (mais elle a gagné la Galicie lors du partage polonais de 1772), est incontestablement plus solide qu'elle ne l'était en 1740 ; et personne ne se hasarderait plus à prédire l'effondrement de ce grand État. Cette force est due au réformisme prudent d'une souveraine bien entourée, qui a su, en tenant compte des traditions et du passé de la monarchie, en acceptant, parfois de mauvais gré, les limites que cela imposait, faire passer son État du baroque aux Lumières, tout en préservant la cohésion morale de l'ensemble. Les voies étaient frayées pour un successeur dont le volontarisme et le radicalisme n'eurent pas des effets aussi bénéfiques.

Que reste-t-il d'une Marie-Thérèse baroque ? Sa piété était plus austère qu'ostentatoire et sa vie quotidienne plus besogneuse qu'éclatante. Un cadre de vie, Schönbrunn ? Ce n'est même pas sûr. La floraison architecturale baroque, commencée après 1683, lorsque fut définitivement levée l'hypothèque turque, se termina en 1740. Pour conjurer la maladie et l'épidémie, on dressait au dix-septième siècle la fameuse colonne de la Peste sur le *Graben* ; et le père de Marie-Thérèse, l'empereur Charles VI (1713-1740) élevait une église votive, la *Karlskirche*. Sous l'impératrice, on construisit des hôpitaux. C'est le signe d'une mutation fondamentale vers l'État d'aujourd'hui. Aussi n'est-il pas étonnant que le bicentenaire de la mort de Marie-Thérèse ait été célébré en Autriche avec une solennité et même une ferveur inaccoutumées.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Victor-L. Tapie, *Monarchie et peuples du Danube*, Fayard, 1969. L'Europe de Marie-Thérèse. Du baroque aux Lumières, Fayard, 1973.
- Olga Wormser, *Marie-Thérèse impératrice*, Club français du livre, 1961.
- Maria Theresia und ihre Zeit. Eine Darstellung der Epoche von 1740-1780 an Anlass der 200. Wiederkehr des Todesjages der Kaiserin. Publié par Walter Koschatzky. Vienne, Residenz Verlag, 1980.
- Maria Theresia und ihre Zeit. Zur 200. Wiederkehr des Todesjages. Catalogue de l'exposition du château de Schönbrunn, 13 mai - 26 octobre 1980. Vienne, 1980.

En attendant les actes du symposium international tenu à Vienne du 20 au 23 octobre 1980 sous l'égide du ministère fédéral des Sciences et de la recherche.

GUY BECHTEL
JEAN-CLAUDE CARRIERE

Le livre des BISARRES

offrant une galerie extraordinaire de personnages extravagants, de tous les temps et de tous les pays, des excentriques, des originaux, des tyrans et des ermites, des illuminés et des solitaires, des dandys et des misérables, des empereurs, des inventeurs, des lunatiques et des maniaques...

est en vente dans toutes les (bonnes) librairies

ROBERT LAFFONT

NUMISMATIQUE

Un nouveau-né : le scripophile

ALAIN WEIL

DIVERSIFICATION... Ce mot d'ordre qui connut, un certain temps, une grande faveur parmi les entreprises industrielles peut parfois s'appliquer au domaine des collections. Ainsi la numismatique, déjà riche de nombreuses spécialités (monnaies, jetons, médailles, poids monétaires, papier-monnaie...), vient-elle récemment de voir son champ d'action s'étendre à une nouvelle sorte de collection, la « scripophilie ».

La scripophilie s'intéresse à toutes les formes de vieilles valeurs financières : titres, actions, obligations, emprunts, coupons, valeurs qui ont été cotées sur une quelconque place boursière. Bien entendu, les titres collectionnés sont des titres « hors valeur », c'est-à-dire des titres qui ne sont plus cotés par la Compagnie des agents de change. Bien que la grande période de floraison des actions corresponde à l'essor du monde industriel et capitaliste au dix-neuvième siècle, on connaît des titres plus anciens du dix-huitième et même du dix-septième siècle, comme ceux, créés en 1606 en Hollande, pour la Compagnie des Indes, et il est vraisemblable que les grands établissements financiers de Gènes ou de Venise émettent des titres dès le quinzième siècle, mais ces documents ne nous sont pas parvenus.

Comment est née la scripophilie ? Sans doute de l'intérêt qu'ont pris certains professionnels de la Bourse pour des vieux documents qu'ils ne pouvaient plus coter et qui, dès lors, paraissent, au mieux, au fond d'un tiroir ou d'un coffre et, au pire, dans les flammes d'un feu purifi-

Un titre enviable

En dehors de l'intérêt esthétique, bien d'autres facteurs concourent à rendre un titre enviable pour le collectionneur et à lui conférer une « cote » importante : la valeur historique ou documentaire de l'action, sa rareté, son ancienneté, la présence de signatures autographes célèbres sont ainsi des facteurs

importants du prix des titres de collection.

La notion de rareté, en scripophilie, est encore difficile à cerner, car le marché est récent et de nombreuses inventions de « trésors » scripophiliques sont encore à attendre. Toutefois, le chiffre de l'émission initiale d'un titre donne déjà une indication de sa rareté, indication qui pourra être complétée par l'expérience et par des recherches appropriées (recherche des augmentations de capital par exemple) : on retrouve alors les mêmes problèmes que ceux auxquels est confronté le numismate lorsqu'il étudie les phénomènes d'apparition et de disparition des espèces monétaires (émission, théaurisation, refontes, etc.).

L'ancienneté est aussi un facteur sûr de rareté ; plus on remonte dans le temps, plus les documents se font rares (ce qui n'est pas du tout le cas pour la monnaie) ; que le document soit humble comme l'emprunt de Solidarité de 6 sols émis en 1793 sur des cartes à jouer par la ville de Saint-Maixent, ou bien somptueux comme la superbe obligation émise en 1749 par la Compagnie royale de San-Fernando de Séville, il sera toujours très recherché par le scripophile averti.

Un titre peut très bien être acheté pour sa seule valeur décorative et trouver, encadré, sa place au salon ou au bureau. Dans ce cas, le titre peut se comparer à l'estampe ou à l'affiche en tant que multiple imprimé à valeur décorative. Mais si l'acheteur n'est pas occasionnel, si c'est un véritable collectionneur, alors il saura discerner — outre la valeur esthétique — tout le contexte historique, sociologique et économique du document : il classera ses titres par thèmes, il étudiera l'histoire, il fera des rapprochements entre les diverses branches de sa collection, et un des grands charmes de la scripophilie est justement sa variété. Si bien que les collectionneurs viennent d'un peu tous les horizons.

Les premiers furent, comme nous l'avons dit, ceux que leur profession financière prédisposait à ce type de collection : boursiers, agents de change et banquiers. Puis une nouvelle vague d'amateurs s'intéressa tout spécialement à l'aspect décoratif des

vieux titres. Maintenant que la scripophilie commence à être mieux connue du grand public, on s'aperçoit que les collectionneurs s'intéressent à de très nombreux thèmes.

La Grande-Roue

Il y a des adeptes de Paris et de son histoire (actions de la Grande-Roue de Paris, des anciens palais ou restaurants parisiens, des théâtres, des compagnies immobilières, etc.) ; il y a des inconditionnels de la locomotion (train, avion ou bateau), avec les actions de Citroën ou d'Hispano-Suiza, des Etablissements Blériot ou des Avions René Coudré ; d'autres amateurs s'intéressent plus particulièrement à la presse, à l'édition, à la publicité, à la banque ; d'autres encore au commerce ou à l'industrie, mine quasi inépuisable de vieux titres ; les cinéphilas rechercheront le très joli titre de la société Lutèce Films, illustré d'une belle vue de Notre-Dame, ou la très décorative action de la Société des films Eclipse ; les amateurs de curiosités, enfin, pourront acquiescer l'action de la Société franco-anglaise pour la fabrication des huiles spermocytiques artificielles ou les titres exotiques du Chemin de fer du canal de Panama, pour lesquels les Français versèrent tant d'argent, à moins qu'ils ne préfèrent le tout aussi hypothétique creusement du tunnel sous la Manche, qu'annonçait dès 1892 la Channel Tunnel Railway Preliminary Company !

En conclusion, le titre de collection, qui, par sa nature même, est apparemment comme spécialisé à la numismatique, est, en fait, le confluent d'au moins trois domaines : numismatique, estampe, souvenir historique. C'est cette complexité et ce mélange des genres qui en font, assurément, toute la richesse et qui séduisent de nombreux collectionneurs venus d'horizons très différents, si bien qu'on peut, sans grand risque d'erreur, augurer d'un bel avenir pour ce nouveau-né de la numismatique.

• Bibliographie : François Bayle, *Le Livre de Richesses* (Ed. Encre) ; Guy Cifré, *Actions et valeurs de collection* (en préparation). Catalogues de ventes publiques.

GÉNÉALOGIE

Du portrait

PIERRE GALLERY

NOTRE premier objectif consiste, manifestement, à dénombrer, à dénommer les aïeux. Toutefois, ce n'est là qu'une première démarche, indispensable, mais elle n'est pas une fin en soi. L'étude de la vie des ascendants, de leur petite histoire, comme de la grande qui les a environnés, constitue l'aboutissement principal de la généalogie.

Parmi tous les éléments que l'on envisage alors, la quête, la présentation et l'étude de l'icongraphie, et tout spécialement des portraits, viennent en droite ligne.

La découverte des photographies des plus proches n'en est pas vraiment une. Elle se résume le plus souvent au choix de la meilleure épreuve. Toutefois, si l'on ne ressortit pas à une famille royale ou ducal, avec une galerie de portraits pour chacune des lignées, il faut partir à la chasse presque aussitôt. Et, tout le monde le sait, le meilleur chasseur revient parfois bredouille.

En effet, si la recherche généalogique elle-même, à travers les vieilles archives, se révèle fréquemment pleine d'embûches et si celle menée chez les cousins éloignés, souvent peu connus sinon tout à fait inconnus, n'est pas moins difficile, celle-ci se présente sans doute comme la plus ardue de toutes.

Point du tout, direz-vous : pour les ascendants, on ne peut se permettre d'en oublier un seul ; pour les collatéraux contemporains, il est quand même possible de choisir ceux qu'on sait les plus sympathiques... D'autant qu'ils pourront sûrement nous renseigner sur les autres.

Nous renseigner peut-être, mais nous prêter l'unique photographie du trisaïeul que conserve comme une relique la vieille tante Adèle, ils ne le pourront pas. Il faut se rendre sur place, user de tous les stratagèmes pour se faire montrer le vieux portrait et pour obtenir l'autorisation d'en prendre immédiatement une photographie. Pût au ciel alors que la tante en question n'ait pas catégoriquement refusé d'apporter le vieux album sous le prétexte que le ménage n'a pas été fait et qu'il est couvert de poussière !

Dans un tel cas, il faut prendre rendez-vous et revenir, parfois revenir inlassablement.

Dans d'autres situations, les parents éloignés ne comprennent pas : « Pourquoi donc vous intéressez-vous à tout cela ? », « Quels bénéfices en tirez-vous ? », « Laissez donc les morts dormir en paix ! ».

Le cas s'est même présenté d'un jeune couple qui avait donné comme livre d'images à ses enfants de trois-quatre ans l'album où la grand-mère avait soigneusement rangé toutes les photographies de la famille.

Toutes les éventualités peuvent survenir, même de découvrir le portrait de l'aïeul au dépôt des archives départementales dans son dossier personnel de fonctionnaire ou dans les archives, par bonheur déposées, d'une quelconque entreprise privée.

Présentation

L'un des moyens les plus efficaces de persuader les personnes réticentes consiste à leur présenter un alléchant tableau « tapé à l'œil » des premières générations, sur lequel figurent les photographies déjà retrouvées et une petite biographie de chaque ancêtre, assortie de la reproduction de sa signature. L'effet produit convainc généralement.

De toute façon, que ce soit comme matériel de persuasion ou pour réaliser la somme de son travail, le généalogiste songe toujours à présenter avec art ses découvertes.

Entre autres possibilités, cette présentation peut prendre la forme d'un tableau plus ou moins résumé que l'on accroche au mur de son salon ou de son bureau, d'un très long dépliant caché sous l'apparence d'un gros livre d'art, ou encore d'une étude, page après page, d'un classeur de belle présentation, de la biographie largement illustrée des ascendants récents, chacun d'eux étant suivi du tableau exhaustif de ses quartiers généalogiques retrouvés.

Le tableau classique demi-circulaire, proposé par les principales sociétés d'amateurs, est bien présenté. Toutefois, il atteint vite ses limites, par manque de place, aussi bien pour présenter la photographie des ancêtres, de leur signature, de leur domicile (ou de ce qui reste maintenant de celui-ci) que pour inscrire les quartiers généalogiques les plus éloignés.

Aussi si l'amateur est un peu artiste, s'il a de l'imagination et du goût, il préfère sa propre création :

« Il y a là, me semble-t-il, quelques impératifs à concilier : que le chercheur puisse consulter rapidement son tableau généalogique, que ce tableau soit techniquement bien fait, mais aussi artistique, et, enfin — ce qui me paraît important — que la vue n'en soit pas systématiquement imposée à tous les visiteurs qui pénètrent dans le salon ou le bureau du « De cujus », et qui n'ont pas à être informés de la naissance de sa grand-mère ou du pays d'origine de son arrière-grand-père L. (...).

J'ai adopté une présentation sur triptyque (à la portée de n'importe quel bricoleur), cela pour la discrétion, et aussi pour la bonne conservation des images. Une fois ouverts, les volets montrent un montage photographique des portraits d'ascendants directs (paternels à gauche, maternels à droite) ; ici, en l'espèce, sur sept générations ; la lecture en est immédiate. Au centre, un carré orné aux angles de photographies, rehaussées à la gouache, de cartes du milieu du dix-huitième siècle : sur ces photos, une par quartier, des petits clous dorés indiquent le lieu de naissance des soixante-quatre ancêtres de la septième génération. Le tableau proprement dit est collé sur un cercle qui pivote sur un axe (pour commodité de lecture). Le tout permet de placer dans un même quart de triptyque tout ce qui a trait à un même quartier. » (Michel Guillemin, Montluçon).

Outre le plaisir de connaître en quelque sorte physiquement nos aïeux, grâce à leur photographie, avez-vous pensé que l'examen des traits du visage, à l'égal de celui de l'écriture, permettait de découvrir le tempérament et le caractère de l'intéressé ?

Le portrait des ascendants a été réalisé pour presque tout le monde depuis une centaine d'années. En effet, la photographie existe depuis 1860 et s'est répandue très rapidement à travers le pays grâce aux marchands ambulants qui « faisaient » les mariages et les fêtes, les mariages et les enterrements... Il est possible, en général, de retrouver la photographie de plusieurs dizaines d'ancêtres. Au fanatique qu'est tout généalogiste de les dépister !

ACHETONS
DÉBRIS D'OR

VIEUX BIJOUX
OR DENTAIRE
PIECES USAGÉES

51 F net le gramme

Courty 5-5-81
LE BIJOU D'OR
1, rue Saint-Jacques, PARIS-9
1^{er} étage - Tél. : 246-46-96

Au Middle West rien de nouveau...

(Suite de la page XI).

Très précisément, en 1924 les Lynd ont montré que plus de la moitié des femmes d'ouvriers travaillaient à l'extérieur du foyer, alors que le phénomène était presque inconnu dans les familles bourgeoises. Aujourd'hui la proportion des femmes d'ouvriers qui travaillent à l'extérieur du foyer ne s'est pas accrue, mais la proportion des femmes bourgeoises qui sont dans cette situation s'est élevée au même niveau, aux alentours de 55%.

Les femmes bourgeoises sont-elles dans les mêmes emplois que les femmes d'ouvriers ?

Elles sont en général dans des emplois de « cols blancs ». Mais ce qui est véritablement important, c'est que les femmes doivent travailler maintenant, ce qui n'était pas le cas autrefois. Il y a eu une perte de privilèges. Par exemple : dans la période antérieure, la plupart des familles ouvrières se réveillaient à six heures du matin pour être au travail avant huit heures, tandis que les familles bourgeoises restaient deux heures de plus au lit. Maintenant la différence a complètement disparu ; il semble même que les familles bourgeoises aient à se lever plus tôt que les ouvriers ! Par conséquent, il serait plus exact de parler de convergence des habitudes propres aux deux classes que d'embourgeoisement de la classe ouvrière.

Les sondages ont mis en relief un autre point capital : il s'agit de la vitalité des institutions privées par rapport aux institutions publiques. Tout ce qui est volontaire, pour ainsi dire : la

famille, la religion, les associations, les groupes d'amitié, toutes ces institutions sont extrêmement fortes, si on les compare aux services gouvernementaux.

Ainsi presque tous les indicateurs de la vie de famille que nous avons mesurés dénotent un renforcement de la vie familiale par rapport à 1924. Même si tout le monde a l'impression du contraire, les faits à « Middletown » sont incontestables. Il y a beaucoup plus de contacts aujourd'hui entre parents et enfants, maris et femmes ; les uns et les autres sont plus satisfaits de leur situation dans la famille, et ils s'entendent mieux qu'avant.

Même cette fameuse augmentation des divorces, nous ne pouvons la retrouver à « Middletown », et nous commençons à mettre en doute les chiffres nationaux, qui ne nous paraissent pas très fondés. Le taux de divorce de « Middletown » est presque le même aujourd'hui qu'il y a cinquante ans, après avoir beaucoup augmenté entre 1890 et 1924.

Le taux de mariage reste très élevé : l'âge du mariage n'a pratiquement pas changé. On a beaucoup parlé du nouveau style de vie expérimentale, qu'on retrouve à « Middletown » comme partout, mais, une fois réduits en chiffres, ce phénomène ne touche qu'un pourcentage infime des familles.

La foi décline

La vie religieuse est très forte. Bien plus, la courbe générale s'est inversée. On ne connaît pas la date du renverse-

ment, mais il y a eu un déclin de la vie religieuse entre 1890 et 1924, et un renouveau ensuite : l'assistance aux services religieux, la proportion des croyants dans la population, ont retrouvé leur niveau de 1890. La proportion des mariages religieux, la proportion des croyants dans la population, ont retrouvé leur niveau de 1890. La proportion des mariages religieux suit la même courbe : de 80% en 1890, elle est descendue à 60% vers 1924, puis remontée au niveau original.

Nous avons analysé aussi l'influence des grands intervenants extérieurs sur cette société statique. Le premier, c'est la télévision, qui reste allumée à « Middletown » en moyenne quatre à cinq heures par jour. Le second, c'est le gouvernement, dont la présence était minime en 1924, et qui dépense une moyenne de mille dollars par habitant chaque année dans la localité.

Il est impossible d'ignorer ces interventions, mais, d'une certaine manière, elles restent extérieures à la vie indigène, sans conséquence curieuse.

Ce qui est incompréhensible, dans le cas de la télévision, c'est que, au lieu de réduire le nombre des livres et des journaux, elle l'a augmenté. L'usage du mot imprimé a crié au cours de la période. De la même façon, les interventions massives du gouvernement fédéral dans la collectivité n'ont pas changé la distribution des biens d'une façon frappante, puisque tout le monde bénéficie en fin de compte des subsides fédéraux, et que ces subsides sont directement proportionnés au niveau économique des bénéficiaires : les différences sociales en sont maintenues ou renforcées.

Si nous avons trouvé à « Middletown » beaucoup plus de continuité que nous n'en attendions, cela ne veut pas dire que rien ne changera dans le futur. Notre recherche montre que le cours de l'histoire à l'échelon local n'est pas inévitable, qu'il ne s'est pas déroulé comme on pouvait le prévoir. La continuité constatée résulte plus d'une série d'accidents que du déroulement de nécessités objectives. C'est la même chose pour le futur : la continuité constatée sur deux générations peut tout à fait se maintenir ; mais, que les conditions se modifient de façon imprévisible, et alors les choses changent plus rapidement.

La ville a sans doute changé de taille : en cinquante ans, sa structure industrielle s'est profondément transformée. Est-ce vraiment comparable aujourd'hui à ce qu'elle était en 1924 ?

La ville de « Middletown » avait 35.000 habitants en 1924 ; elle est trois fois plus grande aujourd'hui. Mais sa place relative dans le réseau urbain des États-Unis est demeurée identique. La structure industrielle n'a pas notablement changé : la fabrique de verre qui monopolisait la presque totalité des emplois en 1924 a disparu, et la plupart des entreprises sont, comme avant, des sous-traitants de l'industrie automobile de Detroit ; elles subissent la crise générale qui affecte cette industrie aujourd'hui. De tous les points de vue possibles, « Middletown » est demeurée typique des États-Unis. Il y a quinze ans, mon ami Lazarsfeld avait cherché quelles étaient les localités les plus typiques des États-Unis, et l'ordinateur avait sorti trois noms de villes, parmi lesquels Muncie, notre « Middletown », qui se situe très près de la moyenne, sur presque tous les indicateurs.

مذاهب من راحل

XVI LE MONDE DIMANCHE
10 MAI 1981

Le Monde

DIMANCHE

COURRIER

Parti pris : anonymes ; Vies et moi : vu de Vézelay ;
Actuelles : profits

II

AUJOURD'HUI

Vies : Aisha debout...
Discount : les magasins de la crise ; Croquis
Solitaire : le journal le plus lu dans les terriers
Dépêche : S.O.S. policiers

III

IV

V

VI

Sérial : le combat de Sally Ndongo
Italie : l'avortement en question ; Reflets du monde

VII

VIII

DEMAIN

Alternatives : Henri Desroches et le bon usage de l'utopie
Traduction : l'ordinateur au pied de la lettre ; Crible

IX

X

CLEFS

Ville : au Middle West, rien de nouveau
Histoire : le réformisme prudent de Marie-Thérèse

XI

XII

CHRONIQUES

Namisme : un nouveau-né, le scripophile ;
Géologie : du portrait

XIV

CHRONOLOGIE

Avril 1981 dans le monde

XV

UNE NOUVELLE INÉDITE DE GABRIÈLE WOHMANN

Une détresse ordinaire

A H ! merci, merci beaucoup, comme c'était gentil à vous ! », s'écria M^{me} Bernheim, et elle sentit qu'elle se composait un visage sincèrement ému pour dire ces mots au téléphone, comme si son ancienne amie de la rue des Buis était là, sous ses yeux, en visite.

Avec chaleur et sans chercher ses mots - M^{me} Bernheim envoyait un peu cette aisance, elle qui se prenait si souvent à bredouiller, surtout au téléphone - cette femme qui avait à peu près son âge continuait à l'abreuver de paroles. Rien que des protestations d'affection. A l'en croire, cette amie ne se consolait point de voir toujours remise la joie d'un bon petit moment à deux avec M^{me} Bernheim. Un souhait ajourné depuis des mois ! Et pas beaucoup de chances de le réaliser dans l'immédiat, avec tous ces soucis... M^{me} Bernheim ne savait pas très bien. Ne devrait-elle pas un jour avouer une bonne fois qu'elle n'entendait vraiment plus comme autrefois ? Pourquoi cet aveu si simple lui coûtait-il tant ?

Et la voilà qui à nouveau se confondait en remerciements. Un sourire débordant d'affection fébrile crispait son visage. Elle essaya de détendre ses muscles. Un peu de sang-froid, ne rien laisser paraître, ce serait déjà mieux. L'autre, au téléphone, avec sa voix si agile à construire de longues phrases pressées, faisait silencieusement sa tête habituelle. Les femmes de l'âge de M^{me} Bernheim ne se gênaient absolument pas pour avouer les progrès du vieillissement de leur corps. Elles ne pouvaient « plus faire ça, ni ça, ni ça non plus », elles avaient du mal à lire, elles ne marchaient plus très vite et, naturellement, toutes sans exception, elles devenaient un peu sourdes.

« Mon mari, mon mari, mon mari » : l'information qui ponctua ce bavardage volubile, celle qui se détachait du torrent des petites nouvelles, du flot qui inondait son oreille fatiguée, déjà presque douloureuse. M^{me} Bernheim aurait aujourd'hui le même âge que le mari de l'ancienne voisine. Mais lui, se disait M^{me} Bernheim, habituée à le comparer à tous les maris encore vivants dans le cercle de ses connaissances, lui, il avait choisi la façon la plus discrète, de loin la plus digne, de prendre congé du monde, car il avait devancé toutes ces pertes de contrôle, ces impotences, ces décrépitudes si humiliantes et si peu esthétiques. Il était simplement devenu de plus en plus taciturne, de plus en plus faible, comme en apaisé.

Il est vrai qu'il gémissait beaucoup, mais elle ne voulait plus s'en souvenir. Curieusement, quand elle pensait au M^{me} Bernheim des avant-derniers et des derniers moments, elle revoyait toujours ses pieds tout blancs : même en saison froide, il répugnait à mettre des chaussettes et des chaussures, il restait le plus souvent pieds nus, allongé sur son fauteuil bas. Ses ongles aplatis la faisaient penser aux surpignes frais et propres de ses capucines. Ces petites pousses vertes : chaque fois qu'elle arrosait ou regardait ses plantes, elle pensait aux ongles de son mari, et, avec le

temps, ces images en arrivaient à se confondre pour elle, à prendre dans son imagination une place disproportionnée.

La voix de femme au téléphone marqua une pause, et M^{me} Bernheim crut son tour venu. « Comme c'était gentil à vous », dit-elle au hasard. Mais qu'y avait-il au fond de si gentil, pourquoi tant de reconnaissance, tant d'humilité ? A vrai dire, M^{me} Bernheim aurait volontiers oublié que c'était elle-même qui, tout à l'heure, dans son lamentable désarroi, n'avait rien trouvé de mieux que ce coup de téléphone. Elle devait bien s'avouer qu'elle avait appelé avec le secret espoir de parvenir à se faire inviter. Elle prit la résolution de ne plus s'exposer aux rebuffades des quelques anciennes connaissances qui lui restaient, de tous ces gens d'autrefois, d'avant la mort de son mari. Et si elle réfléchissait bien, c'était sa faute si elle se retrouvait isolée, car au temps de sa vie conjugale elle ne s'était guère soucieuse d'entretenir des amitiés personnelles, indépendantes.

Les maris des autres, pour la plupart, vivaient encore plus ou moins. M^{me} Bernheim se reprocha (mais trop mollement) ce « plus ou moins » : elle se répandit à nouveau en remerciements. Car au lieu d'un rendez-vous (trop de soucis pour l'instant, d'abord quatre semaines de cure en perspective, ensuite viendraient les enfants avec les petits-enfants, etc.), la voisine d'autrefois se proposait d'envoyer une boîte de chocolats à M^{me} Bernheim, dès aujourd'hui, une petite gâterie pour la reconforter.

MME BERNHEIM revoyait sans nostalgie aucune le chemin d'autrefois, qui allait de la rue des Buis au bureau de poste. Soudain, elle se félicita de n'avoir pas été invitée dans ce quartier quitté depuis plus de huit ans. La dernière fois qu'elle y était retournée, elle avait à peine senti le poids de l'émotion. Elle voyait non sans effroi s'engourdir sa sensibilité. Ni grandes joies ni grandes peines. Le vrai, le grand chagrin, ne venait plus la tourmenter. Comment le dire ? C'était comme lorsqu'on cherche à se rappeler le nom de quelqu'un. Un adieu. Une perte. Un deuil. Elle devait prendre garde que l'ennui ne vint s'y mêler. Ce qui restait : le désarroi. De ces jours qui passaient comme sans raison. Et puis on en arrivait à feuilleter son carnet d'adresses, mû par le besoin aveugle et indécis de trouver quelque part



MICHEL LASSERRE

En effet, les chocolats annoncés lui faisaient réellement plaisir. D'un côté, oui. Et de l'autre côté ? Laisse faire, ne te formalise pas de si peu, se persuadait-elle. Peu importe qu'on l'ait blessée, avec cette attention condescendante, de toute façon ces chocolats seraient sûrement délicieux. « Comme vous êtes gentille ! » Au fait, de quelle gentillesse remerciait-elle maintenant ? Ah ! oui : cette autre voisine qui, avant-hier soir, dans le petit cercle réuni pour une fête d'anniversaire, avait dit tant de bien d'elle. De M^{me} Bernheim qui avait eu le courage, à un âge si avancé, d'aller s'installer dans une banlieue inconnue où sûrement elle ne se sentait toujours pas chez elle, et qui se débrouillait seule depuis cinq ans (ou bien cela faisait-il déjà six ans ?). Admirable M^{me} Bernheim, en vérité !

« Comme c'était gentil à vous », dit M^{me} Bernheim, qui s'en voulait immédiatement de sa servilité. Mais elle avait beau faire tout son possible, elle n'arrivait pas à corriger son ton, à se défaire de son rôle. Elle se sentait en position d'infériorité, de débiteur. Un peu ridicule aussi. Tous ceux qui l'avaient connue autrefois, ces vieilles connaissances qu'au fond elle n'avait jamais tellement aimées, ils savaient tous combien le couple des Bernheim était harmonieux, exceptionnellement uni. Un de ces couples heureux qui répandaient une légère odeur de renfermé. « Oui, oui, je l'ai toujours su, monsieur Bernheim et vous... mes chocolats vous feront plaisir », disait l'ancienne voisine, qui voulait maintenant se hâter de boucler ses valises : déjà 11 heures 30 ! l'heure du jus de pamplemousse que réclamait ponctuellement son mari.

M^{me} Bernheim entra en colère contre elle-même, contre sa maladresse : alors qu'elle s'efforçait encore à balbutier des remerciements, le visage toujours figé dans un sourire affectueux, elle avait raccroché trop tôt, sans attendre la fin des adieux deux fois

recommandés. Quelle piètre figure elle faisait face au brio de son interlocutrice ! Comme sa reconnaissance précipitée entrait son statut de veuve jamais guérie de son amour conjugal, cet état contagieux, sinistre, presque repoussant ! Il n'y avait qu'elle, avec sa candeur absurde, avec son inhabileté à vivre, pour se laisser ainsi abuser par la mort !

Elles n'avaient pas tort : dans cette banlieue étrangère, toujours étrangère, elle ne se sentait pas à sa place. Sans pour autant la moindre nostalgie de son ancienne rue des Buis. On ne l'y reverrait sûrement pas ! Elle avait suivi sans regret M^{me} Bernheim lorsqu'il avait voulu partir après se retraite, trop susceptible pour supporter tous les changements introduits par son jeune successeur à la tête de la Fondation Casswein. Il avait voulu partir loin, recherchant l'anonymat d'une banlieue nouvelle où il n'y aurait pas de ces vieux habitants qui font valoir leurs droits coutumiers et leurs rites sacro-saints.

Ici, tous les voisins avaient deux générations de moins qu'elle : un inconvenient dont elle n'avait pris conscience que depuis son veuvage. Les gens d'ici étaient d'un milieu plus vulgaire que le sien. Mais cette réflexion, elle la gardait pour elle, car ses enfants, des esprits « modernes », avaient fait une drôle de tête incrédule et réprobatrice le jour où elle s'en était plainte.

UNE belle journée ensoleillée. Cela voulait dire : le bruit des enfants qui jouent, de jeunes maitresses de maison à moitié nues dans leur jardin, en fin d'après-midi. M^{me} Bernheim aimait mieux les voir habillées, mais elle veillait à ne pas s'en formaliser. Elle n'était pas choquée, non, pas cela. Simple-ment, elle éprouvait parfois une vague nostalgie des après-midi d'été, une nostalgie peuplée de robes frontonnières en dentelles dans un jardin idéal, luxuriant, vert profond. Tout un monde secret : enfance ? adolescence ? Un rêve dont elle aurait aimé reconnaître les reflets dans le présent, pour redonner vie à ce jardin perdu, pour retrouver la paix d'un regard sans souillure.

Le ménage, la machine à laver, lui servaient de diversion, le jour du repassage lui apportait régulièrement un peu de diversion. Ses enfants avaient raison de louer le nouvel équilibre qu'avait trouvé leur mère : assurément, ils pouvaient s'estimer soulagés, elle avait passé la période la plus dure, la plus cruelle, les premiers temps de son veuvage. Mais à qui aurait-elle

pu confier que, parfois, elle tentait de se reporter à ces premiers temps, presque toujours en vain, sauf à de rares moments sur fond de musique de sa radio. Ces moments privilégiés survénant quand les somnifères commençaient à agir, au rythme d'un andante de Mozart : des moments denses, fervents, de deuil bienheureux, où se révélait la signification infinie de son existence et de celle de M^{me} Bernheim. Leur vie, sa mort, trouvaient dans le cosmos leur place nécessaire, deux mailles, deux nœuds indispensables dans la trame du sens. Plus le corps s'engourdissait et plus l'âme s'affermissait. M^{me} Bernheim se demandait bien pourquoi les mêmes ingrédients - de la musique du même compositeur, des cachets de la même marque - produisaient si rarement et si fortuitement le même effet.

Plus durs étaient les jours désertés par le grand chagrin. Voilà ce qu'elle ne pouvait dire à personne. Maintenant les lettres de ses enfants parlaient de leurs divers soucis quotidiens. Les jours anniversaires seulement, quand leur père, parti si discrètement, comme par pur dévouement paternel, leur revenait à l'esprit comme une ombre chère et vénérable, ils se donnaient du mal pour composer des formules graves, ils recopiaient un poème ou collaient une fleur sèche entre la date et les premiers mots affectueux.

A présent, quand le facteur sonnait, M^{me} Bernheim savait se maîtriser, elle ne regardait pas tout de suite son courrier. Elle usait de ces petites astuces qui introduisent un peu de suspense dans le cours d'une journée. Même les imprimés, elle s'inter-

disait de les regarder tout de suite.

Une excellente idée lui était venue ! Quand s'était-elle sentie aussi radicalement mal en point qu'aujourd'hui ? Au moment de sa mauvaise grippe, qui avait suspendu en elle toute activité, toute sensibilité. Il y avait longtemps de cela. Pour une fois, elle avait su donner un nom à sa souffrance. Elle, un personnage si sage de nature, eut soudain envie de se conduire déraisonnablement. Avec une hâte presque joyeuse, elle ouvrit toutes grandes les fenêtres du salon, de l'entrée, de la cuisine : de quoi faire un bon courant d'air qui la rendrait sûrement malade.

AVANT de s'installer sur une chaise de cuisine à l'endroit le plus exposé au vent, elle se risqua à regarder son courrier. Patience récompensée ! Trois de ses quatre enfants avaient écrit. D'abord M^{me} Bernheim lut la carte postale de son fils aîné. « Nous souhaitons que ces lignes te parviennent le 15 juillet pour que tu saches combien ce jour-là nous penserons à toi et à notre père. Comme chaque année, le jardinier déposera suivant nos instructions un pot de bégonias sur la tombe. »

M^{me} Bernheim interrompit sa lecture. Prise d'effroi, elle courut consulter le calendrier orné de photos de famille. Le 15 juillet était évidemment marqué de noir, mais sans croix, cela aurait fait trop catholique, trop bigot pour son goût. Mardi - était-ce donc aujourd'hui mardi ? Eh oui ! puisque hier, c'était lundi, pas de doute ! Depuis le matin, elle avait donc vécu ce grand jour dans l'insouciance, manqué cet anniversaire ! Elle s'était dispersée en petits sentiments désolés, ceux de sa détresse ordinaire !

Elle avait laissé passer l'échéance solennelle. Et, pardessus le marché, ces balbutiements gémissements et serviles au téléphone, dans l'espoir de se faire inviter. Un 15 juillet ! Quand elle aurait pu se mettre à l'unisson de la grandiose communauté des êtres cruellement éprouvés, poussés à bout, jusqu'au bord du gouffre, approcher le ciel, entre la vie et la mort ! Au lieu de cela, par mégarde, elle s'était confinée dans une détresse muette, avec les malheureux qui s'enferment entre quatre murs, éternellement prisonniers de ces cloisons tapissées de mauvais papiers peints, sans autre vis-à-vis qu'un sinistre puits de lumière.

Au fait, aurait-elle bientôt pris froid ?

GABRIÈLE WOHMANN, née en 1932 à Darmstadt, est l'auteur de nombreux romans, nouvelles et poésies publiés pour la plupart aux éditions Lachmann. Une de ses nouvelles est parue dans le recueil *Now plaçons coupable* (Grasset, 1980). Alain Michel annonce la publication prochaine de plusieurs traductions.

FABRICANT - VENDE DIRECTE

COUVERTS ORFÈVRE

Argentés et inox

Garantie 25 ans sans entretien exigé

FRANOR 70, RUE AMÉLOY 75011 PARIS

catalogue gratuit 44 sur demande